

Le conflit des marins-pêcheurs
 ● PROTESTATIONS APRÈS LES HEURTÉS AVEC LA MARINE NATIONALE.
 ● TROIS RÉUNIONS DE NÉGOCIATIONS SE TIENNENT À PARIS.
 LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 D; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.;
 Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique,
 17 fr.; Canada, \$ 1,10; Côte-d'Ivoire, 250 CFA;
 Danemark, 4,75 kr.; Espagne, 50 pes.; Grèce, 35 dr.;
 Irlande, 40 sh.; Iran, 125 rls.; Italie, 35 l.;
 Japon, 700 y.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 17 L.;
 Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal,
 35 esc.; Roumanie, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.;
 Suisse, 1,20 fr.; Tchécoslovaquie, 30 Kcs.
 Tarif des abonnements page 2
 5, RUE DES ITALIENS
 75221 PARIS CEDEX 10
 C. C. P. 6207-25 PARIS
 Tél. Paris n° 654372
 Tél. : 246-72-23

La crise économique occidentale

Mme Thatcher face au chômage

Pour la première fois depuis la « grande crise » de 1929 et les années noires qui l'ont suivie, la Grande-Bretagne a passé le cap des deux millions de chômeurs.

Exactement deux millions mille deux cent huit officiellement recensés, selon les chiffres publiés mercredi 27 août à Londres.

En sein de la Communauté européenne, il ne s'agit pas là d'un record : avec 5,2 % de sa population active en chômage, la Grande-Bretagne est devancée à cet égard par la Belgique (11,9 %) et la République d'Irlande (9,4 %). Mais les perspectives sont plus préoccupantes que le franchissement d'un seuil dont l'impact psychologique est toujours considérable, comme en témoignent ces jours les gros titres et les éditoriaux de la presse britannique. Il semble en effet que la hausse du chômage, déjà forte ces dernières semaines (on compte près de cent cinq mille demandeurs d'emplois de plus que le 15 juillet), doive encore s'accroître durant l'automne et l'hiver prochains.

Le ministre de l'emploi, M. Prior, a lui-même admis, en commentant ces chiffres alarmants, que « les choses risquent de s'aggraver plutôt que de s'améliorer ». Pourtant, il n'y a guère de chances que ce constat pessimiste conduise le gouvernement à réviser sa politique économique, dont Mme Thatcher a rappelé, quelques heures après la publication des derniers statistiques sur l'emploi, qu'elle était à ses yeux la seule possible.

Pour le chef du gouvernement britannique, l'accroissement du chômage est avant tout provoqué non par la politique d'austérité, mais par la situation internationale et par des hausses de salaires excessives. Les rémunérations ont en effet augmenté de 22 % l'an dernier, alors que l'indice de la production baissait de 4 %, et les coûts de main-d'œuvre sont trop élevés pour de nombreuses petites entreprises, contraintes de fermer leurs portes ou, au moins, de réduire leur personnel. En outre, ces coûts handicapent gravement l'exportation.

Pour Mme Thatcher et son inspirateur économique, Sir Keith Joseph, les salariés doivent avoir la patience et le courage d'attendre, sans demander de hausses de salaires exagérées, que la politique gouvernementale ait ramené l'inflation à un taux raisonnable. Le gouvernement peut, il est vrai, se flatter d'avoir obtenu dans ce domaine quelques premiers résultats, puisque l'indice de la hausse des prix a été récemment abaissé de trois points et que la balance des paiements s'est redressée. Quant à la livre sterling, elle a atteint, le jour même où étaient publiés les chiffres-reports du chômage, son cours le plus haut depuis cinq ans.

L'opposition travailliste a vigoureusement dénoncé la politique inhumaine et cruelle du gouvernement. Plusieurs dirigeants syndicalistes ne cachent pas leur inquiétude, et l'un d'eux a même estimé que la situation économique en Grande-Bretagne risquait de provoquer une vague de violence, voire une véritable révolte ouvrière. Les libéraux, de leur côté, demandent la convocation d'urgence du Parlement, et reprochent à Mme Thatcher de confondre détermination et entêtement.

Le chômage va très probablement redevenir, dans les mois qui viennent, le principal thème du débat politique outre-Manche. Encore faudrait-il que travailleurs et libéraux surmontent leurs divisions avant de recueillir les fruits politiques du mécontentement et de l'inquiétude prévisibles de l'opinion.

Le président Carter cherche à hâter la reprise américaine prévue pour la fin de 1980

Le président Carter devait présenter, ce jeudi 28 août, son plan de « renaissance économique », alors que les États-Unis continuent et continueront jusqu'à la fin de 1980, selon les pronostics des experts de l'O.C.D.E., à souffrir de la récession. Ce programme, qui se situe dans la perspective de l'élection présidentielle et regroupe notamment des mesures déjà connues, comporterait une réduction des impôts l'an prochain pour les particuliers et les entreprises, ainsi que la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois au cours des prochaines années.

Une reprise semblant toutefois probable en 1981, il est à craindre, indiquent plusieurs économistes, que le programme présidentiel n'arrive trop tard et ne relance la hausse des prix. Pour l'instant, à la suite de la faiblesse de l'activité, le déficit de la balance commerciale a fortement baissé en juillet, revenant de 2,96 milliards de dollars en mai et 2,25 milliards en juin, à 1,85 milliard, ce qui constitue le chiffre le plus faible depuis mars 1979. Ce résultat est lié à une diminution de 17 % en valeur et en volume des achats de pétrole. Pour les sept premiers mois de 1980, le déséquilibre des échanges américains a représenté 23,5 milliards de dollars contre 18,7 milliards de janvier à juillet 1979 (37,3 milliards pour l'ensemble de l'an dernier).

En dépit de la contraction du déficit en juillet, la Bourse de New-York a baissé de façon sensible mercredi, alors qu'était annoncé un recul de 1,1 % de la productivité au deuxième trimestre, le plus important enregistré depuis l'établissement des statistiques à ce sujet en 1958.

La longue période de reprise, qui avait commencé en mars 1975, s'est achevée au premier trimestre de 1980. Elle a été l'une des plus longues observées depuis la fin de la seconde guerre mondiale, n'ayant été dépassée que par l'expansion des années 60, qui coïncidait avec la guerre du Vietnam. Le produit national brut qui avait baissé de 1,4 % en 1974 et de 1,2 % en 1975, a augmenté de 5,9 % en 1976, 5,3 % en 1977, 4,4 % en 1978 pour revenir à 2,3 % en 1979. Durant cette période, les prix à la consommation ont, quant à eux, suivi une courbe en V, ayant enregistré des hausses successives de 11 %, 9,2 %, 5,7 %, 6,5 %, 7,7 % et 11,3 %.

Pour sa part, le chômage a baissé régulièrement à partir de 1975, représentant 5,1 % de la population active en 1974, puis 7,8 % l'année suivante, mais 7,3 % en 1976, 6,9 % un an plus tard et 6 % en 1978 comme en 1979.

UN ENTRETIEN AVEC LE CHEF DE L'ÉTAT DU BANGLADESH

Le président Ziaur Rahman souhaite « une assistance immédiate pour amorcer le développement industriel ».

(Lire page 6 l'article de Gérard Viratelle.)

Nouvel internationalisme et monnaie

I. — Un désordre organisé

par JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Les questions monétaires internationales peuvent bien être maquillées en « sujets de thèse » : elles sont avant tout des questions politiques au cœur des problèmes posés par l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial.

pour ces questions plonge ses racines dans l'actualité.

A vrai dire, le regain d'intérêt pour ces questions plonge ses racines dans trois ordres de considérations :

1) Tout d'abord il apparaît de plus en plus clairement à certains milieux dirigeants qu'il n'y a pas d'issue à la crise que traverse le capitalisme qui ne s'appuie sur une solution ou une esquisse de solution aux problèmes du tiers-monde. D'une part, le deuxième « choc pétrolier » illustre pour les pays développés la fragilité de leurs approvisionnements éner-

getiques, aussi bien en quantité qu'en prix, dès lors qu'il n'existe plus de règles du jeu communément admises et plus particulièrement d'équilibre monétaire international stable.

Mais surtout l'exacerbation des contradictions au sein du monde capitaliste (approche d'une nouvelle récession, monnaie du pro-

tectionnisme, rivalités commerciales sur les marchés de l'Est et du tiers-monde au prix d'un endettement massif des pays concernés) conduit à une véritable « fuite en avant » : on le sait, les pays du tiers-monde fournissent 35 % de ses débouchés à la France, 35 % aux États-Unis, 44 % au Japon. D'où l'idée de fonder la relance dans les pays développés sur l'octroi de nouvelles ressources aux pays du tiers-monde. C'est ainsi que la commission Brandt a avancé le chiffre de 60 milliards de dollars supplémentaires par an à l'horizon 1985.

2) Par ailleurs, le tiers-monde est devenu un enjeu politique de première importance : pour l'Europe, les États-Unis et le Japon, l'accès au pétrole et aux matières premières du Moyen-Orient, de l'Afrique, de l'Amérique latine ou de l'Asie du Sud-Est, et la liberté des routes maritimes de l'océan Indien ou des îles de la Sonde, sont choses vitales.

(Lire la suite page 22.)

LES NOUVELLES RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

par Eustache Paléologue

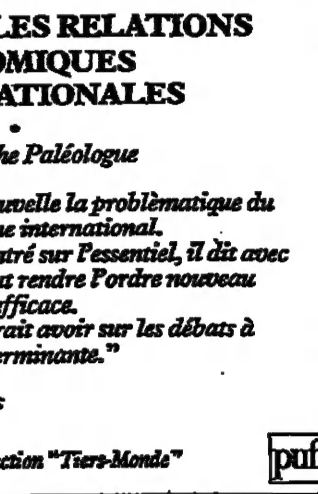
« Ce livre puissant renouvelle la problématique du nouvel ordre économique international. Négligeant le détail, centré sur l'essentiel, il dit avec force et clarté ce qui peut rendre l'ordre nouveau équitable, fonctionnel, efficace. Un tel programme devrait avoir sur les débats à venir une influence déterminante. »

G. Destanne de Bernis

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Collection « Tiers-Monde »

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

NORD-SUD

idées

UN ENTRETIEN AVEC M. SAMIR AMIN

« Il faut un développement autocentré et populaire »

AUTEUR de nombreux et importants travaux analysant notamment les modes de développement capitalistes et « inégaux » dans différents pays et régions d'Afrique et du monde arabe, ainsi que la « crise de l'impérialisme », l'économiste Samir Amin a pris, le 1^{er} juin, la direction des recherches concernant les stratégies de développement pour le futur de l'Afrique, à Dakar (1). Pour prolonger en quelque sorte la réflexion faite dans son dernier ouvrage, *Classe et nation dans l'histoire de la crise contemporaine* (2), nous lui avons demandé quel jugement il portait brièvement sur la situation internationale actuelle et l'évolution du « nouvel ordre économique mondial ».

« Les rapports de forces se sont modifiés ces dernières années conduisant à une redistribution des cartes à quatre niveaux. » L'une des principales modifications est celle qui est intervenue dans les rapports économiques entre l'Europe, les Etats-Unis et le Japon. La situation est rendue plus complexe du fait que les Etats-Unis sont seuls à avoir dans tous les domaines des responsabilités et une politique planétaire.

« Le second équilibre qui s'est modifié est celui qui intéresse les rapports Est-Ouest, plutôt au plan militaire qu'économique, car, en dépit de ses faiblesses économiques, l'U.R.S.S. est la seule puissance militaire qui soit capable de rivaliser avec les Etats-Unis.

« Le troisième facteur est l'émergence de la Chine, aujourd'hui susceptible de s'affirmer comme nation ayant sa propre stratégie, sa propre politique internationale, de ne dépendre, pour l'essentiel, de l'extérieur en aucun domaine (alimentaire, technologique, économique...), ainsi que pour sa sécurité. Elle peut, en conséquence, entrer dans un jeu à trois. Or, l'U.R.S.S. veut éviter une modernisation de la Chine. Le message étonnant soviétique sur la Chine est réel. »

« Le quatrième élément de cette redistribution des forces mondiales ce sont les relations Nord-Sud. Il est secondaire, car les bourgeoisies en place dans les pays en développement ont un pouvoir de négociation limité. Le seul chapitre sur lequel elles ont pu jusqu'ici tirer profit est le pétrole, du fait qu'elles ont exploité certaines contradictions entre l'Europe, les Etats-Unis et le Japon. Pour les autres, les Etats du tiers-monde ont dû se rendre à l'évidence que le Nord se refusait à faire des concessions notables... »

Réduire la dépendance extérieure

« Ce qui s'est passé en Iran depuis la chute du chah illustre-t-il votre réflexion sur l'importance du fait national dans les luttes de classes ? »

« Il y a dans le tiers-monde des nations fortes et des Etats dont la nation ne s'est pas cristallisée. Actuellement on assiste à un commencement de désintégration du monde capitaliste périphérique. Les révoltes contre l'exploitation et les conséquences du mode de développement capitaliste prennent la forme de ce que j'appelle le populisme. Elles s'inscrivent dans la religion et les traditions culturelles. Ces forces en mouvement ne sont pas nécessairement manipulées par l'impérialisme et les révoltes peuvent avoir un caractère spontané. Quelle sera l'issue de ce processus de désintégration ? Les recompositions sociales et politiques se font à partir de cette décomposition. Mais aussi ce processus de désintégration crée des vides permettant alors aux superpuissances de s'engouffrer et de chercher à atteindre leurs propres objectifs. »

« Les Soviétiques ne sont-ils pas allés un peu loin en intervenant militairement en Afghanistan ? »

« C'est une affaire très grave. L'Occident a été à ce sujet d'une faiblesse extrême. Kaboul veut tout de même bien un match de football. Les Soviétiques ne peuvent se retirer sans perdre la face. Ils sont allés trop loin et le paieront sans doute cher. Ils ont perdu une partie de leur crédit dans les pays occidentaux et en Asie. Mais trop peu d'attention a été portée, à mon avis, à l'offre faite par Moscou aux Européens de « garantie internationale » pour les transports pétroliers en provenance du Golfe.

« Le récent rapport de la commission Brandt vous semble-t-il offrir quelques suggestions susceptibles de favoriser une reprise du dialogue Nord-Sud ? »

« Ce rapport remplit une fonction idéologique et les solutions qu'il suggère ne sont guère réalistes. Il serait, par exemple, naïf de croire qu'un impôt mondial sur les dépenses d'armement et le commerce des armes puisse être applicable. A la vérité, si le Nord avait voulu faire des concessions, il n'a pas manqué, jusqu'à maintenant, d'occasions de le faire. Les pays du tiers-monde ont certes obtenu quelques relèvements des prix de certains produits. Mais ces hausses ont vite été annulées par l'inflation importée notamment. »

« Cependant, le blocage des négociations Nord-Sud par les Occidentaux, et notamment les Etats-Unis, a créé des conditions plus favorables à une action collective des pays en développement. Mais, en définitive, seul un affrontement entre les peuples du Sud et leurs dirigeants peut conduire à un réaménagement des rapports avec le Nord. »

« Quelles autres priorités ou grandes réformes recommanderiez-vous en vue d'un tel réaménagement ? »

« Il est difficile de donner, dans ce domaine, des recettes, les situations économiques objectives d'une part et les constellations des forces politiques d'autre part étant, d'un pays à l'autre du tiers-monde, variables à l'extrême. Ce que l'on peut faire, cependant, c'est donc indiquer les principes d'une politique de développement susceptible de renforcer la capacité de négociation internationale des pays en développement. Ce principe, c'est celui d'un développement autocentré, c'est-à-dire d'un développement qui se propose de réduire au maximum la dépendance extérieure dans tous les domaines : commercial, financier et technologique. Evidemment, une stratégie de développement autocentré ne peut pas être autre que populaire, c'est-à-dire fondée sur la volonté de servir les intérêts des classes populaires qui sont les victimes historiques de l'intégration dans le système capitaliste mondial. Cela implique le remplacement des blocs hégémoniques actuels par un pouvoir qui s'inscrivent dans une alliance internationale de classes dominées par l'impérialisme, par des blocs hégémoniques populaires. La composition des classes de ces blocs ne peut que résulter concrètement des luttes locales, mais, après tout, c'est sous cette forme que les grands changements ont eu lieu jusqu'à présent. »

« Vous avez dit, récemment, que l'échec de la plupart des politiques de développement dans le tiers-monde n'était pas dû à de mauvaises théories. A quoi attribuez-vous, pour l'essentiel, ces échecs et existe-t-il vraiment de « bons » modèles ? »

« Je veux dire par là que la théorie n'est jamais que le reflet de choix politiques et d'intérêts de classes et qu'elle ne saurait être examinée en vase clos comme s'il s'agissait de théories concernant la science de la nature. Les théories mises en œuvre pour justifier les politiques de développement en cours dans le tiers-monde sont soit des théories conventionnelles, soit une version mécanisée d'un marxisme simplifié. Dans le premier cas, il s'agit essentiellement de justifier l'intégration à la division internationale du travail, fondée sur les soi-disant avantages comparatifs. Or, c'est cette « intégration » qui est la cause du « sous-développement ». Dans le deuxième cas, il s'agit de justifier un développement étatique, des réformes agraires et une nationalisation de l'économie sans remettre en cause également l'appartenance à la division internationale du travail. C'était là le contenu des politiques progressistes du tiers-monde dans le passé comme dans le présent et les uns et les autres de ces expériences ont montré leurs limites et sont entrées en crise avec la crise du système impérialiste. »

Propos recueillis par GÉRARD VIRATTELLI
(1) Godaria, B.P. 3304, Dakar (Sénégal).
(2) Ed. de Minuit.

Depuis le 26 août, les Nations unies tiennent une session spéciale consacrée aux orientations de la « troisième décennie du développement » et au dialogue Nord-Sud. Cherchant les moyens les plus appropriés d'aider le tiers-monde, Maurice Guernier, membre du Club de Rome — qui a été entendu à la tribune de l'ONU — plaide pour un nouvel ordre intercommunautaire, et M. Samir Amin défend la stratégie de développement autocentré dans ses réponses à Gérard Viratelle.

Pour un nouvel ordre mondial à trois dimensions

par MAURICE GUERNIER (*)

QUAND les dirigeants de l'Est comprennent-ils que les vrais et graves problèmes du monde ne sont pas Est-Ouest, mais Nord-Sud ?

Le Club de Rome vient d'avoir deux occasions exceptionnelles de l'affirmer et de le démontrer à l'Ouest et à l'Est : à New-York, devant les Nations unies, et à Budapest devant l'Académie des sciences.

L'accueil très favorable qui a été réservé aux idées présentées vient de se traduire par la création décidée par M. Kurt Waldheim d'un groupe de travail permanent qui a pour mission d'approfondir le plan proposé et d'engager des contacts avec les hauts dirigeants politiques.

On peut résumer en trois grands thèmes les propositions du Club de Rome :

1) L'ordre mondial créé après la deuxième guerre par les accords de Bretton Woods et le GATT a été un succès en ce sens qu'il a permis au développement économique de s'étendre de façon prodigieuse. De 1970 à 1975, le Nord a progressé de 180 dollars par habitant par an, l'Est de 80 dollars, le Sud de 1 dollar.

2) Le vrai développement du tiers-monde n'est possible que dans de grands espaces à trois dimensions : dimension économique, dimension politique et dimension culturelle.

Il faut un minimum de dimension économique, c'est-à-dire un marché intérieur d'au moins 200 à 300 millions de consommateurs, pour pouvoir amorcer un développement, assurer un plan agricole et industriel, organiser un système bancaire, un dispositif d'éducation et d'urbanisation, le tout étant axé sur le développement endogène et non pas — comme aujourd'hui — sur une fausse industrialisation exogène faite pour les besoins des pays riches (fabriquer au Brésil ou à Taiwan des chemises pour les Européens ou les Américains).

En revanche, cet ordre mondial a défavorisé les pays du tiers-monde. Pendant la « belle époque » des années 60, il a fait surgir au Nord cinq super-puissances (Amérique du Nord, Europe, U.R.S.S., Japon, Chine) qui ont profité du système (sauf la Chine, qui s'est attardée mais veut entrer progressivement dans le système), tandis que, au Sud, le tiers-monde émettait en cent quarante pays, n'a pas pu rattraper

ni même se rapprocher du peloton de tête.

Le système de Bretton Woods favorise les plus forts, il défavorise les plus faibles, les plus petits : le tiers-monde n'est pas, ne peut pas être dans la course.

Trois chiffres résument cette gigantesque anomalie. De 1970 à 1975, le Nord a progressé de 180 dollars par habitant par an, l'Est de 80 dollars, le Sud de 1 dollar.

3) C'est le cadre communautaire qui seul peut servir de base à ce principe tridimensionnel nouveau que le Club de Rome propose comme nouvel ordre mondial (et non pas ordre économique seulement comme on le dit depuis 1974 dans tous les colloques et conférences internationaux).

Le cadre communautaire

Tous les pays du tiers-monde sont aujourd'hui trop « petits » pour organiser par eux-mêmes une vraie politique de développement. Le Brésil ou l'Inde sont aussi « petits » que l'Espagne, et celle-ci ne peut survivre que si elle s'intègre à l'Europe.

Il faut également un minimum de dimension politique. Avec cinquante-trois Etats, l'Afrique n'a aucun poids sur l'échiquier mondial : une communauté de développement de l'Afrique aurait un poids politique. Et il n'est pas bon, dans notre monde, que des centaines de millions d'hommes n'aient pas de poids politique : cela attire les tentations naturelles des autres à l'impérialisme.

Enfin, il faut une dimension culturelle, et cela est un élément nouveau que nous avons introduit dès 1968 : il n'y aura pas de développement africain si l'Afrique cherche à copier le dévelop-

pement du Nord (américain, européen, soviétique ou chinois), ni de développement latino-américain, ni de développement arabe, ni de développement asiatique, si chacune de ces grandes sociétés humaines ne fonde son développement sur ses propres racines. Elles doivent — avec les principes universels des droits (et devoirs) de l'homme et l'apport scientifique et technologique moderne — imaginer une néo-civilisation africaine, une néo-civilisation latino-américaine, une néo-civilisation du Proche-Orient, etc.

3) C'est le cadre communautaire qui seul peut servir de base à ce principe tridimensionnel nouveau que le Club de Rome propose comme nouvel ordre mondial (et non pas ordre économique seulement comme on le dit depuis 1974 dans tous les colloques et conférences internationaux).

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75201 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4897-02

ABONNEMENTS
5 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
282 F 331 F 461 F 590 F

TOUTS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
357 F 601 F 756 F 1.250 F

STRANGER
(par message)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
242 F 350 F 528 F 720 F

II - SUISSE - TURQUIE
280 F 506 F 723 F 940 F

Par voie aérienne
● Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) recevront bien entendu le journal à leur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou provisions (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie de « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 37437.

INDE

venez! la mousson est finie.

En Septembre/Octobre, les lieux touristiques ne sont plus encombrés, les transports locaux n'affichent plus de surcharge et vous disposez d'un meilleur choix d'hôtels.

FORUM VOYAGES vous informe sur toutes les raisons de visiter un pays au bon moment. Ni avant. Ni après.

DELHI 3150F
A/R ou départ de Paris.

- Une nuit d'hôtel à Delhi ou Bombay par pers. : cat. touriste : 65 F, cat. luxe : 220 F
- Du Gange sacré à l'Himalaya : Inde du Nord, Népal, Cachemire, Rajasthan, circuit 15 jours : 8 520 F*
- « Le toit du monde » Ladakh, circuit 15 jours : 7 115 F*
- Aujourd'hui, il y a 2 000 ans : Inde du Nord, Népal, Cachemire, Rajasthan, circuit 21 jours : 9 820 F*

* Prix de circuits comprennent les vols aller-retour en départ de Paris, les transports en cars, les hôtels en pension complète 1^{re} catégorie ou luxe et un accompagnateur (tous groupes 15 pers.).

forum VOYAGES
1, rue Cassette 75006 Paris
tél. 544 38 61
(deux 71, rue de Valenciennes)
M^o St-Sulpice - Reuilly

3 bis, rue de Valenciennes 75006 Paris
tél. 325 76 25 M^o Luxembourg

350 من الأميل

هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Nicaragua

APRÈS UNE CAMPAGNE DE CINQ MOIS Le taux d'analphabétisme aurait été sensiblement réduit

Un mois après les élections, à Managua, du premier anniversaire de la révolution, les Nicaraguayens viennent de fêter la fin de la campagne d'alphabétisation de cinq mois en termes de laquelle quatre cent mille Nicaraguayens ont appris à lire et à écrire grâce à près de cent mille « guérilleros culturels ». Le taux national d'analphabétisme chez les plus de dix ans est ainsi passé de 50 % à 32 %.

A cette occasion, le commandant Humberto Ortega, ministre de la Défense et membre du Front sandiniste de libération nationale, a annoncé que des élections auraient lieu en 1985 (« le Monde » du 28 août). Pour sa part, M. Sergio Ramírez, membre de la junte de reconstruction nationale, a déclaré que son gouvernement allait déposer devant le Conseil d'Etat un projet de loi pour contrôler les informations sur

la « sécurité interne du pays », qui devrait s'appliquer à toutes les informations de caractère économique.

Le F.S.L.M., qui s'était donné comme première tâche la reconstruction du pays, estime que « le retard et la destruction économique, sociale et morale du pays est d'une telle ampleur que l'on ne peut espérer reconstruire le pays avant 1985 » ; en conséquence, l'actuelle junte devra rester au pouvoir jusqu'à cette date.

A charge pour elle de mettre en place, « à partir de janvier 1984, le processus électoral grâce auquel les Nicaraguayens choisissent un gouvernement chargé de construire un nouveau Nicaragua ».

Le secteur privé et les partis d'opposition, qui font campagne pour des élections en 1982, n'ont pas encore réagi, mais certains sont tentés de se retirer du Conseil d'Etat, espérant ainsi isoler le Front sandiniste.

Des « professeurs » de quinze ans dans les villages oubliés

El Cebollin. — Cinq maisons au sommet d'un pic, quelques vaches, du maïs, des bananes, une soixantaine de personnes et seulement deux noms de famille. Derrière les planches mal jointées et noires de fumée de la maison des Menéndez, un jeune professeur tape son rapport : vingt-sept habitants du village savent maintenant lire et écrire, comme en témoigne l'examen qu'ils ont réussi la veille : lecture, écriture et même dictée. Sept ont été déclarés illettrés, soit en raison de troubles physiques ou mentaux, soit en raison de leur trop grand âge.

De notre envoyé spécial

avouer leur ignorance, d'autres refusent les discussions trop « politiques ». L'alphabétisation dans les villages a été dans les premiers temps un peu négligée, et il reste beaucoup à faire pour atteindre certaines communautés. Une campagne en langue indigène spécialement destinée aux indiens Mesquitos, Rama et Sumo de la côte Pacifique doit commencer en octobre. Vers la fin 1981, l'analphabétisme devrait avoir pratiquement disparu, et il sera alors possible de passer à la formation technique des adultes d'une façon plus diversifiée et conforme à leurs besoins ou à leurs goûts.

Le bilan de la croisade ne rend pas compte des aspects politiques et humains. « Nous sommes parvenus à créer un vrai dialogue entre villes et campagnes, entre jeunes et vieux, explique M. Lacayo. Nous avons pu constater que les adolescents ont appris à se détacher de leurs parents sans pour autant traverser les crises habituelles de la jeunesse. Les parents, pour leur part, se sont ouverts à l'histoire du pays, à l'histoire de notre guerre de libération et du Front sandiniste. Les soldats devenus professeurs ont pris conscience de la misère insupportable de la grande majorité de notre peuple ».

C'est la plus grande aventure de ma vie et je plains les enfants qui ont été envoyés à l'étranger pour qu'ils ne puissent pas prendre part à cette campagne. Les premiers jours n'ont pas été faciles. « J'avais un peu de mal à parler avec dona Maria, la mère de famille, raconte Lacayo, mais au moment où elle m'a dit : « Sommes-nous un peu de mal à parler avec elle ? » elle m'a dit : « Ce que j'ai pu être bête de ne pas y penser plus tôt », m'a-t-elle répondu ».

Le mari de dona Maria se joint à la conversation. « Leona fait maintenant partie de la famille, dit-il. Nous lui avons enseigné à traire les vaches. » Dans la plupart des cas, les paysans se sont vus désigner par les professeurs pour leurs professeurs de quinze ans. Ils les traitent souvent beaucoup mieux que leurs propres enfants. Ils ne laissent jamais les filles se dévoter seules dans les campagnes. Quand elles se baignent dans la rivière, il les protège, machette à la main. On raconte que la population d'un village a refusé d'accepter un professeur qui avait tenté de violer une jeune volontaire.

DIPLOMATIE

« Somoza ne m'a rien fait »

Sur une route poussiéreuse, nous avons rencontré Leona, quinze ans, fragile dans sa chemise de coton. Au coin d'une maison, elle faisait répéter la leçon du jour à deux femmes et trois garçons d'à peine plus de dix ans. « Je suis contente d'être ici, dit-elle. J'ai dû un peu pousser mon père à donner son autorisation ».

Francis Pisani

DIPLOMATIE

LA SESSION DES NATIONS UNIES SUR LE TIERS-MONDE

Le ministre des affaires étrangères de R.F.A. propose l'ouverture d'un « registre » sur les dépenses comparées d'armement et d'aide au développement

New-York (Nations unies). — La conférence des Nations unies est entrée la 27 août dans sa phase concrète avec la constitution du comité « ad hoc » présidé par une personnalité allemande, M. Michel Duffour, qui coordonnera les travaux sur la stratégie de développement pour la troisième décennie et sur les éventuelles « négociations globales ». Les résultats seront ensuite soumis à l'Assemblée générale, seule instance de décision.

Le caractère jusqu'à maintenant relativement serein des débats, l'absence d'écarts, traduisent apparemment une prise de

conscience de la gravité des problèmes économiques mondiaux et de la volonté d'aboutir à un certain résultat au cours des discussions des dix prochains jours.

Le texte sur la stratégie (« le Monde » du 22 août) devrait être mis au point d'ici là. Un accord n'est pas tellement éloigné, même si des obstacles notables restent à surmonter (estimation du taux de croissance, montant de l'aide publique au développement, perspectives de prix et d'approvisionnement pétroliers). Des compromis sont possibles, des désaccords de fond pouvant toujours s'effacer derrière quelques formulations habiles.

De notre envoyé spécial

Alors, les membres de l'Europe des Neuf ont, le 27 août, harmonisé leurs propres positions et adopté une attitude ouverte et constructive. Sans doute eussent-ils pu être rendus responsables d'un échec et souhaiter-ils éviter qu'un affrontement spectaculaire Sud-Nord vienne s'ajouter aux crises actuelles.

Les pays industriels, qui recherchent des garanties de prix et d'approvisionnement pétroliers, se félicitent de l'initiative des « 77 » d'inciter l'énergie dans les négociations. Pour sa part, rejoignant la proposition faite la veille par M. François-Poncet, le représentant de Tokyo a exprimé, lui, l'espoir que les négociations conduisent à l'établissement d'un « mécanisme étendu de coopération » dans le domaine de l'énergie. Tous demandent aux producteurs d'augmenter leur aide aux nations les plus démunies et se félicitent aussi de l'appel lancé par le président du Bangladesh (le Monde du 27 août).

Dans un discours remarqué, M. Genscher, ministre des affaires étrangères de R.F.A., a déclaré que « le succès du développement dépend de plus en plus de la manière dont il sera mis fin à la croissance des dépenses militaires. Le monde », dit-il, « n'a pas besoin d'une course aux armements, mais d'une course à l'aide aux pays en développement. Un registre devrait être ouvert sur Nations unies indiquant combien chaque nation industrielle dé-

pense en armements et pour le commerce des armes, et combien elle consacre à l'aide au développement ».

En revanche, sur la question des réformes de structures, qui est au centre des discussions sur les négociations globales, la partie la plus importante de la conférence, plusieurs, tout compte fait, la stratégie fixe des objectifs de portée générale qui ne constituent pas des engagements contraignants, — le fond semble difficile à combler entre les pays du tiers-monde et les pays industriels à l'économie de marché, les Etats industriels socialistes.

L'intervention du délégué soviétique le 27 août l'a encore montré — ne paraissant guère concernés par le débat. Les premiers réclament un nouvel ordre économique et posent en conséquence les problèmes en termes politiques ; les seconds évoquent les difficultés présentes de l'économie mondiale, les drames du tiers-monde pouvant avoir des retentissements politiques.

Cette opposition se cristallise notamment sur les pouvoirs qui pourraient être dévolus, lors des négociations globales, à l'organisme central de la conférence économique mondiale, qui serait convoquée à cette fin au début de 1981 et aux institutions spécialisées du système des Nations unies (CNUCED, ONUDI, EIRD, F.M.I.). Le débat est hautement politique puisque les « 77 » ont mis en avant l'idée d'une négociation globale précisée afin qu'un nouvel organisme à vocation universelle et politique vienne coordonner l'ensemble du système.

Ainsi pensent-ils tirer profit du jeu démocratique et de la loi du nombre et obtenir un partage du pouvoir qui leur est refusé dans les institutions dominées par les pays riches. Il est entendu que, dans cet esprit, l'organisme central aura prééminence sur ces institutions, qui ne seraient pas pour autant mises de côté et desservies de leurs prérogatives, mais où les pays industriels seraient, du moins pendant la prochaine conférence, leur influence battue en brèche.

Entre cette position et celle des pays industriels qui, pour le moment, ne semblent pas vouloir que les problèmes du ressort des institutions spécialisées tombent dans la corbeille du nouvel organisme, des accommodements sont peut-être possibles, notamment maintenant que la France et même les Etats-Unis suggèrent d'aller un peu plus loin que les efforts faits depuis six mois par le F.M.I.

Cependant, l'attitude qui pourrait adopter — ensemble — les pays membres de l'OPEP demeure encore une incertitude. Elle ne sera sans doute pas précisée avant la réunion au sommet, le 25 octobre, à Bagdad, des trente pays membres de l'Organisation qui doivent examiner les problèmes de la politique à long terme. Pour l'instant, bien que le représentant du Yéménite, l'ancien président Cal-

Brésil

LES ATTENTATS D'EXTRÊME DROITE SE MULTIPLIENT

Rio-de-Janeiro (A.F.P.). — L'organisation clandestine d'extrême droite Phalange-Patrie nouvelle a revendiqué, mercredi 27 août, les attentats commis dans la journée à Rio, qui ont fait un mort et sept blessés.

Le premier attentat, contre le bâtiment abritant l'organisation de gauche Tribune ouvrière, n'a causé que des dégâts matériels. Le deuxième, au siège de l'Ordre des avocats du Brésil, a fait un mort et un blessé. Le dernier s'est produit à la mairie de la ville et a fait six blessés.

Des menaces d'attentats ont également été formulées par la même organisation à l'encontre des centres régionaux de l'Ordre des avocats, de l'Association brésilienne de presse, de l'Assemblée législative à Rio, d'un journal d'opposition et du syndicat des journalistes.

Ces derniers mois, un certain nombre d'attentats ont été commis au Brésil contre des parlementaires de l'opposition, des avocats, des organisations de défense des droits de l'homme et des publications de gauche. Jus-

qu'à présent, leurs auteurs n'ont pas été retrouvés. Les autorités ont assuré que cette vague de violence n'entraînerait pas l'arrêt du processus d'ouverture politique.

Etats-Unis

LE SYNDICAT DE L'AUTOMOBILE RECOMMANDE DE VOTER POUR M. CARTER

Le comité exécutif du syndicat de l'automobile (United Auto Workers) s'est prononcé, le mercredi 27 août, pour le soutien à la campagne de M. Carter. Le président du syndicat, M. Fraser, malgré ses sympathies pour le sénateur Kennedy, s'est rallié « avec enthousiasme » au candidat désigné par la convention démocratique de New-York.

L'U.A.W. s'étant toujours signalé par ses positions « avancées », il était hors de question qu'il ne se rallie à la campagne de M. Reagan, mais le « troisième homme » de la compétition présidentielle, M. Anderson, avait voulu que le syndicat restât neutre jusqu'en octobre pour avoir le temps de prouver qu'il était « la seule alternative valable » au candidat républicain. M. Fraser a cependant reconnu que ce dernier trouvait un certain écho parmi la base de son organisation.

Chili

L'ancien président démocrate-chrétien Frei réclame le départ du général Pinochet

Santiago-du-Chili (A.F.P.). — M. Frei, ancien président démocrate-chrétien du Chili, a proposé mercredi 27 août, à Santiago, la formation d'un gouvernement de transition regroupant civils et militaires, pour remplacer le régime du général Pinochet.

M. Frei a fait cette proposition lors d'une manifestation de masse autorisée par le gouvernement. A l'issue de la manifestation, des heurts ont opposé manifestants et policiers. Présen-

tant sa proposition comme une solution de réconciliation politique au référendum constitutionnel du 11 septembre, le dirigeant démocrate-chrétien a critiqué ce référendum qui, a-t-il déclaré, n'offre ni alternative ni garanties. « Si par malheur toutes les portes venaient à se fermer, a-t-il affirmé, nous voterions « non » le 11 septembre ».

M. Frei a contesté la légitimité de la « charte fondamentale » qui sera soumise aux Chiliens le 11 septembre. Refusant l'alternative proposée par le gouvernement, « la charte ou la marche au chaos », il s'est prononcé pour la formation immédiate d'un « gouvernement de transition ».

Ce gouvernement a indiqué M. Frei, aurait pendant deux ou trois ans pour objectifs de « favoriser la clarification des blessures du passé, de rétablir l'unité et la paix entre les Chiliens, de retrouver le plein exercice de la démocratie et enfin de garantir la sécurité intérieure et extérieure du pays ».

De son côté, le général Pinochet a déclaré, mercredi, qu'il était « affecté » par les critiques de l'Eglise catholique à propos du référendum. A l'issue d'une réunion extraordinaire de la Conférence épiscopale, les évêques ont critiqué les conditions dans lesquelles doit se dérouler la consultation, et ont demandé au gouvernement « de ne pas exécuter ou de ne pas permettre l'exécution de tout acte tendant à altérer la volonté des votants ».

Le référendum a pour objet la ratification d'un projet constitutionnel qui permettrait au général de rester au pouvoir jusqu'en 1989, et éventuellement jusqu'en 1997.

Argentine

A Paris, centième manifestation de solidarité avec les mères de disparus

La centième manifestation de solidarité avec les mères de disparus argentins devait avoir lieu ce jeudi 28 août devant l'ambassade d'Argentine à Paris. Cette manifestation, comme les précédentes, est organisée par le Club des droits socialistes de l'homme. (190, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 608-20-29.)

Libre opinion

Un nouveau vocabulaire

par PIERRE BERCIS (*)

L'INTENTION de toutes les personnes qui ont affaire avec l'Argentine (à quelque titre que ce soit), il importe que des choses en ce beau pays. En effet, que l'on s'y rende comme immigré, comme homme d'affaires, comme touriste, ou comme missionnaire, il peut coûter fort cher de ne pas connaître le vocabulaire en vogue, édité il y a par l'Académie militaire (équivalent de l'Académie française chez nous).

Voyez, par exemple, ce qui est arrivé à ces deux religieuses françaises : sœur Alioe et sœur Léonie. Elles ignorent que les mères de la place de Mai n'étaient que des « folles » et, qu'en conséquence, elles étaient dangereuses pour qui oserait s'en approcher. Pour ce grave péché sémantique, nos deux sœurs sont maintenant retenues en un endroit secret, depuis plusieurs années, comme vingt mille Argentins et onze autres Français.

Retenues ? Que diriez-vous ? Non, elles ont disparu. Elles ne sont pas retenues par les militaires argentins, auxquels, donc, il est inutile de demander des comptes puisqu'ils ignorent tout. Voilà pourquoi on doit adopter leur vocabulaire et parler des « disparus ». D'ailleurs, sincères et soucieux de vérité, ces très catholiques dirigeants rassurent et informent des qu'ils savent quelque chose : « Un tel ? On vient de retrouver son cadavre criblé de balles le long d'une route. Probablement un règlement de comptes entre bandes armées rivales. » — Madame Unetelle ? On nous a signalé sa présence dans plusieurs pays latino-américains. C'est son droit de rester dans l'anonymat, n'est-ce pas ? Pour les autres, au cas où ils resteraient véritablement « disparus », ce gouvernement de rêve a même légiféré en prévoyant qu'ils soient considérés comme morts s'ils ne répondent pas à deux appels successifs par voie de presse. Peut-être, dans ces conditions, serait-il opportun d'envoyer papier et crayons à M. Videla afin que les disparus puissent, effectivement, répondre ?

Ah ! si ces disparus avaient au moins le privilège insignifiant d'être prisonniers de l'armée argentine, on serait plus tranquille pour eux. On saurait qu'ils sont en de bonnes mains — s'ils sont normaux, bien sûr. Car il est évident que celle-ci ne peut tout garantir. Ainsi en est-il d'Oswaldo de Benedetti (1) tué pendant la coupe du monde de football parce qu'il avait tenté de s'enfuir. Qu'importe que vous trouviez dans votre dictionnaire le mot « assassinat » pour un tir de face sur un homme désarmé ; sur le rio de la Plata, il faut dire « tué lors d'une tentative de fuite ». De même que pour son frère qui respirait la joie de vivre (101-cé dans les gorges où l'on tortura), « il s'est suicidé » a décrété l'Académie militaire, et vous avez intérêt à la croire.

Dans le même ordre d'idées, si votre dictionnaire est antérieur à 1976 et que vos mythes ne vous permettent pas d'en acquiescer un autre, biffiez les mots « sécurité des multinationales » et écrivez à la place « sécurité nationale ». C'est la même chose, mais dans une langue vivante, les modes changent.

Lors d'un enlèvement par des hommes portant l'uniforme de l'armée argentine, et qui se rendent ensuite dans des casernes, ne dites pas bêtement des militaires ont enlevé », dites « des forces incontrôlées ». Et s'ils emmènent meubles, vêtements, tableaux dans les heures qui suivent, prétendez que ce sont des pillards, des voleurs serait pire qu'une erreur de vocabulaire. Vous sauriez alors un « ennemi de la nation » : un opposant au fascisme.

N'allongons pas la liste. Elle serait trop impressionnante puisque l'inflation verbale y atteint le même niveau que l'inflation économique (127 % en 1979). Mais si ce nouveau lexique argentin vous rebute — on n'est pas forcément doué pour les langues étrangères — n'utilisez pas le bas ; ou demandez à être accompagné du porte-hélicoptère Jeanne d'Arc ou d'un ministre français. Ils s'y rendent très facilement, en visite de courtoisie.

(*) Président du Club des droits socialistes de l'homme.

(1) Le Monde du 5 juillet 1980.

contre et populaire

DELHI 3150

rum

EUROPE

R.F.A.

Un éditeur britannique présente l'autobiographie de M. Honecker... à Bonn

De notre correspondant

Bonn. — Souvent décrit comme « l'homme d'Etat inconnu », M. Honecker, secrétaire du parti communiste est-allemand et président du Conseil d'Etat de la R.D.A., vient de jeter un peu de lumière sur son passé en publiant une autobiographie le jour de son soixante-huitième anniversaire. L'intention politique est assez claire. L'ouvrage vient d'être présenté à Bonn, avant même qu'il ait trouvé place dans les librairies est-allemandes : il s'agit évidemment de mettre en valeur l'image de M. Honecker, juste avant le voyage que le chancelier Schmidt devait entreprendre dans l'autre Allemagne. Bien que la rencontre des deux chefs d'Etat ait été ajournée, le représentant de la R.D.A. à Bonn ne pouvait pas décommander la réception prévue lui pour célébrer la publication de l'ouvrage.

C'est la grande maison anglaise d'édition Pergamon qui publie la biographie du dirigeant est-allemand. Le directeur de cette société d'Oxford, M. Robert Maxwell, ancien député travailliste, est venu pour cette occasion à Bonn, et a assuré, au cours de sa conférence de presse, qu'il lui a fallu beaucoup d'efforts pour convaincre le secrétaire du parti est-allemand d'écrire son autobiographie.

La présence de M. Ewald Moldt, représentant permanent de la R.D.A. en République fédérale, devait inévitablement provoquer quelques questions sur le rendez-vous manqué entre les deux hommes d'Etat allemands. Le délégué est-allemand d'est cependant content de dire, à ce sujet, que son gouvernement restait favorable à la détente, ainsi qu'à la normalisation des rapports entre la R.D.A. et la R.F.A., mais ne voulait pas « troubler l'avenir » en encourageant les spéculations au sujet d'une autre rencontre entre le chancelier fédéral et le président du Conseil d'Etat.

Plus intéressante et plus surprenante est une interview donnée par M. Honecker à l'éditeur britannique. Ce texte, inclus dans le volume, a été rédigé au début de juillet. Or il est clair, à sa lecture, que M. Schmidt ne pouvait que venir les mains vides de la visite qu'il prévoyait de faire en R.D.A. M. Honecker y indique, en effet, qu'il ne lui

était pas possible d'alléger les conditions dans lesquelles certains citoyens de l'Allemagne de l'Est peuvent se rendre en République fédérale. Cette dernière serait, bien entendu, responsable d'un tel état de choses, puisqu'elle refusait toujours de reconnaître une « nationalité est-allemande ».

Est-ce le sort particulier de certains chefs de partis communistes qu'un « trou » apparaît dans leur biographie durant l'époque de la guerre ? Toujours est-il que, comme pour M. Marchais, les spécialistes se sont souvent interrogés sur le rôle exact que le militant communiste Erich Honecker avait joué au moment de la libération de Berlin. En attendant que les spécialistes analysent et digèrent les quelques cinq cents pages de l'autobiographie du dirigeant est-allemand, l'hebdomadaire *Der Spiegel* — qui a acquis les droits de publication pour la R.F.A. et qui va détailler ce récit en feuilleton — attire l'attention sur le fait que M. Honecker explique lui-même aujourd'hui les versions contradictoires touchant son activité entre mars et mai 1945, à Berlin.

Tantôt, en effet, M. Honecker s'était enorgueilli de s'être échappé de sa prison berlinoise le 6 mars 1945. Tantôt, il se plaignait à rendre hommage aux « héros soldats de l'Armée rouge » qui l'avaient tiré de sa geôle lors de leur entrée dans l'ancienne capitale du Reich. M. Honecker fait aujourd'hui une révélation plutôt surprenante, qui tente de concilier les deux versions. Déprimé, épuisé, privé de tout refuge dans Berlin bombardé, il aurait résolu, au bout de quelques semaines, de rejoindre « volontairement » le prisonnier dont il s'était échappé. Il aurait vu là le seul moyen de ne pas tomber dans les mains de la Gestapo.

Mais l'affaire n'est pas complètement éclaircie pour autant. Dans ses souvenirs, M. Honecker ajoute, en effet, que son retour avait été assez habilement organisé par ses amis pour que les autorités judiciaires défendent alors sa cause. Aussi l'hebdomadaire de Hambourg demande-t-il : « Quelle était son amie ? Qu'on lui dise ! »

JEAN WETZ.

Italie

M. Cossiga obtient la confiance à deux reprises

De notre correspondant

Rome. — A deux reprises, le parlement italien a accordé (par 317 voix contre 270), dans la nuit du mercredi 27 août, la confiance au cabinet de M. Francesco Cossiga à propos des problèmes de procédure (régime constitutionnel et utilité) posés par les deux décrets économiques anti-crise décidés par le gouvernement le 2 juillet dernier (le *Monde* du 4 juillet 1980). Mais ces décrets ne pourront probablement pas être entérinés par les parlementaires dans les délais prévus — avant le 1^{er} et le 7 septembre — et le gouvernement sera obligé de représenter de nouveaux projets aux Chambres.

Pour ce double vote de confiance, M. Francesco Cossiga a obligé les trois formations — démocrate chrétienne, parti républicain et parti socialiste — qui composent le cabinet et lui assurent sa majorité parlementaire à servir les rangs. Pour le moment, il n'y aura ni crise politique, ni

remaniement ministériel. Une rencontre mardi 28 août entre le président du conseil et les secrétaires généraux des trois partis de la coalition gouvernementale l'a confirmé.

Les socialistes, qui, à la mi-août, s'inquiétaient « de l'insécurité juridique et psychologique » de M. Cossiga et se méfiaient de l'efficacité du gouvernement dans la lutte contre la crise économique et contre le terrorisme, ont réaffirmé par la bouche de leur secrétaire général, M. Bettino Craxi, que « penser à une crise politique de gouvernement, au milieu d'une autonomie qui s'annonce difficile, serait comme se préparer à jeter de l'essence sur le feu de nos difficultés ». Les républicains, qui évoquaient la nécessité d'un remaniement ministériel, ont abandonné cette idée, tout en continuant à affirmer qu'il faut « redonner vigueur au cabinet » et reprendre un certain dialogue avec le P.C.I. Cette dernière idée est aussi partagée par M. Flaminio Piccoli, le secrétaire général de la D.C. Mais le P.C.I., pour sa part, ne croit pas à ces « ouvertures » et reste convaincu que le cabinet de centre-gauche veut avant tout le mettre sur la touche.

Les néo-fascistes, qui ont déposé mille deux cent amendements, continuent leur systématique obstructionnisme. Après avoir posé une première double question de confiance, et remporté la victoire, le gouvernement paraît-il obligé de recourir de nouveau à ce subterfuge pour le vote de chacun des articles des deux décrets qui doivent être entérinés avant le 1^{er} et le 7 septembre prochain ? Un communiqué du conseil des ministres a annoncé que le cabinet « demandera la confiance autant de fois qu'il sera nécessaire », mais même les parlementaires de la D.C. s'inquiètent de l'abus du recours à ce moyen déjà annoncé en candidature à l'élection présidentielle du 14 décembre. — (A.F.P.)

Portugal

LE MAJOR OSBO DE CARVALHO, l'une des grandes figures de la révolution du 25 avril 1974, ne pourra pas être candidat aux élections législatives du 5 octobre prochain. Un tribunal de Lisbonne a, en effet, décidé mercredi 27 août d'interdire la participation du Front d'unité populaire (FUP) à ces élections. Le tribunal a estimé que le FUP, dont le major était « tête de liste » à Lisbonne, n'avait pas déposé ses statuts avant la date limite lui permettant de se présenter au scrutin d'octobre. Le FUP est une organisation d'extrême gauche fondée en mars dernier par l'ancien « homme fort » de la révolution portugaise, qui a déjà annoncé sa candidature à l'élection présidentielle du 14 décembre. — (A.F.P.)

L'AGGRAVATION DE LA CRISE

Alors que les grèves s'étendent dans le pays et que les négociations se poursuivent à Gdansk, le conseil des ministres a décidé mercredi 27 août de rétablir l'usage des tickets de rationnement pour le sucre de façon à garantir à la population l'approvisionnement en cette denrée. Le conseil a également décidé d'augmenter les importations de viande.

A Cracovie, où les transports en commun sont perturbés, plusieurs contestataires auraient été arrêtés, et à Lublin, six étudiants de l'université catholique de la ville, et un prêtre, le Père Bronislaw Szoka, ont commencé mardi 26 août, dans l'église du Saint-Esprit une grève de la faim par solidarité avec les ouvriers de Gdansk. Une action analogue a été entreprise à Stalowa-Wola, dans l'église Notre-Dame-de-Pologne, par quatre membres du collège rédactionnel de « Spotkania » (« Rencontres », journal indépendant de la Jeunesse catholique). Les grévistes réclament en outre une démocratisation de la vie politique du pays et la construction de nouvelles églises. L'opposition restait empiécinée. M. Leszek Moculski, fondateur du mouvement (dissident) Confédération de la Pologne indépendante, a été libéré mercredi à Varsovie, a annoncé sa femme. Interpellé le 21 août, il avait été libéré deux jours plus tard à l'issue de la période légale de garde à vue et arrêté de nouveau. Le scénario s'était renouvelé deux jours plus tard, et c'est au bout de six semaines — période — que M. Moculski a pu rentrer chez lui. D'autre part, douze intellectuels ont envoyé un télégramme au bureau politique du parti pour exprimer leur solidarité avec les personnes détenues. Parmi les signataires figurent : Mme Stanislaw Grabska et MM. Sitwinski, Kisielewski, Amsterdamski, M. Krol et W. Bartoszewski.

A Moscou, l'agence Tass a publié mercredi soir 27 août un long commentaire consacré aux « événements de Pologne ». Dans ce texte, destiné à l'étranger, l'agence s'en prend pour la

première fois aux « éléments anti-socialistes » qui, « en exploitant les difficultés subjectives et objectives dans le pays, tentent d'entraver leurs efforts pour écarter la Pologne de la voie socialiste qu'elle a choisie conformément aux intérêts vitaux de l'ensemble du peuple polonais ».

Utilisant largement « Trybuna Ludu », le quotidien du parti polonais, Tass ajoute que « les éléments anti-socialistes méconnaissent les intérêts nationaux et l'opinion publique prévalante ». Tass reproche aussi aux moyens d'information « bourgeois » d'ignorer les prises de position des personnalités polonaises officielles. L'agence enfin s'en prend aux analyses revanchardes « de la presse ouest-allemande, à laquelle elle reproche d'utiliser « les noms allemands des villes polonaises ».

Soon le quotidien yougoslave « Politika », l'U.R.S.S. aurait décidé d'accorder « une aide urgente » à la Pologne. Le journal ne cite aucun montant mais précise que cette aide serait supérieure à celle (100 millions de dollars) qui avait été accordée par Moscou après les événements de 1970. « Politika » ajoute que les dirigeants soviétiques préparent leur opinion à une évolution de la situation en Pologne, « qui ne doit pas constituer un précédent pour les autres pays socialistes ».

Aux Etats-Unis, le syndicat des dockers a décidé de refuser, à partir de mercredi 27 août, de s'occuper du fret en provenance ou à destination de la Pologne. Ce boycottage avait été décidé la semaine dernière mais son entrée en vigueur avait été différée. A Budapest, cinq dissidents hongrois qui voulaient se rendre auprès des grévistes de Gdansk se sont faits confisquer leurs passeports à l'aéroport. Il s'agit du philosophe Gyorgy Benca, du physicien Gyorgy Goender, du mathématicien Miklos Sul-yok, de l'architecte Balint Nagy et de M. Rajk, fils du ministre hongrois des affaires étrangères exécuté en 1949 lors des purges stalinienne.

Vers un compromis à Gdansk ?

(Suite de la première page.)

L'ombre de la grève générale commence à planer sur la Pologne.

L'effervescence qui s'est emparée des esprits et qui se manifeste depuis plusieurs jours à la base du parti (le *Monde* du 24-25 août) semble toucher désormais les cadres intermédiaires.

Des revendications portant sur l'augmentation de l'autonomie des différents échelons de l'appareil commencent, indique-t-on de bonne source, à être formulées. Plusieurs des premiers secrétaires de voivodie n'y seraient pas hostiles et un manifeste assez radical circule actuellement dans les rangs du parti. Il aurait déjà recueilli plus d'une centaine de signatures, prestigieuses pour certaines, et demande notamment le respect de l'autonomie de l'appareil d'Etat, la liberté de vote au sein du parti et la convocation d'un congrès extraordinaire d'ici à l'automne.

Très écoutée, aussi bien par la vague de grèves que par le ténarment de dimanche dernier (le *Monde* du 26 août), les cercles dirigeants cèdent actuellement à une certaine nervosité. Après avoir schoué à mener le calme, malgré les discours de MM. Babluch et Gierak et

les tentatives de négociation séparées à Gdansk, on espérait que l'ouverture manifestée par la composition de la nouvelle direction pourrait donner satisfaction au pays. Il n'en a rien été et, trois jours après le remaniement, il se trouve déjà des membres du bureau politique pour regretter l'éviction de M. Lukaszewicz, le porte-drapeau des conservateurs.

La réunion de la direction du parti, au cours de laquelle MM. Barcikowski et Jagielski ont rendu compte, mardi 26 août, dans la soirée, de l'évolution des négociations à Szczecin et Gdansk, a été à la fois confuse et passionnée. Le premier secrétaire de Gdansk, M. Fiszbach, descendu pour l'occasion à Varsovie, a été pris à partie de manière assez vive. On l'a accusé d'être responsable de la situation dans sa région, mais on semblait lui en vouloir surtout de son intervention au cours du plénum de dimanche. Dans ce texte, publié lundi par les journaux de sa ville, M. Fiszbach avait dénoncé, en termes posés mais crus, les erreurs commises par le parti, décrit la lassitude de la population et de la classe ouvrière, présenté la crise comme un phénomène social et s'était attaché enfin à combattre l'idée d'une manipulation politique des grèves.

Des rumeurs inspirées ou fantaisistes, toujours sujettes à caution, circulent en abondance sur les divergences au sein du parti. Mercredi après-midi, un nouveau remaniement encore plus radical était ainsi donné comme imminent, tous détails nécessaires à l'appui. Rien n'interdit qu'il devienne un jour réalité. Mais en attendant, on note surtout la convergence dans l'analyse, génératrice d'ordres, de contre-ordres et de désordres.

La presse, qui a repris une relative liberté de ton depuis le départ de M. Lukaszewicz (il coiffait la propagande au secrétariat du comité central), ne sait plus très bien, dans cette situation, à quel saint se vouer. Le quotidien des Jeunes a ainsi sorti, mercredi, un numéro presque totalement consacré aux grèves, intitulé en gros caractères : « Que veulent les travailleurs ? ». Publiant, outre des photos du chœur Lénine, la liste des vingt et une revendications. Les exemplaires valent déjà une petite fortune au marché noir. Chaque rédacteur en chef a envoyé à Gdansk une équipe de journalistes, non pas encore pour couvrir l'événement, mais pour pouvoir être au courant de l'évolution de la situation. Ce sont ces hommes qui ont signé une pétition contre la manière dont la presse rend compte de la grève...

Mise au point de l'Eglise

Grèves et troubles de l'appareil, donc, mais aussi deux autres difficultés. Avec l'Eglise d'abord, qui a fait savoir mercredi que l'honnêteté du cardinal primat, telle qu'elle avait été radio-télévisée mardi, ne correspondait pas au texte prononcé réellement. Bref, qu'il y avait eu manipulation. « Les médias, sur lesquels l'Eglise n'a aucune influence », a déclaré au cours d'une messe le curé de la paroisse du chantier Lénine, n'ont diffusé que les extraits de l'honnêteté qui convenaient à l'Etat et ont passé sous silence le contenu qui était pour nous le plus important. » Un communiqué du bureau de presse de l'épiscopat a confirmé cette mise au point, sans aucune dirolocution, et, pour que les choses soient claires, la hiérarchie a diffusé une déclaration soulignant les revendications des grévistes, notamment sur les libertés syndicales. L'Eglise, quelle que soit son inquiétude à elle aussi, ne veut pas passer pour alliée du pouvoir.

Des syndicats « autodirigés » ou « libres »

Pour qu'il y ait accord, il faut employer l'adjectif « autodirigé » plutôt que « libre » ou « indépendant » : que les futurs syndicats spécifient dans leur charte qu'ils ne remettent en cause ni les « traités d'amitié » signés par la Pologne, ni le rôle dirigeant du parti dans l'Etat, ni le socialisme et qu'ils rejettent l'idée de jouer un rôle de parti politique.

C'est à vrai dire ce que répètent avec réalisme les grévistes depuis le début, mais encore faut-il trouver des formulations qui excluent l'idée de toute sujétion et donnent dans le même temps satisfaction à l'autre partie. Le président du comité inter-entreprises (M.K.S.) et les « experts » qui l'assistent travaillent tout le nuit, et ils étaient fort satisfaits à l'aube de ce jeudi des fruits de leur veille.

Sans nouvelles conditions mises par les autorités, le compromis sur la création de syndicats indépendants dans la zone du littoral belge leur semblait désormais possible. De fait, M. Jagielski, bouleversant les programmes de la télévision régionale, avait déclaré, mardi soir, en substance, qu'un accord existait sur presque toutes les revendications et qu'il ne restait que les problèmes de formulation à régler dans la question des syndicats.

Les dirigeants polonais, certains d'entre eux en tout cas, et plus particulièrement ceux du littoral, souhaitent visiblement dénouer le plus rapidement la crise de Gdansk pour tenter d'entraver la crise tout court. Eux-mêmes ne croient qu'à moitié à cette possibilité, et l'Eglise, elle, n'y croit que peu. Elle a entrepris mercredi des démarches indirectes auprès de M. Lach Walesa, le dirigeant du mouvement, pour lui suggérer de lancer un appel au calme.

La situation est suffisamment incertaine pour que les membres du présidium du M.K.S. craignent qu'un mouvement de fond, incontrôlé et aux conséquences imprévisibles, ne vienne remettre en cause, aussitôt acquies, une victoire aussi importante pour l'ensemble du pays. Il n'est donc pas exclu, en cas d'accord, que M. Walesa soit amené à intervenir dans la semaine suivante par l'Eglise — et par beaucoup de Polonais aussi, qui commencent, malgré la joie évidente de la majorité d'entre eux, à prendre peur. Il s'agit même pas exclu que M. Walesa, avant même que l'accord ne soit définitivement signé, prononce quelques paroles d'apaisement.

Le journal télévisé — réseau national — a diffusé, mercredi soir, une déclaration de M. Rakowski, membre du comité central et directeur d'un des meilleurs journaux du bloc socialiste, l'hebdomadaire *Polityka*. Il s'agissait à la fois d'un appel aux réformes, d'une promesse — sous forme de constat — que plus rien ne serait jamais comme avant, et d'une mise en garde assez solennelle contre l'enchaînement menant à l'« auto-faire peur à personne, mais moi faire peur à personne, mais moi aussi j'ai peur », a dit M. Rakowski avant de conclure : « Personne ne veut revoir les moments tragiques que nous avons vécus dans le passé. »

Un passé fait, chacun le sait, d'occupations étrangères. L'épouvantail est comode. On n'en est pas encore là. Mais il est vrai que la partie se joue au bord du gouffre.

BERNARD GUETTA.

M. Ségué : le mouvement ouvrier français est par tradition partisan de l'unification syndicale

M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., a, au cours de l'émission de France-Inter « Face au public », réalisée mercredi 27 août, évoqué les événements de Pologne en ces termes : « Je pense que ce qui est intéressant, en Pologne, c'est la recherche, de part et d'autre, de solutions négociées à des problèmes sociaux dont on ne s'est pas suffisamment préoccupé jusqu'à maintenant. Il y a des problèmes sociaux aussi qui touchent à des aspects de la démocratie dans ce pays. Pour le moment, je ne veux pas engager l'avenir parce que je ne possède pas suffisamment d'éléments d'information. En l'état actuel des choses, l'obscurité de la négociation, la conciliation, la recherche de solutions les plus équitables possibles qui prédominent et, ma foi, comme syndicaliste, j'avoue que ce n'est pas si mal que cela et que beaucoup pourraient s'en inspirer. »

En réponse à la question : « Le pluralisme syndical est-il compatible avec le régime communiste ? », le dirigeant de la C.G.T. a assuré : « C'est l'affaire des travailleurs polonais. C'est à eux de se déterminer. Quant à moi, je ne suis pas, par principe, pour le pluralisme syndical, je suis pour le pluralisme politique, car l'estime que les travailleurs — à condition que l'on fasse, dans le syndicalisme, abstraction des conceptions idéologiques et politiques partiales — doivent pouvoir se

RECONFIRMATION. — M. Edmond Balucha, qui fut le président du comité de grève des ouvriers du chantier naval de Szczecin en décembre 1970, nous prie de préciser que, contrairement à ce que nous avons écrit (le *Monde* du 27 août), il n'a jamais été membre du parti ouvrier unifié polonais (communiste).

La Commission francopolonaise (C.F.P.), rue Legendre, 15-17 (11), lance un appel à la solidarité nationale en faveur des familles des grévistes de la Bałtyk. Les dons peuvent être versés au C.C.P. Paris 21-99-15-17 avec la mention : « Aide aux familles des grévistes polonais ».

(1) Président M. Henri Adamowski.

EN POLOGNE

Pour un

... (textes flous)

... (textes flous)

SOLDES annuels

des prix des prix des prix!

TAPIS

CHINE et ORIENT

Les listes de France

PARIS 7

522 85 25

VELLY-2

PARIS 13S - 946 23 34

GRANDE VENTE RECLAME

103 rue de ...

Reouverture le 26 AOUT

EN POLOGNE

POINT DE VUE

Pour un développement créateur à l'Est

par Petru DUMITRIU (*)

LES ouvriers de Berlin-Est, en 1953 ; le peuple hongrois, en 1956 ; la Pologne, en octobre 1956 ; la Tchécoslovaquie, en 1968 ; de nouveau la Pologne, en 1970 ; le bassin charbonnier de Roumanie, en 1978 ; et voilà encore la Pologne. Cette série ne donne-t-elle pas à réfléchir aux hommes d'Etat de l'Est ?

En même temps, la Yougoslavie, socialiste, gouvernée par un parti communiste, est stable, jouit d'un certain bien-être, et ses citoyens la quittent assez librement — pour y revenir. Cela non plus ne donne-t-il pas à penser aux hommes d'Etat de l'Est, surtout soviétiques ?

Il n'est pas question ici de critique. Encore moins de mépris ou de haine. Il est question du mieux-être de ces pays-là ; il s'agit d'un mieux réalisable. Dans la stabilité, la modernité et la relative prospérité, sans chambardement, sans vengances, sans massacres de sorcières, ni massacre des « sorcières ». Sans toucher aux structures de pouvoir actuelles. Il n'y a pas de tâche politique plus urgente. La paix

du monde en dépend. En dépendent la prospérité de l'hémisphère nord, saignée par la course aux armements et les prix du pétrole, et la pure et simple survie de l'hémisphère sud, guettée par la famine.

A cette fin, il faut que nulle situation, à l'intérieur de l'U.R.S.S. et de son glacis est-européen, ne soit de nature à forcer les dirigeants soviétiques à la fuite en avant, dans la « lutte anti-impérialiste », à coups d'ultimatums, d'irruptions de blindés et de fusées « à moyenne portée ». Autrement dit : l'Europe de l'Est doit évoluer dans les structures politiques actuelles, vers une relative prospérité et une relative liberté, suffisantes pour empêcher les explosions périodiques, une ou deux fois tous les dix ans.

Nous avons un intérêt vital et immédiat à ce que les marxistes-léninistes appelleraient un « développement créateur », en Union soviétique et dans les pays de son glacis. Ce développement est possible. Il a déjà été esquissé depuis plus de trente ans en Yougoslavie, avec un succès modéré, mais évident.

Le pain quotidien

Il faut commencer par le pain quotidien. La disproportion entre le niveau de vie en Europe de l'Est et celui des pays occidentaux est inadmissible. Encore plus inadmissible la relative pénurie, dans les anciens « greniers de l'Europe », Ukraine, Roumanie, naguère Hongrie, eux aussi. Les hommes d'Etat soviétiques est-européens savent qu'il y a à cela une solution à portée de la main. Elle consiste à déculpabiliser idéologiquement l'effort individuel et familial.

Personne ne peut songer à toucher à la propriété « collective », d'Etat ou kolchozienne, autant propriété du sol que propriété de l'outil agricole. C'est une des assises du système. La propriété paysanne privée, dit Lénine, engendre le capitalisme « jour par jour, heure par heure, et en masse ».

Donc, la propriété du sol et celle de l'outil agricole doivent rester entre les mains de l'Etat. Mais il faut permettre l'effort de la famille paysanne. On sait que le lopin de terre individuel, autour de la maison familiale, qui représente au total quelque chose comme la centième partie du sol arable, produit presque la moitié de l'approvisionnement alimentaire. On voit par là que le magasin d'Etat plus ou moins vide et, à côté, le marché kolchozien bien fourni.

Cet effort n'a pas besoin d'encouragement. La demande, énorme, suffit à le stimuler. Il a besoin de légitimité : d'être déculpabilisé.

La réorientation des investissements

Une hausse générale du niveau de vie exige la production d'outillage ménager, d'outillage de confort, et en général de biens de consommation. Réorientation donc des investissements ? Elle serait moins difficile qu'on ne pense.

La priorité de l'industrie lourde est une constante des budgets soviétiques. Industrie lourde et, hélas ! d'armement. Mais une partie des investissements d'intérêt militaire se

trouvent sous les chapitres non militaires des budgets. En U.R.S.S. et dans les pays de son glacis, les conservateurs, les immobilistes de toute sorte pousseraient de hauts cris en voyant diminuer la proportion de l'industrie lourde dans le budget. Mais, d'autre part, il suffirait d'une répartition véridique des investissements militaires et d'utilité militaire, pour laisser libre, dans les budgets soviétiques, la marge néces-

saire au déclenchement de la prospérité. Marge faible au début, mais portant en elle-même sa propre justification politique, en termes de prospérité, de stabilité et de popularité du régime.

Les hommes d'Etat soviétiques et est-européens vivent depuis bientôt une quarantaine d'années à côté de la Yougoslavie socialiste et communiste. Quand finiront-ils par tirer enfin la leçon de l'expérience ? Ils

seraient aussi illusoire et dangereux de préconiser l'autogestion de l'entreprise selon le modèle yougoslave dans les pays est-européens. Le changement serait trop brutal. Et la Hongrie actuelle a atteint une modeste prospérité sans grandes innovations de structure. La décentralisation de l'économie serait une tâche pour la dernière décennie du siècle. Il serait aussi illusoire et dangereux de revendiquer les libertés ouvrières, comme aujourd'hui en Pologne. La société soviétique surtout ne réagirait pas à cette véritable rupture de continuité. Ou plutôt, les anciennes structures survivraient, endurcies, encore plus immuables, avec un quotient de répression accru. La question de syndicats dignes de ce nom ne pourra être abordée dans l'Est qu'au sein d'une certaine prospérité, qui assurerait la stabilité politique.

Et cela uniquement lorsque la structure administrative et politique actuelle aura été consolidée, c'est-à-dire assouplie et démocratisée. Aujourd'hui, elle n'est que rigide. Et inefficace en tout, sauf dans la répression.

Il serait aussi illusoire et dangereux de préconiser la démocratie parlementaire et la liberté des partis en U.R.S.S. et dans son glacis. Même ceux qui ont une certaine tradition parlementaire, et la tradition européenne du *Rechtsstaat*, de l'Etat soumis aux lois, comme l'Allemagne entre Elbe et Oder, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne.

La réanimation des soviets

Seule serait pensable et réalisable une réanimation des structures existantes, mais qui sont vidées de leur contenu. A savoir les soviets, communaux, municipaux et régionaux. Ils ne sont que de façade, exécutants passifs des décisions du parti. Seroit-il possible au parti de déléguer les tâches administratives aux exécutifs élus, élus par des soviets également et librement élus ? Et de veiller dorénavant non plus au détail quotidien, mais au respect des règles de fonctionnement, légal et démocratique ?

La « rôle dirigeant du parti » est la clef de voûte de la structure politique. On ne saurait y toucher sans que l'ensemble s'écroule dans un chaos dangereux pour le monde entier. Mais ce rôle dirigeant à deux aspects : le travail quotidien du gouvernement et de l'administration, en tout et partout ; et le *nomenklatura*, le droit de nomination, depuis le porcher du kolchoz jusqu'au président du conseil des ministres d'une des républiques de l'Union. L'auteur de ces lignes sait par expérience combien la marge des réformes réalisables, faisables, est restreinte dans l'Est. Il sait quel soulagement ce serait pour les citoyens est-européens que de pouvoir être librement élus aux conseils communaux, municipaux et régionaux et les comités d'entreprise. Même si le choix était réduit aux candidats approuvés par le parti. Ce ne serait pas la liberté, mais ce serait infiniment mieux que ce qu'ils ont à présent : à savoir, rien.

La Constitution réelle

La part ne doit pas s'exposer aux élections, ni, comme il le fait aujourd'hui, les vider de contenu réel. Il est une élite politique ; mais il n'est pas une élite politique partielle, avec une autre élite de *réserve*, l'opposition, comme c'est le cas des partis politiques en Occident. Il pourrait et devrait se réserver la supervision de l'activité administrative et économique, selon les règles et avec les objectifs fixés par lui. Mais sans s'ingérer dans le détail quotidien, et donc sans s'exposer au mécontentement causé par la mauvaise gestion.

Une telle réanimation des soviets ne saurait avoir lieu que de bas en haut, par étapes prudentes, réparties sur deux décennies. Et, de préférence, par régions séparées, en commençant, comme modèles-pilotes, par les régions défavorisées.

Un « développement créateur » des socialismes est-européens ne proviendrait et n'exigerait pas l'écroulement des structures actuelles : il les consoliderait. On ne consolide, l'Occident et la Yougoslavie l'ont prouvé, que par l'abondance et par un maximum de libertés et de démocratie possibles dans la structure donnée, fruit de l'histoire du pays, quel qu'il soit. C'est pourquoi la Constitution écrite devrait être plus proche de la Constitution réelle, et le langage politique plus proche de la réalité. Une partie de la tension permanente

qui oppose les socialismes est-européens à leurs peuples vient de cette inadéquation entre les mots et les choses.

Pourquoi faut-il que le premier personnage de l'Etat et du parti joue le rôle d'un député, alors que ses confrères, les présidents des Etats-Unis et de la République française, se donnent tout bonnement pour ce qu'ils sont, à savoir les chefs de l'Etat ? Elus par le peuple là-bas, élu par le préidium du parti ici, chacun selon sa légitimité historique nationale. Pourquoi faut-il imiter des élections qui n'en sont pas, alors qu'on pourrait procéder à des élections réelles, libres, ou au moins libres dans le cadre étroit de la confirmation par le parti, là où elles peuvent avoir lieu sans ébranler la structure politique du pays ; et procéder par nomination solennelle pour les positions au sommet ? Pourquoi le président français peut-il avoir un domaine réservé, et le président soviétique, ou le préidium du parti, ne pourrait-il pas se réserver ouvertement, honnêtement, la politique étrangère, la défense et les grandes lignes de la politique économique ? Pourquoi faut-il à l'U.R.S.S. un Soviet des nationalités de façade, absurde chambre d'acclamations, et l'Allemagne fédérale peut-elle se permettre une chambre des ministres-présidents des Etats fédérés ?

Pour gouverner et administrer un pays très vaste, comme les Etats-Unis, l'Inde, le Brésil, ou un pays composé de nationalités distinctes, avec des langues diverses et des traditions culturelles contrastées, comme la Suisse ou la Yougoslavie, il n'y a pas deux solutions. C'est le fédéralisme ou la paralysie, appelée plus poliment « centralisme ».

L'U.R.S.S., énorme et multinationale, dispose d'une fausse solution : la centralité polonoise ; et d'une solution excellente : sa Constitution fédérale depuis 1918, mais, comme les Soviets, et depuis la même époque, vidée de sa substance vivante.

Le double concordat

Cependant, devant la montée de la conscience laïque dans les pays limitrophes de ses républiques asiatiques, elle sera obligée de traiter sa Constitution fédérale de la même façon qu'elle sera obligée de traiter sa structure « soviétique » (« définie par les conseils ») devant la montée du besoin de prospérité et de libertés dans sa population : elle devra y injecter de la réalité.

Un double concordat est indispensable et urgent.

L'U.R.S.S. et son glacis est-euro-

peien ne peuvent pas vivre dans un monde dominé par les sciences, les techniques, l'industrie, les communications et l'information, sans établir un accord de principe entre l'idéologie marxiste, d'une part, les sciences et la liberté d'information, de l'autre. Et sans trouver un *modus vivendi* théorique entre le marxisme, d'une part, et de l'autre la vie religieuse des citoyens, catholiques en Pologne, orthodoxes ailleurs, musulmans en U.R.S.S. — et aussi avec l'islam au-delà des frontières soviétiques.

La coopération pacifique

Un autre point délicat où le socialisme soviétique et ses pareils ont besoin d'un développement créateur, à la fois politique et théorique, c'est le passage de la coexistence pacifique à la coopération pacifique.

Citoyens de l'Occident, nous sommes payés, il faudrait plutôt dire : écorchés, pour savoir ce que coûtent les armements.

D'autre part, la réorientation de 1 ou 2 % des investissements militaires, soviétiques autant qu'occidentaux, vers le bien-être des masses créerait un climat de stabilité, de satisfaction et de confiance dans les socialismes de l'Est. Les dirigeants soviétiques et est-européens n'envisagent pas la popularité du début Tito parmi ses concitoyens et dans le monde entier ? Pourtant il était communiste, marxiste-léniniste, et est-européen. Mais le pacifisme de sa politique ne faisait point de doute. L'objection facile et superficielle : il ne pouvait pas être agressif, il gouvernait un petit pays, est réfutée par le spectacle des marxistes agressifs qui gouvernent des pays du même ordre de grandeur, en Indochine et ailleurs.

SOLDES
annuels

**des prix
des prix
des prix!**

sur
TAPIS
de
CHINE et ORIENT
véritables

Les Lisses de France
PARIS 8^e
98 bd Haussmann
522 88 25
VELIZY-2
magasin 135 - 946 28 36

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières
Venez y trouver votre appartement
que vous recherchez

**OFFICIERS MINISTÉRIELS
ET VENTES PAR ADJUDICATION**

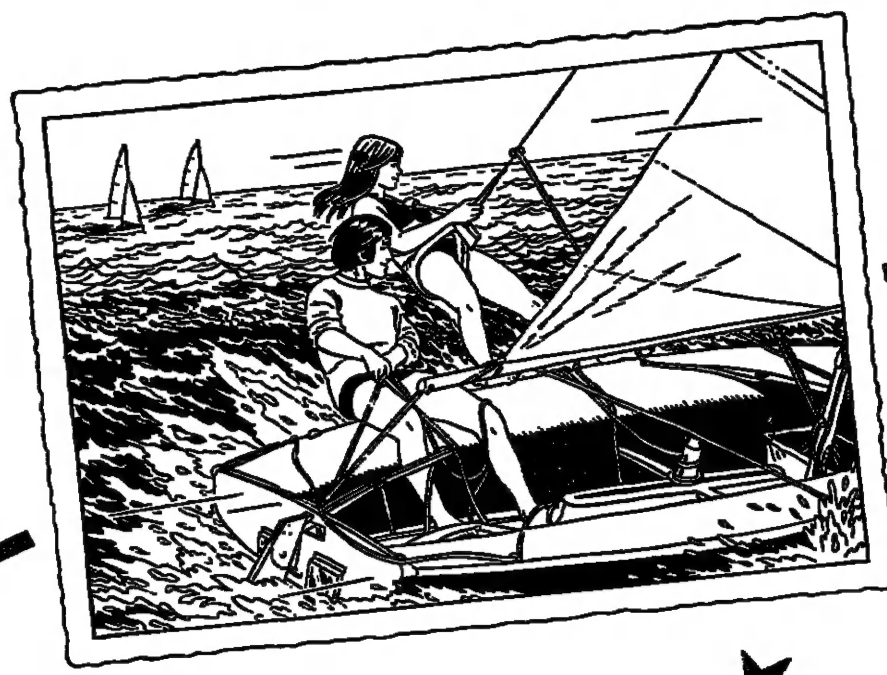
Vite Pal., 51-Ervy, mar. 16 sept., 14 h.
APPART. A ETAMPES (91)
137-139, rue Saint-Jacques
MISE A PRIX : 31.400 F
S'adr. S.C.P. ELLUL GRIMAL
avocats à Evry (91), 3 r. du Village
(TEL. 077-96-10) et à place pour visiter.

C.C.A.
**CHAMPAGNES
GRANDS VINS**
ALCOOLS DE MARQUES

**GRANDE VENTE
RECLAME**
103, rue de Turenne
75003 277.59.27

**Réouverture
le 26 AOUT.**

La mer comme jamais vous ne l'avez aimée. Comme jamais vous ne l'avez pratiquée. Voile, planche à voile, plongée. Et de nouveau : voile, planche à voile, plongée... La mer : bleue, immense, douce. La mer au Club Méditerranée.



Septembre au Club : 30% moins cher qu'en août.
Tout compris : mer bleue, planche à voile, ski nautique, folles soirées...

C'est en septembre au Club Méditerranée, et c'est nulle part ailleurs.

Pour partir, téléphonez au 296.10.00

AFRIQUE

Somalie

Mogadiscio affirme avoir repoussé une « invasion éthiopienne » dans le nord-ouest du pays

Le gouvernement de Mogadiscio a annoncé qu'une « invasion terrestre et aérienne » des forces éthiopiennes contre la région nord-ouest de la République démocratique somalienne avait été repoussée le mercredi 27 août, mais que des combats continuent. Dans un communiqué diffusé par l'agence de presse Sonna, le ministère somalien de la défense avait précisé que « les forces d'invasion ont franchi la frontière sur un front de 45 kilomètres qui s'étend entre les villes de Katabay et de Boroma ». Aucune réaction d'Addis-Abeba n'était enregistrée ce jeudi en fin de matinée.

Selon le communiqué somalien, l'invasion a commencé mercredi à l'aube, lorsque des unités d'infanterie éthiopiennes ont franchi la frontière tandis que l'aviation bombardait au moins cinq villes dans la région nord-ouest de la Somalie. Les forces somaliennes, toujours selon les autorités de Mogadiscio, auraient infligé de lourdes pertes aux « envahisseurs » et abattu un Mig-21. Le gouvernement somalien a informé les États-Unis de cette attaque. Toutefois, les milieux américains ne montrent que peu de scepticisme au sujet de ces informations, estimant que

les fréquentes opérations militaires dans cette région ne revêtent pas l'ampleur qui leur est prêtée par les autorités de Mogadiscio. Cette « attaque », note-t-on à Washington selon Associated Press, survient quelques jours après la signature de l'accord militaire américano-somalien qui avait donné le droit aux États-Unis d'utiliser l'ancienne base aéro-navale soviétique de Berbera sur le golfe d'Aden (le Monde du 23 août). La Somalie s'était vu octroyer par Washington un crédit en armements de 40 millions de dollars. L'éthiopie avait alors déclaré que cet accord provoquerait une « escalade » dans le conflit de la Corne de l'Afrique.

Toutefois, le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.), qui se bat pour obtenir l'indépendance de l'Ogaden et bénéficie du soutien de la Somalie, « n'a jamais été aussi loin de son objectif qu'aujourd'hui », estime l'envoyé spécial de l'A.P. à la frontière somalo-éthiopienne. A son avis, le Front est « pauvre en équipements militaires face à un adversaire aux moyens supérieurs et est dépourvu de réel soutien extérieur ».

Zimbabwe

REÇU CHALEUREUSEMENT A WASHINGTON

M. Mugabe n'est pas parvenu à obtenir un accroissement sensible de l'aide américaine

Washington (A.F.P.). — Au terme de ses entretiens avec le président Carter et d'autres dirigeants américains, M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, s'est déclaré convaincu, mercredi 27 août, que les États-Unis étaient pour son pays « des amis et des alliés qui peuvent l'aider à consolider son indépendance comme ils l'ont aidé à l'obtenir ».

Dans un vibrant hommage à l'action du président Carter en faveur des droits de l'homme et de l'égalité des races prononcé au cours d'une réception à la

Maison Blanche, le premier ministre du Zimbabwe, en visite officielle à Washington, a souligné sans la moindre hésitation le renouvellement de son mandat en novembre.

« Nous nous sommes réjouis de votre présence ici », a déclaré M. Mugabe, « et nous espérons que vous serez de retour dans quelques semaines » (contre l'ancien régime de Rhodesie) a dit M. Mugabe. « Il était évident que nous avions un ami en votre gouvernement ».

Le président Carter, qui rencontrait M. Mugabe pour la première fois, a fait un long éloge chaleureux de sa « sagesse », de son « courage » et de sa « connaissance des hommes ». Il a vu en lui, dit-il, « un leader mondial illustrant les plus aspects de l'humanité et offrant un exemple aux autres peuples africains luttant contre l'exploitation et l'apartheid ».

Toutefois, l'ambassadeur américain à Salisbury, M. Robert Keeley, a déclaré le même jour à Washington qu'il était peu probable que les États-Unis augmentent leur aide au Zimbabwe avant 1982 et que celle-ci ne dépasserait « certainement pas » 30 millions de dollars en 1981 en dépit des pressantes demandes d'assistance de M. Mugabe, qui assure avoir besoin de 350 millions de dollars sur deux ans.

Les États-Unis avaient accordé une aide de 25 millions de dollars en 1980 à Salisbury. M. Keeley a rappelé que le Congrès, dans le but d'équilibrer le budget, a refusé tant en 1980 qu'en 1981 d'augmenter les dépenses au titre de l'aide à l'étranger et que l'assistance au Zimbabwe, non prévue en 1979, doit être prise sur d'autres postes budgétaires.

Les opérations du Front Polisario. — Quarante-six soldats marocains ont été tués au cours de différentes opérations menées par le Polisario entre le 22 et le 25 août au Sahara occidental, a annoncé un communiqué du ministère marocain de l'Intérieur, publié à Alger, mercredi 27 août — (A.F.P., Reuters).

PROCHE-ORIENT

Iran

Les accrochages se multiplient à la frontière irakienne

Téhéran (A.F.P., Reuters). — L'agence officielle iranienne Pars a annoncé mercredi soir 27 août une brusque aggravation de la situation militaire à la frontière irano-irakienne. En effet, selon l'agence, l'armée iranienne a, pour la première fois, tiré des missiles sol-sol pour repousser des « agresseurs irakiens » dans la région de Kazeroun-Chiriz (province de Kermanshah, à 800 kilomètres à l'ouest de Téhéran). Pars indique que les combats dans cette région ont pris mercredi soir une « nouvelle ampleur » et se sont propagés à « tous les postes frontières ».

D'autre part, toujours selon l'agence Pars, vingt « contre-

révolutionnaires » du parti démocratique du Kurdistan iranien (P.D.K.I.), dont « plusieurs hauts responsables » ont été tués mercredi et trente autres blessés dans un affrontement avec les forces gouvernementales iraniennes à Takab, à la limite des provinces du Kurdistan et de l'Azerbaïdjan occidental.

Sept hommes condamnés à mort pour avoir fomenté un coup d'État, le mois dernier, ont été fusillés jeudi matin dans un parc de la ville d'Ahvaz, dans le sud-ouest de l'Iran. Selon l'agence Pars, les suppliciés, un colonel, un commandant, trois soldats et deux civils avaient participé au complot révélé le 10 juillet par le gouver-

nement. Depuis lors, quatre-vingt personnes ont été fusillées. Dans les 600 kilo-téaCvo-résail

Par ailleurs, les rencontres et contacts au plus haut niveau se poursuivaient mercredi à Téhéran en vue de la formation du gouvernement. Dans la matinée, le premier ministre, M. Mohamed Ali Radjati, nommé à ce poste le 10 août dernier, a eu un entretien avec l'imam Khomeiny. A l'issue de cette rencontre, M. Radjati a indiqué, selon l'agence officielle iranienne Pars : « On cherche des ministres à cent pour cent islamiques. C'est une chose difficile. Je crois que, pour constituer un cabinet à cent pour cent

islamique, il faut du temps. » Le premier ministre a ajouté que « l'imam Khomeiny accorde plus d'importance à la foi et à la doctrine qu'aux personnes elles-mêmes ».

Le premier ministre a précisé que sur la liste des ministres appelés à être nommés à la discussion ne figuraient que « deux personnes officiellement membres du parti de la République islamique (P.R.I.) ». Mercredi matin, l'ayatollah Behchhti, président du P.R.I. et de la cour suprême, avait déploré, lors de sa conférence de presse hebdomadaire, le retard apporté à la formation du gouvernement.

Les Baha'is : une communauté maudite

La presse iranienne observe encore le silence sur l'arrestation, le 27 août dernier, des neuf membres de la plus haute instance de la communauté baha'ie, l'Assemblée spirituelle nationale (le Monde du 28 août). On ignore qui a procédé à leur arrestation, sinon qu'il s'agit d'un groupe d'hommes armés « se réclamant des autorités », lesquelles se réclament dans un pesant mutisme. On ne sait rien non plus du lieu de leur incarcération. Ni le président Bani Sadr, ni le procureur général, l'ayatollah Ghodousi, n'ont pu, ou voulu, répondre aux appels angossés des familles et des coreligionnaires des neuf personnes.

Accusés de « complot contre la sûreté de l'État », ils risquent la peine de mort. Conformément à la procédure des « tribunaux islamiques révolutionnaires », l'instruction et le procès se déroulent à huis clos, en dehors de la présence d'un avocat ; le verdict pourrait être prononcé et exécuté avant même que le procureur général n'en soit informé.

Des milliers de « contre-révolutionnaires » sont sans doute dans la même situation. Mais celle des baha'is, d'une manière générale, est beaucoup plus grave dans la mesure où la répression s'abat non pas sur des individus qui se seraient rendus coupables d'activités subversives, mais sur l'ensemble d'une collectivité qui ne bénéficie d'aucune protection légale. Au regard de la Constitution, en effet, les baha'is... n'existent

pas. Chrétiens, juifs, zoroastriens, pourtant beaucoup moins nombreux que les adeptes de cette religion humanitaire, figurent dans la loi fondamentale et bénéficient de tous les droits reconnus aux autres citoyens de confession musulmane, y compris celui d'être représentés au Parlement. Ainsi, quelque trois cent mille baha'is sont réduits à l'état de parias.

L'anarchie engendrée par la révolution — en principe dirigée contre l'autocratie impériale et la domination étrangère — favorise le déchaînement du fanatisme non pas de la population, mais d'organisations religieuses ultra-conservatrices, comme la contre Tablighat-e-Islami (groupe de propagande islamique), qui sévissent déjà dans la monarchie, avec le concours actif de la SAVAK.

Depuis l'instauration de la république, une vingtaine d'édifices sacrés baha'is ont été détruits ou confisqués par les autorités locales ; des centres du culte dans quatre-vingt villes et villages ont été détruits ou incendiés, une quarantaine de cimetières ont été profanés, et le plus souvent confisqués ; des musées, des magasins ou des entreprises appartenant à des baha'is ont été saisis, pillés, incendiés dans plus de trois cent quatre-vingt agglomérations citadines ou rurales, selon un bilan établi il y a deux mois par l'Assemblée spirituelle nationale de la communauté.

Les hauts responsables de la République pourraient difficilement se dégager de toute responsabilité dans ces crimes

collectifs. Aucun d'eux, sauf erreur, n'a été condamné explicitement. Pis, le Conseil de la révolution, auquel appartiennent pourtant des « libéraux », a décrété, l'hiver dernier (voir le quotidien Etehad du 20 décembre), que l'armée devrait exclure de ses rangs toute personne n'appartenant pas à l'une des quatre religions « officielles » de l'État (musulmane, chrétienne, juive et zoroastrienne). Par la suite, outre les officiers et les soldats, des fonctionnaires, des employés des entreprises nationales, des professeurs et des instituteurs ont été congédiés du jour au lendemain, sans indemnités ou retraite. Par ordre du gouvernement encore, les temples baha'is dans plusieurs villes, notamment à Téhéran et à Machad, ont été convertis en « universités islamiques libres ».

Les baha'is sont dénoncés comme des « hérétiques », des « renégats » de l'islam, parce que les fondateurs de leur religion, au siècle dernier, étaient, pour la plupart, des Persans musulmans, parce que leur prophète, le Bab (1819-1850), a eu le malheur de naître après Mahomet, considéré comme étant le dernier envoyé de Dieu. Or les millions de baha'is disséminés aujourd'hui dans quelque quatre-vingt mille localités à travers les cinq continents ne sont ni d'origine persane ni des musulmans convertis. En outre, la loi baha'ie reconnaît et respecte l'islam.

Cependant, les persécutés ont « raffiné » leurs accusations en les « politisant ». Les baha'is

seon eux, seraient des « agents d'Israël » parce que le centre mondial de la communauté est situé à Haïfa. Or le siège a été établi dans cette ville en 1908, près d'un siècle avant la fondation de l'État juif.

Les baha'is, dit-on encore, auraient été des « suppôts de l'ancien régime et de la Savak ». Or ils avaient refusé — en dépit des sommations du chah — d'adhérer au parti unique Rastakhiz, malgré les pogroms organisés contre eux par la Savak, notamment en 1955 et en 1963. Dans les derniers mois de la monarchie, les agents de la police secrète avaient fait incendier quelque trois cents maisons appartenant à des baha'is. Conformément à leur doctrine, les baha'is sont tenus de se soumettre au pouvoir établi, quel qu'il soit, et refusent — nous le verrons — d'être exclus de la communauté — de se livrer à toute activité ou d'accepter toute fonction de nature politique. C'est dire combien paraît absurde l'accusation de « complot contre la sûreté de l'État » formulée contre les neuf membres élus de l'instance suprême de la communauté en Iran.

Ils se seraient menacés, ils auraient pu, comme tant d'autres, choisir l'exil. Comme nous l'a dit récemment l'un d'eux, ils étaient cependant décidés « à rester aux côtés de nos coreligionnaires en détresse ». Leur fidélité risque de leur coûter la vie. Mais qui en Iran ou à l'étranger, aura le courage ou la volonté d'intervenir en faveur d'une communauté aussi nombreuse ? — ERIC ROULEAU.

ASIE

Bangladesh

REÇU VENDREDI PAR M. GISCARD D'ESTAING

Le président Ziaur Rahman souhaite une « assistance immédiate pour amorcer le développement industriel »

Venant de New-York et de Washington, le président de la République du Bangladesh, le général Ziaur Rahman, est attendu, à Paris, pour une « visite de travail » d'une journée, vendredi 29 août. Il s'entretiendra avec M. Giscard d'Estaing, et signera plusieurs accords de

coopération bilatérale. Le premier est un accord-cadre dans le domaine nucléaire ; le Bangladesh souhaite acquiescer un réacteur pour une centrale électrique nucléaire à Kuopur. Le deuxième concerne l'aide alimentaire, qui se monte, pour 1980, à 8 000 tonnes, contre

7 500 l'an dernier ; la France fournit aussi une aide alimentaire dans le cadre de la C.E.E. Enfin, un protocole financier sera ratifié par les deux présidents. Il prévoit un crédit de 150 millions de francs en 1980, contre 130 en 1979.

Dans un premier temps, le Bangladesh voudrait établir avec la France une coopération (formation de scientifiques, échange d'informations...) du type de celle qu'il entretient avec l'Inde et le Pakistan. Dans le domaine économique, les rapports entre Dacca et Paris étaient, jusqu'à une époque récente, relativement réduits ; mais ils commencent à se développer et, malgré sa pauvreté, le Bangladesh n'est pas dépourvu de perspectives pour l'industrie française.

Le Bangladesh n'est pas, en effet, dénué de toute ressource (son sol deltaïque est très fertile et il possède du gaz naturel en abondance, du charbon et sans doute du pétrole) ; mais c'est l'un des pays les plus pauvres du monde (88 millions d'habitants sur un territoire grand comme le quart de la France) ; un P.N.B. de 90 dollars par habitant ; plus de la moitié de la population active sans travail. L'aide internationale (occidentale, japonaise et des pays musulmans) finance la quasi-totalité des dépenses de développement. Cet état de choses plus que l'ambition de se poser en dirigeant d'une faction du Groupe des 77 pays du tiers-monde explique l'appel en faveur de l'aide aux pays les moins avancés lancé par le général Ziaur Rahman à l'ONU (le Monde du 28 août). « Nous avons besoin immédiatement d'assistance et aussi de capitaux privés pour amorcer notre développement »

quelque vérité à être l'un des rares militaires à avoir été élu chef d'État au suffrage universel direct. Il a doté son pays d'un système institutionnel qui, à certains égards, s'inspire de la Constitution française. Mais s'il permet le multipartisme, la formation du chef de l'État, le Parti national du Bangladesh, domine au sein d'un Parlement dont la « souveraineté » ne porte pas d'ailleurs sur le pouvoir exécutif. Le général Ziaur Rahman a d'autre part assis son autorité en éliminant, parfois brutalement, ses adversaires. Mais, souligne-t-il devant nous, « nous avons levé l'état d'urgence et libéré la grande majorité des prisonniers politiques, et en particulier les responsables de tous les mouvements qui avaient été incarcérés ».

Cette « remise en ordre » politique, malgré la grande fragilité de la situation économique et sociale, a permis au Bangladesh d'affirmer sa place sur la scène internationale. Les principes qui guident sa politique étrangère sont largement dictés par sa position géographique — ensermée dans l'Asie orientale de l'Union indienne — et par les conditions dans lesquelles il a accédé à la souveraineté, à la suite d'une brève lutte armée appuyée par une intervention militaire indienne. Ainsi Dacca s'emploie-t-il à entretenir de bonnes relations avec New-Delhi, ce qui est une tâche plus délicate depuis le

retour de Mme Gandhi au pouvoir. Mais les Bangladeshi s'efforcent aussi, dans un souci d'« équidistance », de maintenir des rapports étroits avec Pékin. Le Bangladesh a proposé, il y a quelques mois, une rencontre au sommet aux dirigeants des principaux pays du sous-continent (Inde, Pakistan, Népal, Bhoutan, Sri-Lanka) en vue d'établir un « Forum de l'Asie du Sud ». Le projet, apparemment encore schématisé, envisage des formes de coopération existant dans d'autres parties du monde. Le président Ziaur Rahman estime qu'il a reçu des pays intéressés un accueil « favorable ». Mais les discussions ne font que commencer et la suspicion demeure forte entre certains des éventuels participants.

Membre de la Conférence islamique et du mouvement des pays non alignés, le Bangladesh s'est acquis, notamment au sein du Conseil de sécurité, une réputation de pays modéré, actif, aux positions parfois proches de celles des Occidentaux. Évoquant la situation en Afghanistan et au Cambodge, le général Ziaur Rahman nous a encore déclaré : « Toutes les bragues étrangères devraient se retirer des territoires qu'elles occupent : nous sommes contre toutes les interférences dans les affaires d'États voisins et contre l'usage de la force militaire dans le règlement des conflits ».

GERARD VIRATTELE

Le Monde

Au sommaire du prochain numéro :

LA FRANCE JARDINE

Des millions de Français cultivent un jardin. Une industrie florissante cultive leur passion.

LES ENFANTS VAGABONDS AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

Tout au long du siècle dernier des enfants ont tout quitté pour des fugues passionnées.

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Israël

DÉNONCÉ PAR LA JORDANIE ET L'ÉGYPTE

Le projet de canal Méditerranée-mer Morte exigerait un important financement international

Jérusalem. — « Rendre la mer Morte qui se meurt » parce que son niveau ne cesse de baisser : ce n'est pas l'une des inventions poétiques et saugrenues d'Alphonse Allais mais l'un des buts de l'opération qui vient d'être lancée par le gouvernement israélien. Le conseil des ministres a approuvé, le 24 août, le projet de construction d'un canal reliant la mer Méditerranée au grand lac salé de la dépression du Jourdain.

L'idée n'est pas nouvelle. A la fin du siècle dernier, elle avait déjà été soumise à Théodore Herzl, le fondateur du sionisme, par un ingénieur suisse qui voulait utiliser la dénivellation de près de 400 mètres entre la Méditerranée et le fossé le plus profond du monde pour fournir de l'énergie hydroélectrique au futur Etat juif. C'est le même principe qui est aujourd'hui retenu. Le projet a été remis à l'étude en 1974, au début de l'augmentation massive des prix du pétrole. En Israël, le pétrole est en effet, jusqu'à présent, le seul moyen employé pour produire de l'électricité (1). Malgré bien des hésitations et de multiples controverses en raison de tous les problèmes d'ordre technique, financier, écologique... et politique posés par la construction du canal, les dirigeants israéliens ont estimé qu'ils ne pouvaient plus retarder leur décision, notamment parce qu'ils craignent de ne plus en plus de difficultés pour s'approvisionner en pétrole, mais aussi parce que la Jordanie s'apprête à réaliser un projet concurrent en créant une liaison entre la mer Rouge et la mer Morte depuis le golfe d'Akaba.

Après avoir envisagé successivement plusieurs tracés, le comité d'experts chargés des études préliminaires a finalement choisi celui qui traverse le Néguev de Katis situé sur le rivage du territoire de Gaza à Ein Boker au bord de la mer Morte. Le canal sera long de 110 kilomètres, dont les 80 derniers emprunteront un tunnel creusé sous les collines qui dominent la mer Morte. A l'arrivée sera construite une centrale électrique au charbon ou une puissance totale de 600 mégawatts, ce qui devrait assurer environ 15 %

(1) Une centrale thermique alimentée au charbon est actuellement en cours de construction entre Tel-Aviv et Haïfa.

● Le ministre israélien des affaires religieuses, M. Aharon Abouhadra, vient d'être personnellement mis en cause à propos d'une enquête menée dans son ministère sur des cas de corruption et de détournement de fonds publics. Au terme des premières investigations, il serait apparu que des fautes et d'importantes subventions avaient été irrégulièrement accordées à des institutions religieuses, certaines d'entre elles étant dirigées par des proches de M. Abouhadra et n'ayant qu'une existence fictive.

Au cours d'un débat télévisé, mercredi soir, M. Abouhadra a démenti les « accusations » et « diffamations » dirigées contre lui, ainsi que l'attitude de la police qui, selon lui, a agi de manière « incohérente » pour alerter l'opinion publique et à « intentionnellement laissé filtrer des informations dans le seul but de nuire à sa réputation ». — (Corresp.)

De notre correspondant

des besoins énergétiques d'Israël d'ici à vingt ans. Les travaux devraient durer au moins dix ans et coûter au total près de 3 milliards de francs. Entre autres avantages, les promoteurs du projet prévoient que les eaux du canal pourront être utilisées sur son parcours pour le refroidissement d'une ou plusieurs centrales électriques au charbon ou une centrale nucléaire, et pour alimenter des bassins où serait développée l'aquaculture ou bien encore un lac artificiel réservé aux loisirs et au tourisme. Enfin la dérivation des eaux de la Méditerranée dans la mer Morte permettra à terme de maintenir le niveau de celle-ci. Il s'agit d'une



compensation, car au cours des dernières années le débit du Jourdain, qui se jette dans la mer Morte, a considérablement diminué, Israël et maintenant la Jordanie ne cessent d'augmenter la pompe des eaux de la rivière et de ses affluents notamment pour l'irrigation.

Mais il y a aussi beaucoup d'inconvénients qui n'ont pas encore tous été mesurés et cela exigera des compléments d'études avant le début des travaux. Il faudra déterminer les risques d'infiltration d'eau salée dans les terrains et les nappes d'eau douce souterraines aux abords du canal. Par ailleurs l'apport des eaux de la Méditerranée peut engendrer des changements importants dans la flore et la faune — très rares — des rives de la mer Morte. D'autre part, la concentration en sel est de 3 % dans la Méditerranée, elle est de 25 % dans la mer Morte, ce qui aura pour effet de réduire assez sensiblement la production de poissons qui est extraite au sud de la mer Morte, tant du côté israélien que jordanien. De surcroît, les installations industrielles des deux pays

devront être modifiées, car on prévoit dans un premier temps un relèvement du niveau de la mer Morte d'environ 17 mètres.

Sur ce seul point déjà le projet israélien ne peut qu'entraîner des complications politiques. Les dirigeants du comité qui a mis sur pied ce projet ont affirmé qu'ils avaient examiné « toutes les conséquences politiques » mais qu'il ne leur appartenait pas d'en tenir compte. Remarque étrange car ils ont renoncé — pour des « motifs techniques » — à faire passer le canal plus au nord, à travers la Cisjordanie, alors que dans ce cas l'opération aurait été moins coûteuse et aurait permis une plus grande production d'électricité. D'autre part, dans le projet qui vient d'être accepté, le détournement du canal a été prévu pour éviter complètement le territoire de Gaza. Toutefois, dans la forme actuelle du projet, les installations de pompage dans la Méditerranée et les 7 premiers kilomètres du canal se situent à l'intérieur de ce territoire. Pour cette raison la Jordanie et l'Egypte viennent de réagir, le 26 août, en déclarant qu'Israël allait commettre ainsi une nouvelle « violation du droit international » dans les territoires occupés. Ce ne seront vraisemblablement pas les seules réactions hostiles, comme le faisait remarquer, le 26 août, un éditorial du journal israélien *Al Amichar* (organe du parti Mapam, allié au parti travailliste), qui condamne l'ensemble du projet et souligne qu'Israël sera une fois de plus accusé de se livrer à un acte unilatéral comme cela a été le cas lors de l'adoption de la loi sur l'annexion de Jérusalem.

Une telle condamnation pourrait remettre en cause l'avenir du projet car, pour son financement, Israël entend faire appel à des investissements internationaux qui sont loin de lui être assurés, si les pays arabes s'y opposent. En outre, placer la Jordanie devant le fait accompli risque d'entraîner une rupture des négociations discrètes actuellement menées entre Jérusalem et Amman par l'intermédiaire de Washington sur les quotas de prélèvement des eaux du Jourdain et de son affluent le Yarmouk. Dans ces conditions, certains israéliens se souviennent maintenant des mises en garde faites par l'un des pères du projet, M. Ygal Allon, l'un des principaux dirigeants travaillistes, mort au début de l'année, qui pressait le gouvernement israélien de trouver un moyen de négocier avec les autorités jordaniennes ou au moins de les consulter.

FRANCIS CORNU.

Liban

● L'ambassadeur des Etats-Unis au Liban, M. John Gantner, a été assassiné mercredi soir 27 août, à un moment où le diplomate venait de quitter sa résidence, lorsque des inconnus installés dans une voiture ont ouvert le feu sur le corps de l'ambassadeur. Les gardes du corps de l'ambassadeur ont aussitôt riposté, touchant la voiture des agresseurs qui a été endommagée. Trois occupants de cette voiture ont été arrêtés. — (A.F.P.)

Egypte

LA PREMIÈRE PIERRE DE SADATEVILLE...

De notre correspondant

Wadi-Natroun. — « Là — est l'avenir de l'Egypte », a déclaré le raïs, en plantant un olivier pour marquer, le samedi 28 août, la fondation de la cité qui portera son nom.

Sadateville est située à une centaine de kilomètres au nord-ouest du Caire, sur la route qui conduit à Alexandrie à travers le désert libyen. Les seuls sites habités de la région sont les quatre monastères coptes-orthodoxes de Wadi-Natroun, datant du quatrième siècle. Sa seule richesse est constituée par des lacs donnant du natron (carbonate de soude) et du sel.

Le plan directeur prévoit que la nouvelle agglomération aura « une vocation à la fois administrative et industrielle ». Les ministères de la reconstruction, de la bonification des terres et de la planification y seront transférés. Des usines, « produisant du fer, du ciment et des briques » sont prévues. Une université sera créée. Le coup d'envoi d'une première tranche

de sept mille logements a été donné. « Un demi-million d'habitants devraient vivre à Sadateville au début du siècle prochain », selon les experts américains associés au projet.

La cité du raïs n'est que l'une de la dizaine de villes nouvelles que le gouvernement égyptien veut bâtir dans les immensités sahariennes qui enserrant la vallée du Nil, étroite et surpeuplée. La plus avancée de ces cités neuves est Dik-Ramadeville (1), dans le désert arabe, à mi-chemin du Caire et d'Amman. Une mosquée, des commerces, des usines, des milliers de logements, des dizaines de milliers d'arbres y ont déjà poussé, tandis que l'eau du Nil y était amenée, mais les gens qui y travaillent préfèrent rentrer dans le désert, où ils trouvent sans doute moins de confort, mais plus de vie.

J.-P. P.-H.

(1) Par référence à la date historique du début de la guerre d'octobre.

LE CANAL DE SUEZ A RETROUVÉ LE TRAFIC ASSURÉ AVANT SA FERMETURE

(De notre correspondant.)

Le Caire. — C'est un navire japonais, le *Tokyo Bay*, qui a été, fin août, le cent millième bateau à franchir le canal de Suez depuis sa réouverture en juin 1976. La voie d'eau internationale était restée fermée depuis la guerre de six jours, en juin 1967.

Le canal a donc retrouvé son trafic d'avant la fermeture, qui avait été de 31 520 bâtiments en 1966. La capacité maximum de la voie d'eau est de 25 000 navires par an, avec une jauge de 86 000 tonnes par unité.

Grâce aux travaux conduits depuis quatre ans, avec notamment le concours du Japon, et qui ont coûté quelque 8 milliards de francs, la capacité de charge par bateau en transit passera à 150 000 tonnes à compter du 1^{er} novembre, selon l'autorité du canal de Suez. Celle-ci a également annoncé que les droits de transit augmentent à partir de cette date.

Grâce à des prêts européens et japonais, une seconde tranche d'aménagement du canal sera menée de 1981 à 1986, pour un montant de 3 milliards de francs environ. — J.-P. P.-H.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

"EN MONTPARNASSE" 61, rue Froidevaux Paris 14^e
A.T.P. DU CAPITAL DE 60 300 F

RUSTIQUES

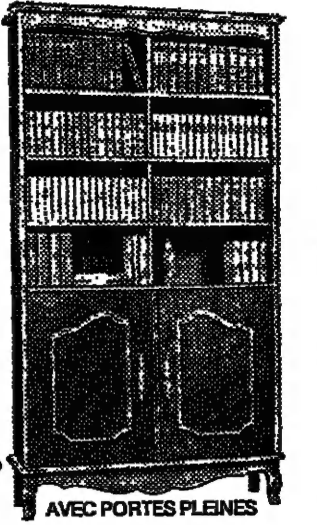
VITRÉES

DESCRIPTION

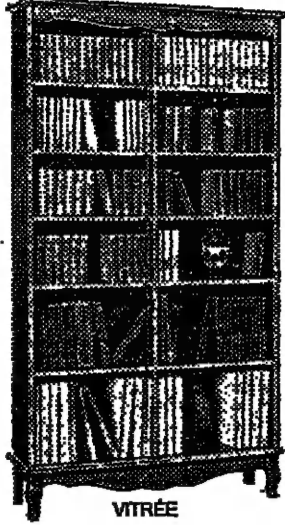
Éléments modérés de style Rustique, étagères en multipil, côtés en aggloméré, placage saïou traité ébénisterie, teinté noyer, vernis mat satiné. Sur les montants, en façade, moulures de style, dessus et socle débordants avec découpe et moulures bois massif. Pieds en forme, rayons entièrement vitrés, vitres claires coulissantes avec onglets.

GRAND MODELE
Haut. 208 - larg. 116 cm - Prof. 33,5 cm
contenance 200 vol. divers
(livrée montée)

Même modèle, avec PORTES PLEINES OUVRANTES couvrant les deux derniers rayons, façade moulurée, ferrures et bouton style, fermeture magnétique, étagère intérieure.



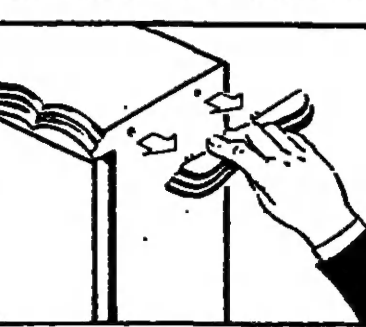
AVEC PORTES PLEINES



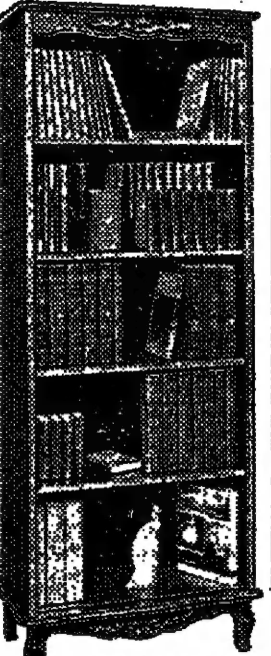
VITRÉE

Installez-vous, vous-même, ultra rapidement et facilement

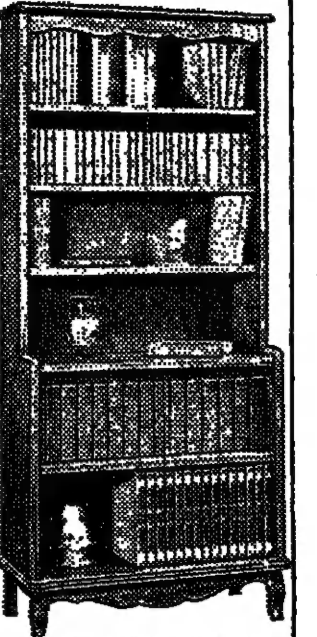
COMMENT JUXTAPOSER NOS MODELES RUSTIQUES



D'un simple geste, les moulures de côté des meubles peuvent être enlevées, les côtés étant alors parfaitement rectilignes, les meubles sont juxtaposés par simple pose, côté à côté.



BIBLIOTHEQUE GRANDE PROFONDEUR
Haut. 203 - Larg. 78 ou 94 cm
Prof. 42,5 cm
contenance 105 gros vol. env. en 94 de large (livrée montée)

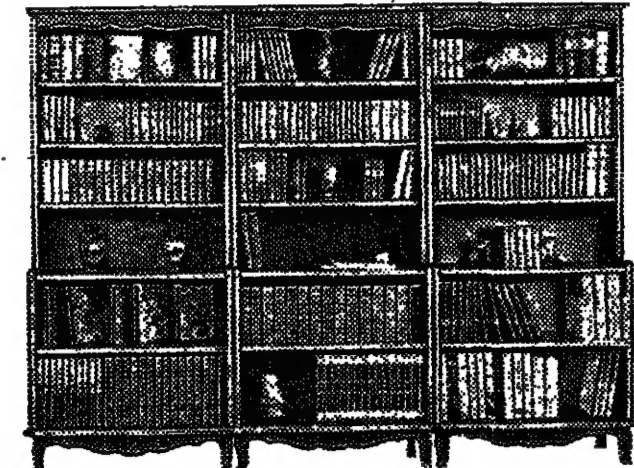


MODELE TOUS FORMATS
Haut. 203 - Larg. 78 ou 94 cm
prof. 42/30 cm
Contenance 120 vol. club + 40 gros vol. en 94 de large (livrée démontée)

PRIX IMBATTABLES

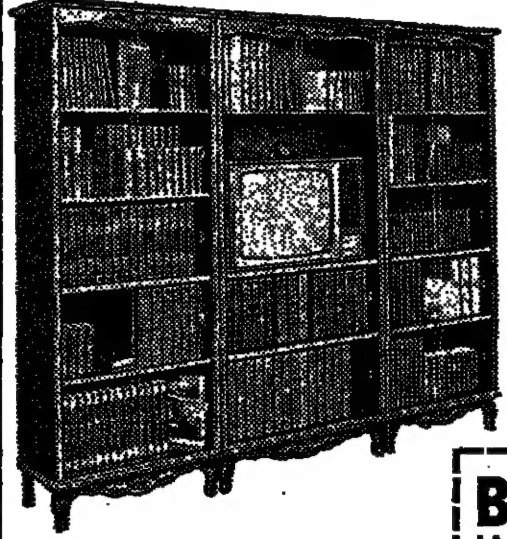
JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES TOUS FORMATS

ensemble obtenu par la juxtaposition de 3 bibliothèques à moulures amovibles.



Hauteur de l'ensemble : 203 cm - Largeur : 277 cm - Prof. bas : 42 cm - haut : 30 cm
Contenance 360 vol. club + 120 grands formats env. Cet ensemble a été monté en 3 h.

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES GRANDE PROFONDEUR



Hauteur de l'ensemble 203 cm, largeur 241 cm
prof. 42,5 cm Contenance 250 gros volumes environ peut être augmentée par utilisation de 1/2 tablettes.

EXPOSITION RAPIDE ET FACILE

Parmi nos autres modèles
● STANDARDS (juxtaposables - superposables) ● CONTEMPORAINES (juxtaposables - superposables) ● DIRECTOIRE ● STYLE, et 2 nouveautés exclusives LIGNE OR (juxtaposable - superposable) ● LIGNE NOIRE (juxtaposable). Meubles collectifs - Département sur mesure.

Visitez nos Expositions-Ventes

à Paris
61, rue Froidevaux, Paris 14^e
Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et les autres jours de 9 h à 19 h sans interruption.
Métro : Denfert-Rochereau
Gare - Raspail - Edgar Quinet
Autobus : 28, 38, 58, 68.
FRANCE

● Bordeaux : 10, rue Buffard, tél. 44.39.42
● Clermont-Ferrand : 22, rue Georges-Clemenceau, tél. 60.87.05
● Grenoble : 58, rue Saint-Laurent, tél. 42.55.75
● Lille : 10, rue Espérance, tél. 55.59.39
● Lyon : 57, rue Jules Verne, tél. 79.35.42
● Marseille : 8, rue de la République, tél. 28.36.51
● Nantes : 105, rue Flandre, tél. 37.60.54
● Montpellier : 10, rue Sévigné, tél. 68.39.32
● Nice : 15, rue Gambetta, tél. 74.99.35
● Orléans : 8, rue de la Bouche (Mairie-Ville), tél. 80.14.89
● Paris : 19, quai E.-Zola (près du musée), tél. 30.26.77
● Rouen : Front de Seine 2000, 43, rue des Chantiers, tél. 71.98.22
● Strasbourg : 11, avenue du Cal-de-Gallie (Epicerie), tél. 61.06.24
● Toulouse : 255, quai de la Daurade, tél. 25.08.71
● Tours : 5, rue H.-Barbusse (près des Halles), tél. 61.03.28
ouvert tous les jours, même le samedi "fermé le lundi" "fermé le lundi matin"

EUROPE

AUTRICHE : Vienne 10th, Korneu Buchhandlung, Weidner 10, tél. 6221 52.72.71
BELGIQUE : Bruxelles 1050, 24, rue de la Libération 4058, 47, boulevard d'Avroy, Anvers 2000, Mechelsesteenweg, 16
ITALIE : Milan 20121, La Nuova Favelle, Via Borgognoni 11, tél. (02) 78.13.40
Rome 00185, La Nuova Casa, Piazza Fontana, tél. (06) 77.83.23
FRANCE : Rouen 14000 M.A., M. G. Gervais-Lesgout, 33
SUISSE : 1201 Genève 4, Sococo S.A., 17, bd Helvétique 37, tél. (022) 3516.21

BON POUR UN CATALOGUE EN COULEURS GRATUIT

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75880 Paris CEDEX 14

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRÉES ou non contenant tous détails : hauteurs, largeurs, profondeurs, bois, contenances, prix, etc.

M. _____
à _____
Code Postal _____ Ville _____
ou par Téléphone 24 H SUR 24 (répondeur automatique) 320.73.33

M. Giscard d'Estaing n'entend rien céder à ses adversaires et concurrents

» Dans les circonstances difficiles que continue de traverser l'Algérie, il est de mon devoir d'assurer à l'Algérie la plus stricte neutralité, et de m'efforcer de l'assainir à la politique gouvernementale pour les prochains mois sans les autrums : fermement, mais avec la plus grande modération, car, sans cela, les objectifs sont difficiles à concilier, et un tel effort d'initiative sur lequel on compte pour l'avenir ne peut être que partiellement satisfaisant.

» Les problèmes économiques, sociaux, et politiques, que nous affrontons, nous obligent à nous préoccuper à juste titre de son revenu et de son emploi, il est clair que tout ce qui est en jeu pour l'Algérie, à l'heure actuelle, est de faire, à l'avenir, apparaitre l'ensemble. C'est pourquoi la ligne de l'action gouvernementale doit être hardiment tracée, et la plus stricte neutralité doit être maintenue avec fermeté, dans le respect de la solidarité et de la liberté du Français. Ce sera la seule ligne de conduite que nous nous proposons.

Ainsi, la marine nationale perd le poste de chef du cabinet militaire du premier ministre. Il est vrai qu'elle a, en revanche, conclu, avec la récente nomination de l'amiral de La Motte-Picquet-Castelnau, celui de directeur de l'Institut des hautes études de la défense nationale (I.E.H.E.D.N.) réservé de longue date à un « terrien ».

Est nommé : sous-directeur de la santé publique et de l'action sociale auprès du ministre de la coopération, le médecin-général, médecin chef des services hors classe, Jean Fourre.

● Le Conseil d'Etat estime qu'un maire ne peut interdire à un conseiller municipal d'enregistrer ses votes lors des délibérations du conseil municipal, pour autant que cette opération ne gêne pas les travaux des élus. Le Conseil d'Etat vient en effet de rendre un arrêt qui annule une décision du maire de Montargis (Aube), confirmée par le tribunal administratif d'Orléans. M. André Bigot (P.S.), qui, depuis lors s'est démis de son mandat pour raisons de santé et qui a été remplacé par son adjoint M. Jean-Pierre Berlot (P.C.), avait interdit le 30 septembre 1977 à un conseiller municipal d'enregistrer les débats, estimant que l'usage qu'il en faisait portait atteinte à la sérénité des délibérations du conseil.

progresse de 6,2 %. Le volume des productions animales augmente de 3,2 %.

toute initiative répondant aux aspirations du peuple polonais.

tant de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des autres États. Elle souhaite que la Pologne puisse trouver en elle-même les moyens de surmonter ses difficultés et de répondre aux aspirations de son peuple. »

(Lire pages 4 et 5.)

(Last pages & etc.)

Age Group	Total (%)	Female (%)	Male (%)	Unknown (%)
18-24	28	28	28	28
25-34	22	22	22	22
35-44	18	18	18	18
45-54	12	12	12	12
55-64	8	8	8	8
65+	2	2	2	2

10. *Journal of the American Statistical Association*, 1990, 85, 1001-1013.

10-10-1964

[illegible]

1. The Commission has received information that the following persons have been identified as having been involved in the activities of the Communist Party, U.S.A., in the United States:

examen d'entrée : 8-9-10 septembre

1. *Journal of the American Medical Association*, 2000; 283: 2689-2694.

ÉDUCATION

La démolition des anciens locaux de l'université de Paris-VIII

Les travaux de démolition des bâtiments de l'université de Vincennes ont commencé tôt mercredi 27 août (nos dernières éditions du 28 août). Ces locaux, construits pendant l'été 1968, avaient abrité jusqu'au mois de juillet dernier l'université de Paris-VIII qui a été transférée ces dernières semaines dans de nouveaux bâtiments à Saint-Denis (« le Monde » du 23 août).

Le permis de démolir les bâtiments a été délivré le 29 juillet par la mairie de Paris. Certains élus parisiens s'étaient posé la question de savoir s'il était « économique » de démolir 40 000 mètres carrés de bâtiments qui avaient coûté 20 millions de francs. M. Jacques Chirac, après avoir ordonné une enquête, a jugé qu'il était préférable de détruire l'ensemble immobilier.

La précipitation avec laquelle les travaux de démolition ont été effectués, oblige à poser encore une question : pourquoi avoir envoyé des pelles mécaniques pour mettre à terre en quelques jours des bâtiments conçus pour être démontés et donc réutilisés ailleurs ?

Vincennes écrasée

Bâtie en un mois, l'université de Paris-VIII (Vincennes) s'est écroulée en un jour. Ou il ne s'en est pas de beaucoup. Le démantèlement a peine terminé, les démolisseurs ont entrepris, mercredi 27 août à l'aube, dans la matinée, ils avaient déjà abattu... un travail monstrueux. La plupart des bâtiments (verre et aluminium) étaient entamés, mordus par les pelles mécaniques, ébranlés par de lourds boulets suspendus à des filins d'acier. La cafétéria était encore saute quand l'heure de la pause-déjeuner permit aux hommes de relâcher leur attention.

Car, juchés dans leur cabine, agrippés à leurs manettes, ils travaillaient avec conscience, les yeux fixés à travers la poussière l'endroit précis où il convenait de porter un nouveau coup.

Le vacarme ayant cessé, on n'entendait plus que des craquements émis par les matériaux abandonnés en porte à faux. Parfois, un débris se détachait furieusement.

Un coup de pelle

La démolition ? Presque un d'abord, pelle repliée, donner un coup négligent dans une fenêtre du deuxième étage, histoire de ménager une prise. Brie de verre du plus bel effet. Alors, projeter la pelle en avant, dantes agressives, faire tomber, crever un plancher et laisser descendre. C'est fou le dégât que peut provoquer d'un seul coup de pelle ! Dans un craquement météorologique produit par les feuilles d'aluminium flottant quelques instants dans les airs, tombaient pêle-mêle : radiateurs, portes, fenêtres, pans de murs avec les affiches qui les couvraient, stores, tuyauteries... Et la pelle, tout emballée de fils électriques, mais s'en souciant comme d'une guigne, reprenait son élan pour l'assaut suivant.

La deuxième étage ravagé sur 10 à 15 mètres de long, ce qui était au-dessus s'effondrait de soi-même. Il restait à écraser l'amas sous les chaudières, à se déplacer quelque peu et à poursuivre ce travail de termites.

Ce que les spécialistes considéraient comme un chef-d'œuvre du préfabriqué n'était plus, mercredi soir, qu'un gros tas de gravats d'où émergeaient, çà et là, quelques moignons, vestiges de bâtiments torpés. Vision hallucinante d'après-séisme.

Encore une journée ou deux pour finir de tout déblayer, et la Ville de Paris retrouvera son terrain aussi propre qu'elle l'avait loué.

CHRISTIAN COLCOMBET.

Un garde du corps poursuivi pour transport d'arme

Un « privé » passionné de tir

Les voilà donc, ces fameux « gardes du corps ». Ces messieurs si discrets, qui gardent toujours, comme « un tic obsessionnel », la main sur la poche rebondie de leur imperméable. Ces champions de la protection rapprochée, dont les policiers dénoncent, depuis la fusillade de l'ambassade d'Irak à Paris, le 31 juillet 1978, la présence dans l'entourage des personnalités étrangères résidant en France.

Au lendemain de l'attentat contre M. Chapiro Bakhtiar, le 18 juillet, la Fédération autonome de la police avait décliné de mener la vie dure aux faux dieux et aux vrais barbouzes, qui doivent à la souplesse des relations diplomatiques de pouvoir exercer, sur le territoire national, une activité officiellement illégale.

Le ministre de l'Intérieur, M. Christian Bonnet, lui-même, l'avait rappelé : toute personne, non titulaire d'un permis de port d'arme, surprise en possession d'un pistolet, est en situation irrégulière. Il était donc de leur devoir, à eux policiers, d'interpeller ces gardes du corps. Peut-être la justice allait-elle se montrer plus intransigente que le Chef d'Orsay et le ministre de l'Intérieur ?

Le premier de ces gardes du corps comparaissait, mercredi 27 août, devant la vingt-troisième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Il avait été arrêté, le 5 août, par deux inspecteurs des renseignements généraux, dans les locaux d'un hebdomadaire libanais édité à Paris, *Al Watan et Arabi*. Une bonne prise, apparemment : l'arme, un Smith et Wesson de calibre 38, était chargée, et son propriétaire n'avait pas de port d'arme. (Le Monde daté 10-11 août)

Déception, pourtant : ce garde

du corps n'a rien des « diplomates » irakiens de la fusillade de 1978. Il ne ressemble pas à ces héros inquiétants des règlements de compte entre factions rivales étrangères. Il n'est ni arabe ni sud-américain, mais français. M. Albin Baze, âgé de quarante-quatre ans, est détective privé. Un excellent professionnel, selon le président, M. Jacques Duques, chargé de décorations gagnées en Afrique, compétent et de bonne moralité.

La première cible des policiers paraît mal choisie. A en croire le tribunal, peu soucieux de faire de cette histoire une affaire d'Etat, le cas de M. Baze ne débordait pas du cadre de la législation sur les armes. Rien à voir avec cette diplomatie parallèle mise en accusation.

Il faut dire que ce détective est un passionné de tir. Membre de la fédération nationale de ce sport, il est autorisé, comme tous les pratiquants chevronnés, à transporter son arme de son domicile à son stand de tir. Il peut même voyager avec elle dans toute la France, s'il lui prend l'envie d'aller s'entraîner ailleurs.

M. Baze n'est pas un garde du corps armé. Il aime simplement s'entraîner après sa journée de travail. Or il doit bien garder sur lui son pistolet toute la journée, notamment pendant ses heures de travail. « Le trajet domicile stand de tir n'est pas réglementé », précise son avocat, M. Gaby Cohen-Bacri.

Pour le président, conciliant à l'extrême, il ne faut voir là qu'un « transfert de l'usage sportif à l'usage professionnel ». M. Albin Baze a été condamné avec dispense de peine. Les policiers français devront donc, la prochaine fois, chercher un garde du corps qui, le soir, ne s'entraîne pas au tir.

PHILIPPE BOGGIO.

DEMANDE

D'INTERDICTION

DU FILM

« LE BAR DU TÉLÉPHONE »

Un avocat strasbourgeois, M. Joseph Remmenmann, a introduit mercredi 27 août une action en référé auprès du tribunal de grande instance de Paris pour obtenir l'interdiction du film français *Le Bar du Téléphone*, réalisé par Claude Barrois, et ce à la demande d'un de ses clients, Roland Veronesi, actuellement détenu. Celui-ci doit comparaître prochainement devant les assises de Savoie pour une affaire de vol qualifiée avec violence et est présenté dans le film, notamment, comme un « truand sanguinaire ». M. Remmenmann craint que le film, inspiré d'un fait divers réel — le 3 octobre 1978 au soir, quatre tueurs massacrèrent dix personnes dans un petit bar de Marseille portant ce nom (le Monde du 5 octobre 1978) — ne porte préjudice à son client en donnant de lui une fausse image aux jurés qui auront à le juger.

L'avocat demande que le film soit saisi jusqu'à la comparution de son client devant son jury, comme cela avait été le cas pour *Les Noces rouges* de Claude Chabrol, dont le visa d'exploitation avait été différé (le Monde du 24 février 1979) en raison des similitudes relevées entre son scénario et un procès qui devait avoir lieu le 26 mars suivant.

D'autre part, quatre salles de cinéma marseillaises, qui projettent ce film depuis mercredi 27 août, ont fait l'objet ce jour-là, en début d'après-midi, de menaces d'incendie ou de destruction par explosif, communiquées par téléphone aux exploitants des salles par une voix anonyme se réclamant des « amis des victimes du massacre du bar du Téléphone ». Les feuilles effrénées ont été toutes négatives, et le film a été projeté, avec néanmoins quelque retard, sous la protection de la police.

RACISME (Suite)

Sous le titre « racisme », le Monde a fait état le 18 août des protestations de la section C.F.D.T. de la société SERNAM, le service des messageries de la S.N.C.F., dénonçant un texte proposé aux candidats à l'examen de commis de messagerie et intitulé « Du singe à l'homme ». Ce texte faisait en particulier état de la « supériorité immense » des tribus nordiques sur les « races inférieures », négroïdes, sémites, mongoloïdes, etc. Malgré nos recherches, il nous avait été impossible de savoir d'où ce passage était extrait.

Un lecteur de Paris, le docteur C. Salé, nous signale qu'il s'agit du numéro du 15 août 1948 du *Téméraire*, journal nazi destiné aux adolescents. Dans son livre consacré à ce journal et intitulé, *Le Petit nazi illustré* (Editions Albatros), M. Pascal Ory, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, explique que cet hebdomadaire est le seul magazine destiné aux jeunes qui ait paru pendant les années 1943 à 1945. Le *Téméraire*, dont l'équipe administrative était composée de membres de la rédaction du journal collaborationniste *Paris-Soir*, était réalisé par des spécialistes de la littérature enfantine. Un des gérants du *Téméraire*, M. Bous, avait été l'adjoint de Louis Darquier de Pellepoix, au commissariat aux questions juives.

La direction de la SERNAM, que nous avons à nouveau interrogée sur cette affaire, maintient que ce texte, dont l'origine n'était pas mentionnée, a été choisi pour ses « difficultés orthographiques ». Elle reconnaît avoir commis une « erreur d'appréciation » mais souligne qu'« aucune intention maligne n'a dicté ce choix ».

Dans les Hautes-Pyrénées

LE CENTRE DE LOISIRS D'ITZAUX NE RECEVRA PLUS DE HANDICAPÉS

Après avoir interrompu la grève de la faim entreprise pour protester contre la fermeture du centre de loisirs Midi-Pyrénées d'Itzaux (le Monde des 16 et 21 août), centre dont la préfecture des Hautes-Pyrénées a ensuite la réouverture moyennant quelques réaménagements, M. Jean-Claude Guillot, directeur de l'établissement, a tiré devant la presse les enseignements qui se dégagent, selon lui, de ces péripéties. Celles-ci affectent directement les handicapés, puisque le centre ne pourra recevoir à nouveau les adolescents aujourd'hui dispersés dans d'autres établissements : le contrat de location de l'établissement s'achevait en effet le 2 septembre.

CORRESPONDANCE

« L'agresseur de Bondy n'appartient pas au Front national »

affirme cette organisation

Sous le titre « Un militant d'extrême droite tire sur un étudiant maghrébin », le Monde du 27 août a présenté M. Vincent Delbrel, l'auteur de cette agression, comme un « militant du Front national ». A la suite de cet article, nous avons reçu de cette organisation la lettre suivante :

Dés que nous avons eu connaissance de votre numéro (...), nous avons procédé à la vérification de nos fichiers.

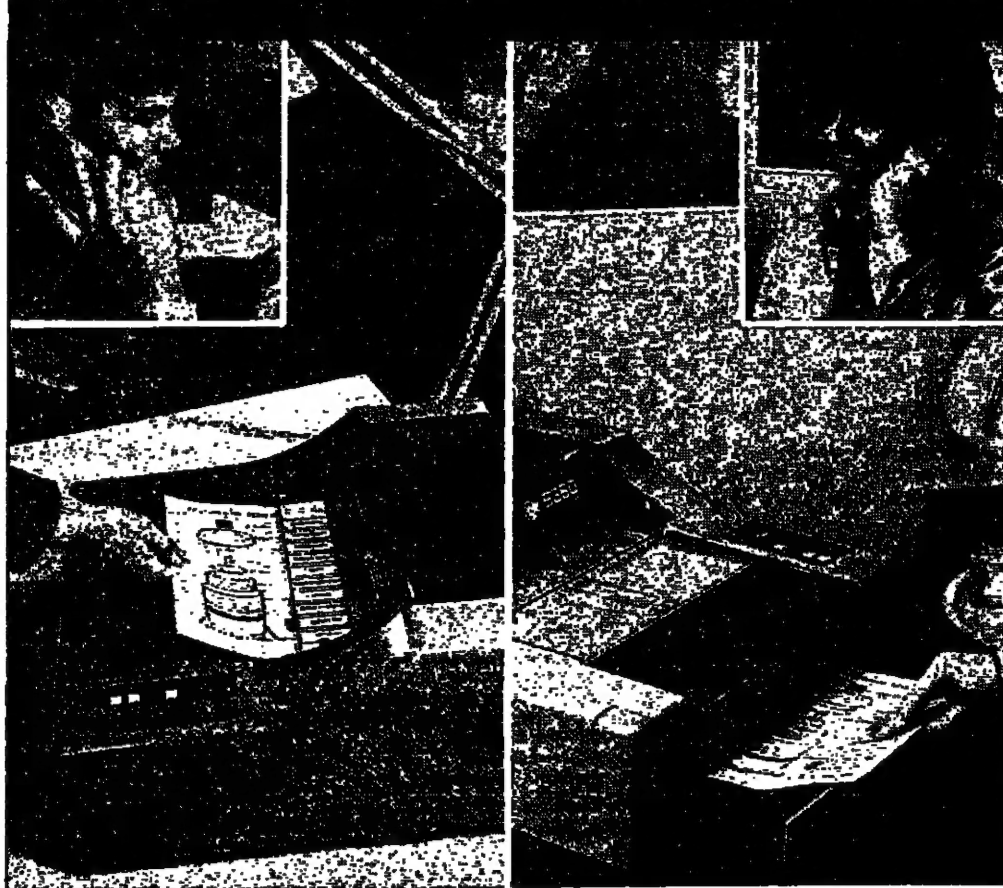
Cette vérification nous permet d'affirmer que le militaire désigné dans votre article sous le nom de Delbrel ne figure ni sur le fichier de nos adhérents, ni sur celui des abonnés à notre mensuel *Le National*, ni même sur celui des sympathisants, personnes non adhérentes qui sont invitées à nos réunions. Ce démenti concerne aussi bien l'intéressé que sa famille.

Dans le cas où Delbrel aurait déclaré à la police qu'il appartenait au Front national, nous le mettons au défi de produire non seulement une carte de membre ou un reçu de première cotisation, mais même une simple invitation à une réunion quelconque organisée par notre mouvement.

Il s'agit très probablement d'une provocation organisée par un des groupuscules que l'on sait contrôlés par la police depuis l'affaire Durand - Dupuis, et auxquels votre article fait d'ailleurs allusion.

[Un militant ni sympathisant du Front national, selon cette organisation, M. Delbrel s'en est allé, mais, selon les enquêteurs, des affiches en faveur de M. Jean-Marie Le Pen. C'est au cours d'un de ces colloques que s'est produit l'incident qui est à l'origine de cette affaire.]

Allo! ne quittez pas... votre document est au bout du fil.



Texte, dessin ou même photo, avec le télécopieur S 360, vous pouvez téléphoner n'importe quel document. Il suffit d'une simple ligne téléphonique : aucune installation spéciale.

En trois minutes et, quelle que soit la distance, vous envoyez ou recevez un document format 21 x 29,7 ou inférieur. Automatique à la réception, le télécopieur fonctionne seul même en l'absence de votre correspondant.

Avec le télécopieur S 360, il y a échange direct et maîtrise de documents, sans perte de temps. Normalisé CCITT, compatible avec tout télécopieur du groupe, peu encombrant, très facile à exploiter, 4 touches et 4 voyants indiquent clairement les opérations à effectuer.

Pratique, rapide, efficace, le Téléfax S 360, la nouvelle façon de téléphoner très vite vos documents.



BON A DÉCOUPER :

Pour tout renseignement complémentaire, adressez-vous à votre Agence Commerciale des Télécommunications ou retournez ce coupon à : E.G.T. - 66, avenue du Maine - PARIS CEDEX 14 - Tél. : (1) 321.00.71.

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ N° _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

SOCIÉTÉ _____ TÉL. _____

ead école des attachés de direction

329.97.60

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Marketing
- Publicité et Relations Publiques
- Commerce international

Enseignement supérieur de gestion. Admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'une licence. Sur dossier: B.T.S. - D.U.T.

esd-quartier latin

325.44.40

un enseignement d'un style différent pour la formation d'assistant(e) de direction B.T.S.S. bilingue - trilingue

15, rue Soufflot-75240 Paris-Cédex 05 enseignement privé

Nom _____

Adresse _____

Désire recevoir la brochure ESD ☐ EAD ☐

Diplôme _____ Niveau _____

Institut supérieur d'études appliquées Institut du tourisme et des loisirs

École des Cadres, 92, av. Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine, Tél. 747.06.40 +

Établissement privé d'enseignement supérieur mixte

L'École des Cadres Jeunes Filles s'est maintenant spécialisée en deux branches. Vous avez le choix entre l'ISEA et l'ITIL.

Formation efficace et concrète en deux ans aux professions de :

- Assistance et secrétariat de direction bilingue, trilingue;
- Nécessaire d'aéronautique et d'entreprise;
- Relations publiques;
- Publicité;
- Action commerciale (distribution);
- Traduction commerciale, interprétariat d'entreprise;
- Tourisme et Loisirs. 3 options.

*Formations sanctionnées par un BTS, diplôme d'État.

Examen d'entrée : 8-9-10 septembre

SPORTS

ATHLÉTISME

Le record du monde du 1500 mètres battu à Coblence

Ovett, comme un lièvre

La réunion de Coblence, organisée mercredi 27 août, avait un parfum de fin de saison. Invités un peu partout depuis les Jeux de Moscou, les athlètes qui vont de ville en ville, d'avantage pour courir le caducé que le record, ne suscitent plus guère d'intérêt. La plupart des courses et des concours tenaient autant à l'habilitation qu'à la démonstration, qu'à la compétition.

Le 1500 mètres de la réunion de Coblence a démontré qu'il ne faut pas se laisser prendre à la routine. C'est, en fait, le plus étonnant des 1500 mètres de toute l'histoire de l'athlétisme qui a été disputé le 27 août entre le Britannique Steve Ovett et les Allemands de l'Ouest Thomas Wessinghage et Harald Hudak, tous trois battant l'ancien record de la distance (3 minutes 32 secondes 1/10).

Le 1600 mètres, qui a toujours été la distance préférée de Steve Ovett, ne lui avait pas réussi aux Jeux de Moscou. Alors qu'il avait remporté le 800 mètres, battant le favori son compatriote Sébastien Coe, Ovett s'était incliné sur 1500 mètres, classé troisième de la finale (3 minutes 39 secondes) remportée par Coe en 3 minutes 38 secondes 4.

Si un lièvre, ou même plusieurs, avaient manqué à Moscou pour lancer la course olympique sur un rythme extrêmement rapide, il n'en n'a rien été à Coblence où Ovett, en plus, a bénéficié, en début de soirée, de conditions climatiques idéales, 20 degrés, pas de vent. Il s'en est même fallu de peu de chose pour que Steve Ovett ne soit battu par Thomas Wessinghage, encore en tête de la course à 100 mètres de l'arrivée. C'est tout d'abord Gary Cook qui a assuré un train soutenu, passant aux 400 mètres en 55 sec. 5, aux 800 mètres en 1 min. 53 sec. 2, relayé par Wessinghage, pointé aux 1200 mètres en 2 min. 50 secondes 7.

Au dernier virage, l'Allemand de l'Ouest résistait encore et c'est seulement dans la ligne droite que Steve Ovett parvenait, mais fort difficilement, à dépasser son rival, améliorant de 7 dixièmes (3 min. 31 sec. 38, temps arrondi à 3 min. 31 sec. 4) le précédent record. Il avait aussi battu son temps de Moscou de 7 secondes 4 ! Ovett participait à Coblence à son quarante-neuvième 1500 mètres. Il en a gagné quarante-huit. Sa seule défaite remonte à Moscou, en finale olympique. — F. J.

TENNIS

INTERROGÉ A FLUSHING-MEADOW SUR SES DÉCLARATIONS A « ROCK AND FOLK »

Noah, piégé, se défend

New-York. — La deuxième journée des Championnats internationaux de tennis des Etats-Unis a été marquée par l'élimination de deux têtes de série du tournoi messieurs : l'Américain Gene Mayer (n° 6), souffrant d'une blessure à la cuisse, a abandonné alors qu'il menait deux sets à un contre l'italien Gianni Occhipinti. Et l'Argentin José-Luis Clerc (n° 12) a été « sorti » en cinq sets par le Sud-Africain Bernie Milton.

« L'affaire » : Yannick Noah sourit. Un demi-sourire gêné, emprunté. Une façon muette de dire que tout cela n'est rien, ou si peu de chose, qu'il n'a rien fait, rien dit, sinon quelques babioles futiles. Mais il sait déjà qu'il ne convaincra personne, qu'un certain soir, parti en fête et avec des potes, il en a bel et bien trop dit : il y avait un micro. Les « potes » ont tout écrit. Piégé !

Ce soir, assis sous les gradins du grand central de Flushing Meadow, il préférerait les furies, ces micros qu'on lui tend et ces carnets ouverts de tout ce petit monde en quête d'explications. On lui a glissé dans l'oreille que c'est la fois le mieux serait de plaider discrètement les circonstances un peu particulières d'une interview lachée, une nuit de veille, entre le Palais et l'Hyatt-Miami, qu'il s'essaye, plus malade.

droit que sur le court. Il bafoille, dément mollement comme ai, convenances obligent, prudence tardive, il ne devrait plus que penser tout bas ce qu'il a eu tort de dire tout haut.

Quoi, au juste ? Qu'il voudrait bien parfois ressembler à Mohamed Ali (sic) ? Fantôme de longiligne. Qu'il se fait « masser » par des gens qui ne sont que des amis ? Tout juste de quoi faire des jaloux, pas des ennemis. Que des ébats galants dans un vestiaire avant un match n'entraînent pas son influx nerveux ? Démenti rigoureux ! Il ne l'a jamais fait. Mais alors, pourquoi tant d'émotion ? Deux photos d'un Noah éméché ? Simple mise en scène pour faire plaisir aux copains. Une petite note en passant sur certains matches-

L'écho des surprenantes déclarations de Yannick Noah au magazine Rock and Folk — accusant notamment certains joueurs de se doper — n'est pas encore véritablement parvenu au National Tennis Center de Flushing-Meadow. Seule la petite colonne française paraît pour l'instant s'en préoccuper. Pris au dépourvu, on n'y cache pas quelque crainte de voir l'affaire provoquer de fâcheuses vagues.

De notre envoyé spécial

exhibitions, largement « préparées » ? Secret de polichinelle.

Non, l'essentiel est ailleurs. Noah avoue : « Il a fumé un joint, oui, du hashisch, un beau jour, avant de prendre la raquette, et l'entraîneur s'est étonné de sa « pêche ». Cette fois, ça se gâte et ça empire. Le numéro un du tennis français, jure tout de go que la « fopette » n'est pas le monopole des champions du vélo et qu'on « se charge » aussi parfois sur les courts. Et de citer un nom : Pecci, ce beau Paraguayien, l'entraîneur d'un seul principe, vite retourné dans les zones grises du classement. Puis d'insinuer que Borg lui-même, après tout...

Noah pince les lèvres, baisse la tête. L'affaire se corse : « On a peut-être parlé de dope, mais

je n'ai été personnel... De quel se faire des ennemis tout de même ? » Non, Pecci, c'est mon pote de Rock and Folk, ça provoque la parole.

Conclusion d'une défense flottante et hésitante : il n'y a pas d'affaire. Et s'il y en a une, c'est la presse qui l'a faite. Noah s'en va pas content de lui, et quand un peu plus tard, on lui apprend qu'à Paris il a déjà l'honneur de quelques larges manchettes, il ne pipe mot, comprenant soudain que la petite virée avec les potes de Rock and Folk a provoqué des turbulences inattendues.

Au tour de lui, joueurs et accompagnateurs français balançant selon l'humeur, entre l'étonnement, l'inquiétude et le haussement d'épaule. On a sans tarder conseillé au « faufile » d'aller s'expliquer personnellement avec Pecci et Borg. Reste à attendre M. Jean-Paul Loh, directeur technique national, n'en cache pas moins quelque amertume : « Dix ans, soupire-t-il, qu'on s'efforce de relever le tennis français, et cette bêtise, d'un coup, viendrait casser notre crédibilité. C'était un sport jusqu'ici préservé des histoires de dopage. Et cette... fait place au doute. »

DOMINIQUE FOUCHIN.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Formes et visages

La soirée sur Antenne 2, mercredi, expose d'une manière exemplaire la diversité de l'« expression télévisuelle ». Sa virtuosité d'abord, avec le *Surmêlé*, où Jean-Christophe Averty a mis tout ce qu'il aime : sur fond de jazz rétro et d'effets optiques, il a illustré la folie insolente et amère d'Alfred Jarry, en s'inspirant de Marcel Duchamp — rencontre éblouissante. Les trépassés électrographiques recréant les mouvements d'une vision poétique, les aller et retour du concret à l'abstrait. Collages, déformations, fluorescences, vertiges des perspectives faussées, Averty a donné une fête surréaliste. Il a composé un canular culturel à la manière d'une revue de music-hall dada, toute en morosisme de bravoure et glissements audacieux. Les personnages — marionnettes s'inscrivent dans les décors tournoyants, acteurs-machines, dont le texte se dévide à toute vitesse. On reconnaît le style commentateur sportif d'Averty, quand il présente à la radio ses chansons préférées.

Sa direction de jeu, qui flotte du côté de la parodie façon fête perolaisale, n'est pas à la hauteur de ses prouesses vocales. S'il avait davantage l'occasion de travailler avec des comédiens, il serait plus à l'aise avec eux. Mais une « dramatique d'Averty » est si rare que, même quand il se répète, il reste surprenant. Il bouillonne avec élégance l'habituelle prudence de la télévision, son habituelle neutralité d'écriture. On aimerait que les chaînes se risquent plus souvent à de telles émissions aux heures de grande écoute.

En revanche, l'interview qui suivait était exceptionnelle, à la mesure du personnage interviewé, homme sans âge, dédoublé, peintre, poète, semi-clercard à la Prévert, Roland Labretagne. Il raconte sa vie et sa philosophie. Il y a ses paroles et son paysage d'arbres fanés, d'usines, de murs en démolition, de H.I.M. en construction, de brume enfumée, de fleurs douteux où se reflètent en vibrations les globes blancs des lampadaires. Ce n'était pas de la virtuosité, c'était une sensibilité attentive, un court métrage d'Yves Billy et Thade Placoid, du cinéma. Aucune importance, c'était un moment authentique, un moment de bonheur poignant, diffusé tard, à une heure de faible écoute.

COLETTE GODARD.

Jeudi 28 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 18 h 5 Série : « Les Impressionnistes ». De Max-Pol Fouchet : Degas et Toulouse-Lautrec.
- 19 h Caméra au poing. Les princes de l'océan (deuxième partie).
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Série : « Frédéric ».
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Comédies de notre temps : « L'École des contribuables ».
- De L. Verneuil et G. Barr, mise en scène de M. Manou, réal. P. Sabatier, avec E. Maatel, L. Valmont, M. Dudoche, D. Voila, M. Roux.
- 22 h 50 Des courts métrages racontés : la nouvelle vague.
- « Charlotte et son Jules », de J.-L. Godard. Le second court métrage signé Jean-Luc Godard et dans lequel Jean-Luc Godard tient son premier rôle au cinéma.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 18 h Récit A 2.
- Petit chat : Satan et Diabolo : Le nouveau d'Amérique.
- 18 h 30 C'est la vie.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Le grand échiquier.
- De Jacques Chancel.
- J.-P. Collard, pianiste, A. Dumay, violoniste, L. Leduc, violoncelliste et l'English Chamber Orchestra.
- Les trois tentes de Jacques Chancel comptent parmi les grands interprètes actuels. Ils ont choisi pour ce rendez-vous l'English Chamber Orchestra. Frontiste Chancel, le chef d'orchestre Riccardo Chailly, Claude Wagner, Maurice Baquet, le guitariste John McLaughlin et d'autres encore y participeront aussi.
- 23 h 15 Journal.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 15 Jeune Prétique.
- Résultats du concours O.C.P.A.
- 13 h 30 Jeu : Avis de recherche.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Série : « L'Homme qui revient de loin ».
- 17 h 5 Goudouille.
- Le fantôme du baron rouge.
- 17 h 20 Croque vacances.
- Destin animé : 17 h 35, Bricolage (et à 17 h 50) 17 h 30, Adore le lapin : 17 h 35, Infos-magazine : 17 h 45, Variétés : 17 h 55, Les fous du volant.
- 18 h 5 Série : « Les Impressionnistes ».
- Shley et Pissarro, émission de M.-P. Fouchet.
- 19 h Caméra au poing.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Série : « Frédéric ».
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Téléfilm : « La Grotte aux Loups ».
- Réal. B. Toubiac, Michel. Avec C. Jade, A. Casanova, M. Casanova.
- Le jeune héros d'un petit village jurassien découvre le corps d'une femme inconnue et d'un jeune garçon dans une caverne perdue, la grotte aux Loups. Les auteurs ont dispersé quatre armoiries les gardiens. Soupçonné d'avoir menti, le facteur, brutalement « éliminé » du village, décide de se charger de l'enquête.
- 22 h Les idées et les hommes.
- Gandhi, l'apôtre de la non-violence.
- Une émission proposée par Denis Hulman et Marie-Agnès Maffray avec des interviews de lord Mountbatten, Laura Del Vasto, René Habschi, professeur de philosophie, et M. Philippe Lévassier, écrivain. Réalisateur : J.-C. Lucchesi.
- 22 h 55 Journal.

Vendredi 29 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h 15 Jeune Prétique.
- Résultats du concours O.C.P.A.
- 13 h 30 Jeu : Avis de recherche.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Série : « L'Homme qui revient de loin ».
- 17 h 5 Goudouille.
- Le fantôme du baron rouge.
- 17 h 20 Croque vacances.
- Destin animé : 17 h 35, Bricolage (et à 17 h 50) 17 h 30, Adore le lapin : 17 h 35, Infos-magazine : 17 h 45, Variétés : 17 h 55, Les fous du volant.
- 18 h 5 Série : « Les Impressionnistes ».
- Shley et Pissarro, émission de M.-P. Fouchet.
- 19 h Caméra au poing.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Série : « Frédéric ».
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Téléfilm : « La Grotte aux Loups ».
- Réal. B. Toubiac, Michel. Avec C. Jade, A. Casanova, M. Casanova.
- Le jeune héros d'un petit village jurassien découvre le corps d'une femme inconnue et d'un jeune garçon dans une caverne perdue, la grotte aux Loups. Les auteurs ont dispersé quatre armoiries les gardiens. Soupçonné d'avoir menti, le facteur, brutalement « éliminé » du village, décide de se charger de l'enquête.
- 22 h Les idées et les hommes.
- Gandhi, l'apôtre de la non-violence.
- Une émission proposée par Denis Hulman et Marie-Agnès Maffray avec des interviews de lord Mountbatten, Laura Del Vasto, René Habschi, professeur de philosophie, et M. Philippe Lévassier, écrivain. Réalisateur : J.-C. Lucchesi.
- 22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
- 12 h 45 Journal.
- 13 h 35 Série : « Une affaire pour Maandil ».
- Tirée par les ébrevés.
- 14 h Aujourd'hui, madame.
- Le mensuel.
- 15 h 5 Feuilleton : « L'Aventure est au bout de la route ».
- L'évasion.
- 15 h 50 Sports basques.
- Finale peña à main nue.
- 17 h Magazine : Quatre Saisons.
- Les journées du musée réouvert au Bourget.
- 18 h Récit A 2.
- Petit chat : Satan et Diabolo : Le nouveau d'Amérique.
- 18 h 30 C'est la vie.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 45 Variétés : Trente-et-bouts de chandelles.
- 20 h Journal.
- 20 h 30 Feuilleton : « Fortunata et Jacinta ».
- Drapet, B. Peres Galdos, réal. M. Camus, A. Balas, M. Pardo, M.L. Pardo, C. Torra.
- 19 h 35 Magazine : Ah ! Vous écriviez.
- De B. Pivot.
- Avec le professeur J. Bernard (Mon, deux navire), Mme V. Fortinier (de la Violence du calme).
- 22 h 40 Journal.
- 22 h 5 Chné-club : « La Flanée de l'Amérique ».
- L'histoire de Mary Pickford. Montage de documents, extraits de films, réal. J. Edwards (1977).
- Mary Pickford est morte l'an dernier, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Elle fut la première superstar du cinéma américain et demeura, pendant vingt-trois ans, la reine incontrôlée d'Hollywood. A sa mort, elle avait 36 ans. Ce pour les causes de sa fin tragique entre 1912 et 1933, dont la suite sera l'or, Shley le matin et Pissarro les soirs.
- 23 h 15 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 40 Pour les jeunes.
- Les aventures de Lotek et Solek : Tirée en poche : classique.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 30 V 3 : Le nouveau vendredi : Les gros et les petits.
- Emission de J.-M. Cavada et Michel Thonin, réalisés par Cl. Pavard.
- Le hier-monde et se battent pour son développement : la lutte des grands de l'industrie qui imposent leurs projets gigantesques face à des révolutions plus modestes, débordées localement avec la participation des autochtones. Le sujet mérite attention.
- 21 h 30 Soirée polonaise :
- Jumelles devenues près de 40 ans, les stations de FR 3 Nord-Picardie et la radio-télévision de l'émission en Pologne, présentent d'une part, « Le Choix du maître de chapelle », concert consacré en un acte de J. Haydn, interprété par l'Opéra de Vienne, et enregistré durant le Festival de Lodi ; d'autre part, « Le Ballet de Maria Lutna », une production de la télévision de Katowice illustrant le ballet contemporain polonais.
- 22 h 25 Journal.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Colportage à Montauban.
- 8 h, Le Jardin des sciences naturelles : la grenouille.
- 8 h 32, Actualité les Jeunes.
- 8 h 7, Les universités de l'univers : Genève.

haine de son associé, un Blanc raciste dont il veut épouser la sœur.

Un western psychologique où le savoir-faire de l'Américain John Sturges est guidé par les exigences d'une coproduction européenne et une distribution hétéroclite.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 25, Sous : Au fil des eaux.
- 19 h 30, Le Conte de Zorobab et de Merlin (quatrième partie).
- 20 h, La Comédie musicale : l'Amérique et la race.
- 21 h, A contre-courant de fantastique français : les oniriques naturalistes et réalistes.
- 22 h 30, Les Chemins de la connaissance : les nombres et la physique moderne.
- 23 h, Trois hommes à la recherche d'une comédie, feuilleton de L. Kobrynski (redif.).
- 23 h 30, New-Nuits.

FRANCE-MUSIQUE

- 19 h 30, Festival de Salzbourg 1980 (en direct de l'O.R.F.) : « Requiem », de Verdi, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, le Chœur de l'Opéra national de Paris et le Chœur de l'Opéra national de Sofia, dir. E. von Karajan, avec M. Prati, soprano, A. Balas, avec G. Brown, J. Ireland, V. Vaz, P. Pato, M. Bonifati, M. Cheloni, P. Tosi, (Rediffusion).
- Un média, deux de chœurs, s'attire la
- 22 h, Les Nuits d'été : œuvres de Vienne ; 23 h, Bucarest.

« DES MECS « CHARGÉS » J'EN VOIS DANS TOUS LES TOURNIS »

Dans le mensuel « Rock and Folk » de septembre, Yannick Noah a notamment fait les déclarations suivantes :

« ... Fais attention. On nous a dit que tu fumais du hashisch, aussi. Quelles sensations cela te procure-t-il ?

— J'aime beaucoup.

— Fais attention, il paraît que cela fatigue.

— C'est pas évident. Un jour où j'avais fumé de la pure, l'entraîneur est venu me voir, et il m'a dit : « Tu as une « fopette », aujourd'hui ? » HI HI HI ! Mais j'en prendrais jamais avant un match important.

— Tu prendrais, quel, de la cocaïne ?

— Non.

— Tu n'as jamais essayé ?

— Jamais, mais certains le font. Au tennis, il n'y a jamais de contrôle. Et quand il y en a, tout le monde le savell quinze jours à l'avance !

— Tu peux deviner si ton adversaire a pris quelque chose ?

— Bien sûr. Des mecs chargés, j'en vois dans tous les tournois, et de plus en plus. Ça fait chier, parce qu'on se bat pas avec les mêmes armes. Moi aussi, je peux le faire si je veux absolument gagner un match, et on ne le saura jamais. Personne n'en parle, pourtant il suffit d'ouvrir les yeux !

— Et sur un écran de télé, tu t'en aperçois aussi ?

— Bien sûr, il suffit de regarder comment le type se comporte sur le court.

— Tu crois que Borg prend des trucs ?

— C'est chiant de citer des noms.

— On ne te demande pas ça.

— Je sais pas... je pense... parlais... c'est possible...

— Ceux qui en prennent, qu'est-ce qu'ils prennent, tu crois ?

— Entre autres, ils prennent des amphés ou de la coke.

— Les tournois doivent être encore plus fatigants !

— Tu tiens le coup pendant le tournoi et tu t'écroules après. Les des mecs qui ont joué super bien pendant un tournoi, et qu'on a plus revus... Plus jamais entendu parler.

— Oui, par exemple ?

— Je ne sais pas moi... comme... comme... Pecci.

— Tu en es sûr ?

— Certain.

RÉSULTATS

MESSIEURS

Premier tour (suite) — Porces (Fr.) b. Yuli (E.-U.), 6-2, 6-4, 6-3 ; Matsang (Roum.) b. Dominguez (Fr.), 6-4, 6-1, 6-0, 6-3 ; Talane (Fr.) b. Leonard (E.-U.), 6-2, 7-6 et abandon ; Wilkinson (E.-U.) b. Tom Gilligan (E.-U.), 6-4, 6-0, 6-2 ; 7-5 ; Gottfried (E.-U.) b. Carter (Aust.), 6-7, 6-2, 6-1, 6-3 ; Solomon (E.-U.) b. Norback (E.-U.), 6-2, 6-1, 6-4, etc.

DAMES

Premier tour (suite) — Richards (E.-U.) b. Hess (E.-U.), 2-6, 6-2, 6-3 ; Margolin (E.-U.) b. Peres (E.-U.), 6-1, 6-7, 6-1 ; Thibault (Fr.) b. Jolly (Suisse), 7-6, 6-0 ; Trengardan (E.-U.) b. Antonoplis (E.-U.), 6-4, 6-4, 6-4, etc.

500 من الأمل

La rentrée chez les éditeurs

(Suite de la page 11.)

Avec sa pénul时间 habitude, Gabrielle Robin, dans l'innocence même (écrite de France), tient la chronique des locataires d'un immeuble par le truchement de Mme Plé, concubine, Michèle Perle, dans *Comme une femme cavalière* (Grasset), retrace l'errance initiale d'un jeune arabe. Dans *Typhus* (Maspero) Arnold Mandel interroge sur le destin juif à travers l'autobiographie imaginaire d'un anti-héros. Georges Walter raconte l'épopée d'un immigré, avant la *Flowflower*, dans *Captain Smith* (J.-C. Lattès).

Parmi les talents confirmés, citons, encore, Bernard Waller avec la *Patience* (Gallimard), François Weyergans avec *Les Figurants* (Belfond), Jean-Pierre Esnard avec la *Reine du tschotchou*, Patrick Besson avec *Vous n'avez pas vu ma chérie en or?* (tous deux aux Presses de la Renaissance), Danielle Sallénave avec les *Portes de Gubbio* (Hachette/Fol).

D'autres écrivains délaissent la pure fiction tels Anne Philipe qui donne un récit de voyage en Chine avec *Promenade à Xian* (Gallimard), Maurice Blanchot qui approfondit l'écriture du désastre (Gallimard) et Hubert Juin qui livre le premier tome d'une biographie de Victor Hugo (Fleury).

Parmi les poètes présents à ce rendez-vous d'automne, nous citerons André du Bouchet avec *Rapides* (Hachette/Fol), Jean Cayrol avec *Poésie-Journal III* (Seuil) et Pierre Emmanuel avec *L'Astre* (Seuil).

En littérature étrangère

Du côté de la littérature étrangère, c'est encore les Latino-Américains qui fournissent le plus fort contingent. Ainsi, Gallimard annonce le roman posthume du Cubain Alejo Carpentier, la *Dance sacrée*, un recueil de petits essais, *Le Tour du jour en quatre-vingt mondes* de l'Argentin Julio Cortázar, et *Préface et essai d'autobiographie* de Jorge Luis Borges. Les Éditions des Femmes présentent une édition bilingue de *Agua Viva* de la Brésilienne Clarissa Lispector. Et il y en a beaucoup d'autres dont la révélation se prépare.

Avec *Noir sur noir* (Les Lettres nouvelles), Leonardo Sciascia ouvre un journal de dix années. Le *Tour du jour* de dix années, publié deux fois, est un roman (*Pourquoi Bénédict est-il suicidé?*) aux Éditions de Minuit et un recueil de poèmes (*En étrange pays*) chez Maspero.

Elias Canetti, dont on a publié l'autobiographie au printemps, donne un récit : *Les Vols de Marrakech* (Albin Michel).

L'éditeur Belfond inaugure un volet étranger dans sa collection «L'instant romanesque» avec un récit de Thomas Hardy, *L'Homme démasqué*.

Les Américains sont nombreux aussi : Erica Jong avec *Fanny ou la Vraie histoire de Fanny Troussicot-Jones* (Belfond) «rectifie» les aventures de la célèbre Fanny Hill; Mary Mac Carthy raconte un détournement d'avion dans *Cannibales et missionnaires* (Fayard); Erich Segal, l'auteur heureux de *Love Story*, livre un chant d'amour, à propos d'un enfant né d'une liaison oubliée, dans *Un homme, une femme, un enfant* (Grasset); Bernard Malamud, dont Flannery O'Connor traduit un roman et un recueil de nouvelles, *Dubin's* *Hees* et *L'Homme dans un tiroir*; Stock réunit dans *Ce que je voulais vous dire* les causeries aux étudiants d'Anais Nin.

Du côté des Russes, un important roman inachevé de Iouri Tynianov, *Pouchkine* (Gallimard). Du côté des Allemands, Peter Schneider, dans *Le Sable aux soutiers de Bader* (Hachette/Fol) soumet à la critique la vie politique et sociale de son pays.

Mémoires et documents

Parmi les Mémoires, on lira cet automne ceux de Ferhat Abbas (Garnier), Yitzhak Rabin (Bouchet-Chastel), et ceux — moins politiques — d'André Beucler (*De la Nèze à Saint-Germain-des-Près*, Gallimard), et d'Alain Finkielkraut (*Être et avoir été*, Gallimard). Nous découvrirons aussi les *Journaux intimes* (Albin Michel) de Sophie Tolstol, le *Journal sous Occupation* (Gallimard) de Joubert, les correspondances de Charles de Gaulle de 1906 à 1940 (Plon, deux volumes), et celles de Lev et Natalia Trotsky (Gallimard).

En ce qui concerne l'actualité, ce sont les ouvrages sur les États-Unis, sur l'islam et sur le parti communiste français qui dominent. Pour l'Union soviétique, deux livres feront parler d'eux : la *Nomenklatura* (Belfond), de Michail Voslenak qui analyse le système des deux cent mille privilégiés et surtout, le *Kolyms* (Maspero), de Varlam Tikhonovitch Chalanov, effroyable témoignage sur le Goulag. Anita Rind, de son côté, analyse la condition féminine dans les États socialistes avec *Être femme à l'Est* (Stock). Autre ouvrage

attendu : la biographie «critique» — *Tito, mon ami, mon ennemi* (Fayard), — de Milovan Djilas dans laquelle l'auteur dirigeant yougoslave analyse les problèmes de son pays.

Des élections américaines...

C'est évidemment la campagne électorale américaine qui précède la parution de la plupart des livres sur les États-Unis. Dans la *Liberté de choisir* (Belfond), Milton de Rose Friedman expose le programme de Reagan. Le sociologue Michel Crozier diagnostique le *Mal américain* (Fayard). John Kenneth Galbraith, qui fut un proche du président Kennedy, élabore une *Théorie de la pauvreté de masse* (Gallimard). On peut noter encore deux ouvrages qui remettent en question des événements en mémoire : *L'Été du président Kennedy* (la Table ronde), de Armand Moss et la *C.I.A. prise au piège* (Éditions Jeune Afrique), de Peter Wyden, à propos de l'affaire de la baie des Cochons.

L'étude de l'islam est en pleine effervescence actuellement : une biographie de *Mohammed* (Gallimard), de Jean-Claude Frère, *L'Orignalisme* (Seuil), d'Edmond Sali, la *Fascination de l'islam* (Maspero), de Maxime Rodinson, *L'islam noir* (Seuil), de Vincent Monteil, sans compter deux enquêtes sur les femmes : *Des femmes d'Afghanistan* (Éditions Des Femmes), d'Isabelle Delloye et la *Femme dans le monde arabe* (Maspero), de Juliette Minces.

...aux élections françaises

Après les élections américaines, les élections françaises. Candidat à la présidence, Roger Garavay prolonge ses réflexions commencées avec *L'Appel aux vivants* (200 000 exemplaires vendus) en exposant ses propositions dans *Il est encore temps de vivre* (Stock). Un candidat — sans l'être — François Mitterrand, lui, l'objet de violences politiques en 1954 : elles sont démontées par Claude Clément dans *L'Affaire des frites* (Olivier Orban). Un candidat, lui tout à fait déclaré — Georges Marchais — qui va inaugurer une série de livres sur son parti (plusieurs ne manqueront pas de l'intéresser...), présentera

à la fête de l'Humanité ses propres analyses dans *L'Espoir*, au présent (Éditions sociales). Marcelle Hertzog-Cachin se revivra son père dans *Murad Cochon*, une biographie, aux Éditions sociales, qui annoncent aussi la publication intégrale des débats du congrès de Tours, accompagnés d'inédits. Philippe Robrieux publie une *Histoire intérieure* du P.C.F. (Fayard), Pierre Daix raconte comment on quitte le parti dans les *Hérétiques* du P.C.F. (LaFont), Philippe Alfonsi et Patrick Pesnot disent ce que ces «hérétiques» sont devenus dans *Al! vous êtes communistes!* (Ramsay), Renaud de Jouvencel fait les *Confidences d'un ancien sous-marin du P.C.F.* (Julliard) et Bertrand Legendre dresse une manière de sotiologie avec le *Stalinisme français : qui a dit quoi?* (Seuil).

Des sujets moins attendus

Les problèmes de société font aussi l'objet de nombreuses études, notamment le statut de l'éducation. À ce propos, on lira *Vivantes assassinées* (Ramsay), de Pierre Martin, qui relate la vie et la mort de la célèbre université Jacques-Frémontier concentrée toujours sur l'intérêt sur le monde du travail, comme le prouve sa dernière enquête : *La Vie en bleu : la culture ouvrière* (Fayard). Fais parler le travail c'est aussi aborder la question de l'emploi : Edmond Malinvald propose un *résumé* *la théorie du chômage* (Gallimard-Lévy).

Pu de livres sont consacrés au féminisme — une rentrée, on retient, néanmoins, une réédition «féministe» des *Mémoires de Sarah Bernhardt*, *Ma double vie* (Éditions Des Femmes), présentée par Claudine Hermann, et, surtout, un ouvrage de Régine Pernoud sur la condition féminine au Moyen Âge, *La Femme aux temps des cathédrales* (Stock), qui va, dit-on, à l'encontre de bien des idées reçues.

La palme de l'originalité, en cette rentrée, revient, peut-être à l'Hachette-Maslin, qui publiera, avec le concours de grandes signatures, des sujets inattendus tels que les *Lunettes* (Pierre Marly, Georges Fère, et autres), le *Lit* (Hubert Juin), le *Poulet-vert* du crime (Pierre Gascar), le *Monde à l'envers* (Gallimard), *Le Monde à l'envers* (Gallimard), qui montre comment l'ordre renversé figure dans l'imaginaire européen, tentative toujours infructueuse de remettre le monde à l'endroit...

BERNARD ALLIOT.

SCIENCES HUMAINES ET PHILOSOPHIE

La part du lion pour la psychanalyse

UNE fois de plus, c'est la psychanalyse qui se taille la part du lion. Parmi les livres annoncés, celui de Michel Schneider, *Éléments de mémoire* (Gallimard), suscitait vraisemblablement la curiosité la plus vive : il traite de la transmission «officielle» et inconsciente des institutions et du savoir analytiques. Plus classique, la *Petite Pigalle* (Payot) raconte le récit du traitement d'une petite fille par Donald W. Winnicott.

Peu de chose, en revanche, du côté de l'anthropologie, sauf l'ouvrage de Joseph H. Berke (Bouchet-Chastel). L'auteur de *Mary Barne*, en même temps qu'il suit la métamorphose d'un jeune homme qui se prend pour une chélie, plaide pour une psychiatrie à visage humain.

Les thérapies de famille connaissent un succès croissant. L'un des ouvrages de référence dans ce domaine : *Psychopathologie familiale*, d'Ivan Boszormenyi-Nagy et James L. Framo, est, enfin, traduit (PUF). C'est également sous l'angle de la psychologie du groupe familial qu'un célèbre psychiatre allemand, Helm Stierlin, envisage la jeunesse de Hitler (PUF).

En anthropologie, trois livres s'imposent. D'abord, *L'Unité de l'homme*, d'Edmond R. Leach (Gallimard); dans ce recueil d'essais d'inspiration structuraliste, l'auteur, qui est une des figures marquantes de la vie intellectuelle britannique, étudie la communication non verbale, les mythes et les symboles. Ensuite, les *Recherches d'anthropologie politique*, de Pierre Clastres, décédé en 1977 : les Éditions du Seuil ont rassemblé ses derniers travaux, qui ont trait au rapport, au sacré, au pouvoir et à la guerre dans les

sociétés primitives. Enfin, on découvre aux Éditions Denoël les *Lettres sur le terrain*, de Margaret Mead.

En philosophie, un ouvrage fera date : il s'agit de la superbe étude exhaustive des rapports entre Freud et Nietzsche (PUF), par Paul-Laurent Assout. Autre événement attendu depuis longtemps : la publication du tome II de l'*Anti-Œdipe*, cette machine de guerre contre toutes les transcendances, de G. Deleuze et F. Guattari, sous le titre : *Capitalisme et schizophrénie* (Éditions de Minuit).

Sarah Kofman, dans *L'Enigme de la femme* (Gallimard), défend Freud contre l'accusation de phalocratie : elle montre, textes et rêves à l'appui, que ses positions sont beaucoup plus nuancées et complexes qu'on a bien voulu le dire. Quant à Catherine Clément, elle livre un essai sur le personnage le plus controversé de la psychanalyse : Jacques Lacan (Grasset).

Un brouillon du «Capital»

Du côté du marxisme, l'événement est incontestablement la publication en deux volumes des *Grundrisse*, de Karl Marx (Socialisme); dans ce brouillon du *Capital*, Marx fait le point sur plusieurs années de recherches économiques. Il s'agit d'une nouvelle traduction, enfin complète et sérieuse, dont le responsable est Jean-Pierre Lefebvre.

Signalons enfin chez Gallimard la naissance d'une nouvelle revue : *Le Temps de la réflexion*, dirigée par J.-B. Pontalis.

R. J.

HISTOIRE

Des rééditions importantes

LES titres les plus frappants de la rentrée, en histoire, semblent bien être des rééditions, dont certaines sont très importantes. Ainsi, deux livres de qualité consacrés aux événements tragiques des années 1933-1940 : la *Révolution du nihilisme*, d'Herman Rauschning, et *L'étrange défilé*, de Marc Bloch, paraissent tous deux chez Gallimard. Réédition d'un classique récent aux Éditions du Seuil, *Magistrats et Soldats*, de Robert Mandrou; réédition de classiques anciens chez Garnier, la *Loi naturelle*, de Volney, et les *Considérations sur la France*, de Joseph de Maistre.

Parmi les textes paraissant signaler la Guerre de Cent Ans (Fayard), de Jean Favler, un

Charles Quint, de Philippe Erianger (Perrin), et une traduction française du livre pionnier de Carlo Ginzburg, le *Fromage et les Vers*, dont le titre peu appétissant cache une merveilleuse étude de la mentalité d'un maître italien du seizième siècle. Autre étude de mentalité capitale, aujourd'hui rééditée par Gallimard, les *Rois thaumaturges*, réflexion érudite sur le pouvoir monarchique médiéval, que beaucoup considèrent comme le meilleur ouvrage de Marc Bloch. Paraîtra également à la rentrée un livre nouveau d'Irénée Denis, l'un des plus grands historiens français de la pensée économique, *L'économie de Marx; Histoire d'un échec*, (Presses universitaires de France). — E. T.

la vie littéraire

L'absurde triomphant de Marin Sorescu

Né en 1933, Marin Sorescu est le plus jeune et sans doute le plus original des poètes roumains de sa génération. Il a débordé par des poésies lyriques, puis il s'est rendu célèbre par une pièce sur les aléas de la liberté, la *Baleine*, qui lui a valu aussi bien le succès que certaines vigilances dont il se sentait passé. Auteur de plusieurs recueils, il a surtout chanté, en des vers simples, accessibles à tous, l'absurdité de la vie moderne. Moins intellectuel qu'Henri Michaux ou que le poète yougoslave Vasko Popa, de qui on peut le rapprocher, il a pour arme principale le rire : un rire énorme qui transforme chacun de nos travers en une sorte de fête cosmique broyant l'homme sous le poids du ridicule. Un choix de ses poèmes vient de paraître pour la première fois en français, sous le titre de *L'Ouragan de papier* (Éditions Saint-Germain-des-Près, 62 pages). — A. B.

Quarante siècles de civilisation en «Bouquins»

Depuis trente ans, quatre grands volumes offrent, sur les rayons des bibliothèques tournées, l'analyse raisonnée de seize mille œuvres littéraires, musicales, philosophiques, scientifiques. Ce *Dictionnaire des œuvres de tous les temps et de tous les pays*, adapté et publié par Robert Laffont d'après l'entreprise monumentale de l'éditeur italien Bompiani, est une véritable tentative de bibliographie totale. Mais c'est aussi un inestimable outil que rendait malheureusement peu facile d'accès son volume et son prix. La voilà maintenant à la portée de tous dans la présentation si maniable de la collection «Bouquins» (1). Les six volumes et l'index des auteurs, de format 18 x 20, sont réunis sous couvert ou vendus séparément. Le prix — de l'ordre de 360 francs pour l'ensemble — est d'environ trois fois inférieur à celui

de l'ancienne collection, qui est d'ailleurs devenue en partie introuvable. La nouvelle édition supprime les illustrations mais incorpore les rubriques du volume consacré aux *Œuvres contemporaines*, paru en 1982. Cependant la règle fixée par l'éditeur de limiter les entrées aux œuvres des auteurs nés avant 1910 ou morts avant 1955 reste suivie dans la réédition, qui ne présente donc pas de modification de contenu. Malgré les critiques que ne manque pas de soulever ce choix — imposé par les éditeurs pour ne pas donner aux œuvres modernes une place excessive — il faut saluer cet exploit de l'édition et de l'édition. Le «Laffont-Bompiani» en «Bouquins» ce sont, en 5 000 pages, quarante siècles de civilisation qu'on peut amener et parcourir en souplesse. — A. B.

(1) Les éditions Robert Laffont annoncent pour octobre 1980 la publication en «Bouquins» du *Dictionnaire des auteurs*, de la même collection Laffont-Bompiani.

Friedrich Dürrenmatt chez Luigi Lucchini

De la révolte à la création, de l'anarchie à l'art, la distance est minime. Tout livre n'est-il pas, d'une certaine manière, un meurtre différencié? C'est pourquoi des écrivains suisses, parmi lesquels J.-L. Babel, J. Probst, J.-M. Loyat, A. Braun, G. Bratschi, désireux de porter des coups mortels à la culture infantile de leur pays ont choisi de publier leurs livres sous l'égide de Luigi Lucchini, l'anarchiste italien qui, en 1933, pégnard à Genève l'impératrice Elisabeth d'Autriche.

Il éditent aujourd'hui, paradoxalement avec l'aide de Pro Helvetia, une nouvelle du grand romancier suisse allemand Friedrich Dürrenmatt intitulée : *Mister X prend des vacances*. Mister X, qui n'est autre que le diable, après avoir obtenu l'accord de son supérieur, Mister U, la législateur suprême, prend trois semaines de vacances dans un couvent tenu par des religieuses célestines. Le morale de ce récit au ton sardonique est que lorsque

le diable cesse de faire le mal, les choses ne s'arrangent pas, bien au contraire.

Ce livre de F. Dürrenmatt met un terme à la collection Lucchini (case postale 44, 1257 Croix-de-Rouge, Genève), les éditeurs choisissant l'alliance face à une société où l'insignifiance et le nivellement ont été au mois leur sens et à l'existence son sel. A l'instar du diable de Dürrenmatt, ils prennent des vacances. — R. J.

Connaissance d'Eschyle

Les travaux d'André Wardele ont montré que, contrairement à ce qu'on a cru longtemps, les textes des tragiques grecs, en particulier d'Eschyle (dont il ne nous reste pas la dixième), ont été non pas égarés ou détruits presque aussitôt après leur mort, mais seulement dans les premiers siècles de notre ère, à la limite jusqu'au cinquième siècle, soit quelque mille ans plus tard!

Conduit à reconsidérer les écrits accumulés sur son sujet, l'auteur d'utiliser le fruit de cette recherche pour établir une bibliographie — qui n'avait jamais été tentée — d'Eschyle et de la tragédie grecque. Il croyait rassembler quelques centaines de références : il en a mis au jour neuf mille! On ne sait ce qui étonne le plus, de cette masse imprévue, imprévisible, ou de la science et du labeur déployés pour l'inventer et la réunir. Outre les références proprement bibliographiques, chaque note comporte un bref et savant commentaire historique et critique (1).

Bibliographie monumentale et universelle qui couvre cinq siècles et demi : de l'édition princeps d'Eschyle, à Venise en 1516, aux ouvrages les plus récents. Le couronnement de cet édifice de textes tragiques et d'écrits accumulés est cette bibliographie elle-même, qui restera fondamentale : il suffira de la tenir à jour. — Y. F.

(1) *Bibliographie historique et critique d'Eschyle et de la tragédie grecque*, par A. Wardele, professeur à l'Institut catholique, «Les Solles Lettres», 260 pages.

Vous vous destinez à la gestion des entreprises?

Informez-vous!

Vous cherchez une vraie "business school" : une école qui vous enseigne la réalité du monde des affaires.

Vous devez vous connaître?

Pour que la formation à la vie pratique des affaires soit... notre école. Nous vous proposons notre programme "Administration de l'Entreprise". Il est destiné à des gens qui ne vous de futurs cadres, disposent déjà d'une solide formation de base. En 6 mois d'études intensives, *Administration de l'Entreprise* vous apportera ce qui vous manque encore pour accéder avec succès votre carrière de manager : la formation pratique, ce, si vous préférez, les clés de la vie réelle d'entreprise. Vous y gagnerez d'être véritablement opérationnel!

"Administration de l'Entreprise" ne ressemble pas aux études classiques. Court, concret, polyvalent, il vise la plus grande efficacité. C'est pourquoi il est animé exclusivement par des praticiens, tous cadres, conseils ou dirigeants d'entreprises. On y parle ressources humaines, marketing général, finances, production, marketing, politique générale uniquement à l'aide de cas réels. On y travaille beaucoup, en petit groupe, dans une atmosphère d'entraide et un climat international. Enfin, on y pratique un contrôle continu et systématique des connaissances et performances. A la clé, un diplôme de gestion déjà porté par plus d'un million de "managers ECL" dans 67 pays du globe!

La prochaine session débute en octobre 1980 et s'achève en juin 1981. Le coût total du programme est de FS 18'500.-. Il y a 30 places disponibles. Pour ne pas manquer le vôtre, retournez sans tarder le coupon ci-dessous. Vous recevrez gratuitement une documentation complète et un dossier d'admission, sans aucun engagement de votre part.

Ecole de Cadres de Lausanne

Centre international de formation et perfectionnement en administration d'entreprise

Rue de Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse), tél. 021/22 75 11

Au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne (adresse ci-dessus)

Faites-moi parvenir sans engagement une documentation complète sur le programme "Administration de l'Entreprise" 80/81.

مكتبة من الأصول

romans

Des grives aux palombes

● Claude Michelet achève sa geste campagnarde.

LES palombes ne passeront plus à Saint-Libéral (Corrèze) quand les maisons de week-end et celles des résistants auront grignoté la majeure partie des terres arables. Cinq générations de cultivateurs n'auront laissé que quelques traces sur ce sol, et quelques grands noyers qui produiront pour les petits-enfants des derniers, s'ils acceptent de rester à la terre. Ainsi se termine l'histoire d'une famille de paysans, les Vialhe, commencée l'an dernier par Claude Michelet. Des grives aux loupes s'achevait aux environs de 1925, quand Pierre-Edouard et de Mathilde prenaient en main la ferme paternelle. Le

second volume traverse les cinquante années suivantes, plus chargées de transformations que n'avaient pu en voir les « anciens » durant tout le siècle précédent. Les techniques, les mœurs, les mentalités changent. Le monde, par la radio puis la télévision, vient briser jusque dans le fin fond des campagnes de plus en plus désertées : le travail y est trop dur, le profit trop aléatoire, le repos trop rare, ceux qui sont partis et reviennent, fortune faite, sont trop sûrs d'avoir eu raison. La commune, qui comptait jadis treize cents habitants, en a perdu plus de mille à la fin du roman. Claude Michelet charge chacun de ses personnages d'illustrer un cas spécifique de cette évolution. A côté du couple de Pierre-Edouard et de Mathilde — la tradition et la fidélité — il y a Léon, le marchand de bestiaux

parti de rien, qui est parvenu à racheter le château, vendu par les propriétaires ruinés ; il y a Berthe, qui a créé une maison de couture à Paris et à la chèque facile ; il y a Paul, militaire de profession, qui participera aux combats d'Algérie après ceux d'Indochine, et Jacques, en passe de devenir vétérinaire, dont la guerre et quatre ans de stage ont coupé net les ambitions ; il y a l'instituteur sectaire, le curé maréchaliste et réactionnaire, les enfants juifs sauvés des Allemands, quelques collabos, un peu de maquis, des morts, des naissances, de l'émotion, beaucoup de recettes, en somme, pour fabriquer un roman qui plaise, à l'heure du retour aux sources et de l'écologie, à l'heure du retour au roman romanesque.

L'auteur a le don de la vie : ses personnages ont de la chair et de la voix. Mais il n'est pas Tolstoï. Les acteurs de second plan, faibles, conventionnels, servent de point de repère ou de démonstration, cela se sent, sur une toile de fond qui défile comme on faisait défiler les paysages dans les vieux films pour donner l'illusion de la « vitesse » lors d'une scène en voiture. Il ne suffit pas de nous fournir le prix d'un bouf en 1930, celui de l'hectare de terre, déculé en dix ans, ou le rendement d'un tracteur 25 CV outillé d'une charrue et d'une barre de coupe, pour rendre l'épaveur et le poids du temps, et cette poésie des jours aux champs, tantôt éloges tantôt drames, légère comme la fleur d'hibiscus au printemps ou lourde, le plus souvent, comme les moites brumes que retourne le soc à l'automne. Il manque ici le souffle d'un Troyat — celui des *Semelles* et *Les Moissons*, le vigueur du Clavel de l'*Espagnol*, il manque la paille d'un grand romancier. Celui-ci n'est que gentil. Cela lui a valu des milliers de lecteurs pour le premier tome de son roman. Gageons qu'il en sera de même pour le second.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.
* LES PALOMBES NE PASSENT PLUS, de Claude Michelet. Robert Laffont, 370 pages. Environ 65 F.

Le narcissisme d'Henri-François Rey

● Les affres de la cinquantaine

LA Parodie, que publie cette année Henri-François Rey, est son huitième roman, et marque le retour de cet écrivain à un genre littéraire qu'il semblait boudier depuis 1972.

Ici, un homme qu'atteignent les affres de la cinquantaine cherche à comprendre sa vie, à la juger, à dresser un bilan de ses échecs et de ses réussites : c'est son identité véritable qu'il veut mettre au jour. Le trouvera-t-il dans son œuvre, puisqu'il est artiste, dans ses amours, dans la solitude de l'alcool et de la drogue ? Martin Magnier est un peintre célèbre, et il a épousé une chanteuse d'opéra célèbre elle aussi, Mélanie Kunis, à qui le lient de vieilles connivences. Au cours d'une fête qui réunit chez lui une trentaine de personnes, il brüte solennellement toutes ses toiles, et veut ainsi faire table rase d'un passé où il ne se reconnaît plus. Au seuil d'entreprendre le grand œuvre de sa vie, une composition qui symboliserait les moments essentiels de son expérience, Martin s'aperçoit que sa femme ne figure dans aucune de ces scènes significatives. Comment interpréter cette absence que Mélanie découvre avec crainte et suspicion ?

C'est que, si Martin est en quête de son être profond, Mélanie est aussi à la recherche d'elle-même : son mari l'a toujours aidée à se construire et à se voir, comme de son côté elle

le soutient en étant son miroir et son témoin. Chacun ne cherche que soi-même à travers les rencontres : quand Martin s'attache au jeune Dave, où il croit reconnaître son visage d'autrefois, c'est pour se découvrir et se retrouver qu'il multiplie croquis et portraits du garçon, lequel cherche passionnément à voler ces images qui lui ressemblent tant. Le narcissisme est omniprésent, chaque personnage l'incarnant avec obstination.

Martin, armé d'une canibine, erre longtemps dans une forêt fantastique où il rencontre des corseaux, mais aussi un cerf royal, dit « le grand sacrifice », des chasseurs lancés à sa poursuite, un remard mourant, un mystérieux chanteur qui prophétise l'arrivée des « nains », et d'autres apparitions liées aux plus anciens phantasmes du narrateur qui, chemin faisant, revêt les rêves et les angoisses du passé.

Pendant tout ce temps, des coups de fusil espacés donnent à croire qu'on cherche à tuer Martin Magnier. « Tuer la mort » devient un impératif immédiat. Écrit parfois avec fougue, ce récit ambitieux et touffu charrie trop de mots et d'images pour être pur de toute soorie, et même de tout cliché : en fin de compte, les réflexions de Martin n'évitent pas, sous la violence verbale, une certaine banalité.

JOSANE DURANTEAU.
* LA PARODIE, d'Henri-François Rey. Laffont, 248 pages, 55 F.

Comédies légères

(Suite de la page 11.)

C'EST par un esclandre involontaire que Lisa, toute fraîche de ses vingt ans, fait irruption dans la vie de Laurent Jay, la cinquantaine, autour duquel vont bientôt se cristalliser les espoirs imprévisibles des Français. Elle est prête à Genève d'une organisation internationale, où celui-ci présente le programme de son nouveau parti : un centre gauchiste formé par une union des forces libérales. En l'entendant manier chiffres et statistiques, elleousse ce cri du cœur : « Qu'il est chiant ce mec ! » Le micro était branché. Le jugement péremptoire a retenti dans la salle. Habitué à l'encens de son entourage, Laurent Jay ne résiste pas à cette franchise.

C'est tout de suite drôle et bien engagé. La partie qui désormais va se jouer entre Laurent et Lisa met aux prises un homme politique avec la jeunesse et l'amour. Christine Arnothy se sert des vingt ans de Lisa, écolo, antinucléaire, et qui réclame qu'on ose vivre, pour rallier les solutions dérisoires que les politiciens proposent à ceux qui veulent vraiment changer la vie. Cette satire ne va pas très loin et ne touche pas au fond grave des choses. L'amour dans son conflit avec l'ambition est un meilleur révélateur. Il fait apparaître le rôle de marionnette auquel l'homme se réduit dès qu'il s'engage dans la course au pouvoir, à travers sondages, radios, télévisions. Là, la caricature de Christine Arnothy est bien venue.

NOUS sommes donc en présence de deux goulots, l'un par nature, donc plus universel, l'autre, par fonction, donc plus exceptionnel. Je ne donnerais pourtant pas ces deux romans comme les œuvres d'un féminisme agressif. Madeleine Chapsal, avec son petit comique, tendant au fond toutes les deux à raconter les sexes. En se glissant l'une et l'autre dans des consciences mâles, dont elles détectent les faiblesses, les peurs, les mesquineries, mais aussi les tyrannies qu'elles subissent, ne plaident-elles pas en leur faveur ? Se servant de leurs dons très différents, de plume ou d'observation, elles retournent la vieille plaisanterie masculine : les hommes sont si insupportables qu'on ne peut même pas s'en passer.

JACQUELINE PIATIER.
* UN HOMME INFIDÈLE, de Madeleine Chapsal. Grasset, 314 pages. Environ 50 francs.
* TOUTES LES CHANCES PLUS UNE, de Christine Arnothy. Grasset, 441 pages. Environ 65 francs.

lettres étrangères

Nancy Zaroulis et la condition de l'ouvrière américaine au XIX^e siècle

● Dans la tradition du roman populaire.

NANCY ZAROULIS est une historienne. C'est dire qu'elle a établi *Lumière des ténèbres*, son livre, sur des documents sérieux. Mais son livre est un roman avant tout. Mieux encore : un roman populaire, comme on dit des romans d'Émile Zola ou de Louis Michel. Un ouvrage qui brasse les sentiments, qui sollicite la sentimentalité du lecteur, qui joue sur les cordes du cœur plus peut-être que sur les certitudes intellectuelles. Ce genre ne pardonne pas : ou on y réussit, ou on tombe dans le ridicule. Je crois que Nancy Zaroulis a réussi son entreprise : c'est un livre qui se dévore de la première à la dernière ligne, avec des morceaux de bravoure qui sont d'un bel emportement. Le côté *Deux Orphelines* ou *Sans Famille*, paradoxalement ne nuit pas à l'exposé de l'historienne qui est sous la romancière. On voit dans le moindre détail les travaux pénibles de ces femmes américaines voquées, au dix-neuvième siècle, aux manufactures du textile.

Chez nous, les révoltes des canuts de Lyon sont restées célèbres dans l'histoire. C'est que, dans le monde occidental, la manufacture s'est créée premièrement dans le textile. Michelet, dans le *Peuple*, explique à quel point les vies qu'il fit, lors de son séjour en Angleterre, dans les ateliers de tissage de Manchester et de Liverpool s'écroulèrent sur les dangers de l'industrie. Les patrons américains jurèrent (et, au départ, de bonne foi) que leurs usines ne ressembleraient en rien à ces bagues. Puis, la loi du bénéfice journal, ils accablèrent encore le malheur de la classe ouvrière. Nancy Zaroulis situe son roman à Lowell, grand centre du textile dans ce siècle dominé par le plus terrible des dilemmes : « Travailler ou mourir ».

Lumière des ténèbres raconte l'histoire d'une femme au milieu d'autres femmes, dans les ateliers de Lowell. Les femmes ! L'une d'elles dira : « Elles n'étaient, en fin de compte, que des femmes : celles à qui Dieu avait pensé après coup. » En toile de fond, il y a toute l'interrogation de l'époque : les agitateurs, les prébuteurs, les confédérés, qui viennent prôner l'autogestion, les vertus de l'association, les miracles de la communauté, l'aube radieuse que promettent les phalanstères. Certains parlent de syndicats, de revendications, de grèves. Mais quel ? Ces femmes gagnent 1 ou 2 dollars par semaine : « C'était un miracle ». Mais à quel prix ? Au prix de l'aliénation : « L'argent s'échangeait contre du travail ».

Dans cette cité industrielle du Massachusetts, il existe une communauté haine et détestée, chassée dans des bidonvilles immenses : celle des immigrants catholiques irlandais. On pense, ici, à Dickens dans ses descriptions des bas-fonds de la ville.

Puis, au long du livre, la romancière « populaire » prend le pas : les coups de théâtre sont nombreux. L'héroïne est sans cesse à deux doigts de périr, et elle échappe aux pièges. Elle souffre de toutes les manières, mais elle vaincra le sort adverse. Il y a dans *Lumière des ténèbres* un mélange de violence et de candeur naïve qui charme et retient l'attention.

HUBERT JUIN.
* LUMIÈRE DES TÉNÉBRES, de Nancy Zaroulis, traduit de l'anglais par Marie-Lise Martière. Éditions Gallimard, 518 pages, environ 50 F.

Une nonne en cavale

DANS les légendes, les chansons ou les drames de Shakespeare, on rencontre souvent de fringantes demoiselles qui, pour suivre l'été de leur cœur, n'hésitent pas à revêtir l'uniforme de soldat ou l'habit de maillot et à courir l'aventure. Catalina de Erauso a, sur ces créatures mythiques, l'avantage d'avoir bel et bien existé, au début du dix-septième siècle, et de n'avoir suivi que son goût de la liberté. C'est pourquoi elle fascine Thomas De Quincey, grand admirateur de Jeanne d'Arc, qui lui inspira un essai. Mais l'héroïne espagnole lui semble plus exemplaire encore que la sainte dont l'auréole l'agace. En outre, qui la connaît, cette Catalina ? Qui a lu ses Mémoires ou la teneur d'un roman a tiré la Revue des deux mondes ? Résolu à réparer cette injustice, De Quincey saute sur sa plume, comme la belle « conquérante » sur son cheval, et entame une extravagante biographie.

Traduite pour la première fois par Nicole Tisserand, en 1954, l'œuvre reparait aujourd'hui enrichie d'une préface de Kenneth White. Elle tient du divertissement, du rêve éveillé, du délire, et même de la confession puisque, dédaignant la vérité historique, l'auteur prête à son personnage ses propres fantasmes. Il joue à « je est une autre » et rejoint à sa manière, au rendez-vous des androgynes, celle qui se veut homme.

« L'impétueuse coquine »

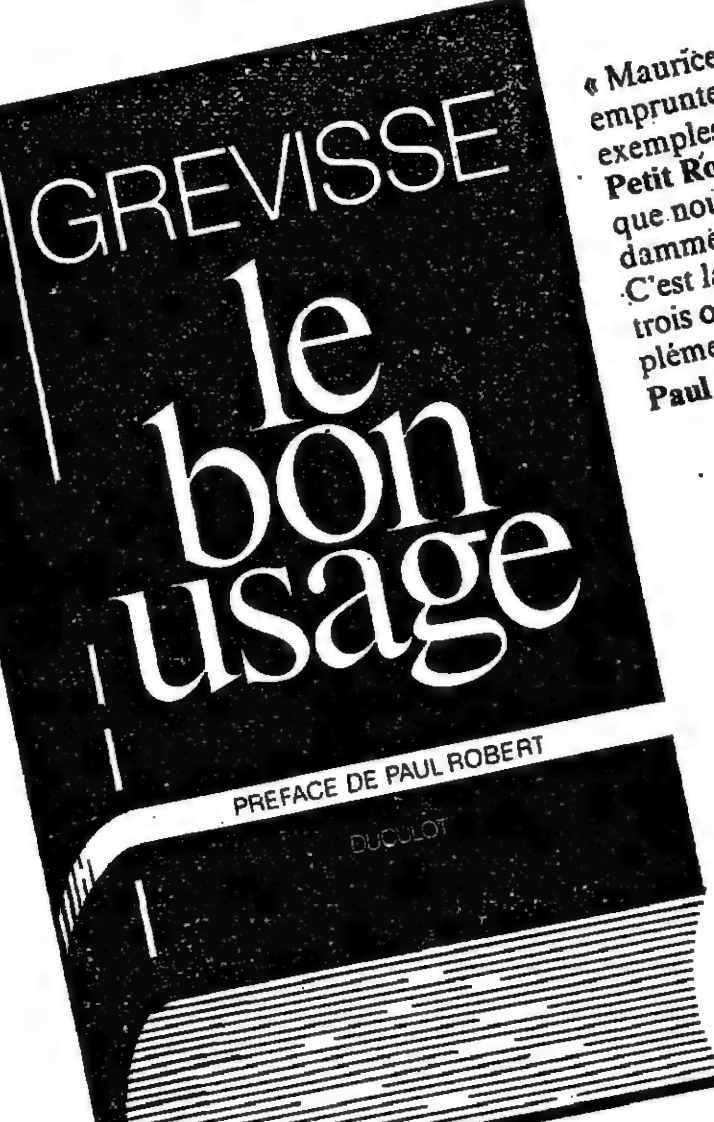
Au départ : une petite fille que son père enfante dès sa naissance dans un couvent, fautive, sans doute, d'oser la noyer. Durant quinze ans, elle y rongera son frein, jusqu'à ce jour où le sort lui fournit l'occasion de faire le mur, précédant de deux siècles l'école de Quincey qui s'enfuit, lui aussi, d'un pensionnat de Manchester. Impatiente de cavalier et de guerroyer, elle transforme sa robe de novice en « culottes à la Wellington » et s'engage dans les troupes de Sa Majesté le roi d'Espagne à la conquête du Pérou. Sa bravoure lui vaut de devenir porte-stand, d'entrer au service de son frère, de trahir celui-ci (involontairement) et d'être condamnée à mort. Mais elle pouvait compter sur le beau sexe, le sien, pour voler à son secours, fût-ce au prix d'une promesse de mariage que la nature, hélas, lui interdisait de tenir. Plutôt que de réviser son état, elle franchit à pied la cordillère des Andes, ayant mangé son cheval en guise de breakfast. Sans une malencontreuse blessure au sein, jamais personne n'aurait deviné qu'elle en avait un.

« Ah ! la brave Kate, l'impétueuse coquine ! Que l'aurait-elle aimé baiser sa main blanche ! », s'exclame De Quincey. Que cette main soit maculée de sang ajoute encore à ses charmes. Enfin ! si l'on rencontre l'âme sœur, la camaraderie de haut vol qui pratique l'assassinat comme un des beaux-arts, pour se tailler une place au soleil. Sur ces traces, il échappe à l'espace et au temps, « ces deux brutes obstinées », aux nuages de Glasgow, aux mûres grâces qui l'obsèdent, et se grise de la frénésie sauvage de l'enfance.

GABRIELLE ROLIN.
* LA NONNE MILITAIRE D'ESPAGNE, de Thomas de Quincey. Édition du Minotaure de France, 227 pages. Environ 40 F.

GREVISSE

(l'indispensable)



« Maurice Grevisse emprunte de nombreux exemples au Grand et au Petit Robert de même que nous citons abondamment le Bon Usage... C'est la preuve que les trois ouvrages sont complémentaires »

Paul ROBERT

PREFACE DE PAUL ROBERT

DUCULOT

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

LIBELLA

12, r. St-Louis-en-Pâle, Paris (6^e)

242, r. St-Jacques

Le Monde

jours d'été

SAÏD ET MOI

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS. — Après une semaine mouvementée en Algérie, le docteur Rieux n'a pu entrer en contact avec le père du jeune Omar, qui a emporté sa fille. De l'hôtel Aletti, où il annonce son retour à sa femme, quelque peu déphasée, que n'aperçoit-il pas ?

Jeu 28 août.

« Ne me dis pas que tu l'as fait ça en tombant ! C'est quoi ? Une polio ? — Spondylarthrite ankylosante. — Merde ! Et monsieur jous les fumambules avec une plaque dans la hanche ? »

Rieux porte l'inconnu jusqu'à un wagon stationné en gare maritime d'Alger et l'installe sur une banquette. Dans une vitre, il se voit changé, lui le chercheur bien parisien, en toubib de brousse. La métamorphose l'amuserait presque s'il n'était requis par la nécessité de comprendre et d'agir vite. Tout s'est passé à un rythme de cinéma. Avant aperçu, de sa chambre de l'Aletti, un homme qui grimait aux amarrées de l'El Djézair et qui tombait à l'eau, il a interrompu sa communication téléphonique avec Cassis et couru vers le port. Il n'a d'abord rien remarqué. Les policiers qui surveillaient le car-ferry bavardaient vers l'étrave. Apparemment, ils n'avaient pas vu la scène, ni entendu le plongeon. C'est au bout de longues minutes que le plongeur s'est faufilé entre les docks. Les jambes inertes, il se traînait sur la ventre à l'aide des seules mains, qui portaient des gants épais de lamaneurs. La lumière des réverbères faisant luire ses vêtements trempés, on eût dit un phoque rampant sur la banquette. Au premier examen Rieux n'a rien repéré de grave, sinon la paralysie des membres inférieurs et la prothèse iliaque. Le candidat malheureux à l'embarquement clandestin paraît une vingtaine d'années. Rassuré d'avoir affaire à un médecin, et non à la police, il dit s'appeler Ali, et répète en serrant les mâchoires, sans trace d'accent arabe :

« Je recommencerai ! »

Rieux va s'exclamer : « Mais qu'est-ce que ça cirque ! », lorsqu'un autre jeune homme surgit dans le wagon. Il a le visage masculin de combat, et la main une paire de béquilles. Il est beau comme l'imagerie d'autrefois voulait que fût beau un adolescent maghrébin. Très « Rose de sable », se dit Rieux, pensant à Montherlant.

« Il fallait pas, Momo ! dit Ali. — On remettra ça par la Tunisie ! ».

dit Momo, en passant à Ali sa veste de cuir, de bonne coupe.

En montant vers la ville pour éviter les rondes du port, les fuyards racontent leur aventure. Ali est Algérien de Lille, Momo de Lyon. Tous deux ont été expulsés de France il y a quelques mois, et sont décidés à y retourner par tous les moyens. Ils se sont connus en juillet près de la poste centrale, où rôdent les jeunes dans le même cas qu'eux. Grâce à la force de bras que lui a donnée son infirmité, Ali comptait pénétrer clandestinement dans le ferry de Marseille par les amarrées. Momo devait le retrouver à bord après s'être caché, à l'aide des béquilles d'Ali, sous le chassis d'un camion français en instance d'embarquement. Entendant le plongeon, il avait renoncé à courir seul sa chance.

الغريب

Les voici assis tous les trois sur les marches de la poste. Pour être franc, Rieux ignorait ce problème des expulsés. Il veut comprendre. Il le veut tellement que, fixant les jardins qui montent vers l'ancien « gouvernement général », il oublie de songer aux journaux dont ces terrasses furent le décor.

Ali, d'abord. Soit, il a eu des « histoires » à Lille : un vol de sac à main, notamment. Il a fait de la prison.

« C'est quand même pas une raison pour vous exiler, s'indigne-t-il, et vous coller grabataire à vie ! »

« S'il tient tant à rentrer en France, c'est en effet que sa colonne vertébrale commence à être prise, et qu'en Algérie on n'a pas ce qu'il faut pour enrayer le mal. »

« Allôcyraïne ? demande Rieux. — C'est ça, confirme Ali. De plus ma famille a toujours coté à la Sécurité sociale française. Au fond, c'est normal que... »

« Ton état n'a pas empêché l'expulsion ? commence à s'indigner Rieux. — J'ai été mis de force dans l'avion six jours après ma sortie de l'hôpital, alors que je devais faire de la réduction, et on a prétendu que je m'étais fait opérer exprès le lendemain de la notification de l'arrêt, uniquement pour y échapper... »

Rieux n'y croyant pas, Ali montre une lettre du ministère de l'Intérieur où c'est dit en toutes lettres, sous la signature d'un certain M. Stordeur.

L'attitude de la France envers Momo paraît moins cruelle. « Rose de sable »

Roman-reportage de Poirot-Delpech

IX. — Suspendu à des amarres...

éclate de santé, de charme, et son blouson atteste de l'aisance. Quelque chose fait dire à Rieux qu'il s'en sortira toujours. Mais enfin il avait dix-sept ans quand, après avoir essayé de l'« infiltrer » comme indic chez les truands, la police l'a sorti de maison de correction et collé dans l'avion Lyon-Alger, menottes aux mains, sans même prévenir ses parents. Contre toute légalité, le ministère de l'Intérieur exécutait lui-même sa sentence, sans appel et au vu de mesures du juge pour enfants qu'il n'aurait pas dû connaître.

الغريب

Rieux n'a pas été interne pour rien : il sait la propension des malades, et des justifiables, à rendre leur cas « bien horrible ». Il veut des preuves. Momo ne se fait pas prier : il produit une lettre dudit juge à un tiers proférant sans prudence que « la France en a assez des petits truands de son espèce ». C'est signé M. Rémy Martin.

« Mais enfin, vous êtes combien comme ça ? », s'énerve Rieux qui, en

chercheur moderne, trouve qu'une statistique vaut mieux qu'un bon cas particulier.

Ali dessine sur les marches de la poste avec sa béquille :

« La France a expulsé dix mille mecs l'an dernier. On compte que 80 % sont revenus en douce. Fais le calcul ! »

Si les faits sont tels, Ali et Momo paraissent, eux, cabochards. Rieux en est comme « dérangé ».

« Enfin quoi ! raisonne-t-il, la France n'est pas un tel paradis : le truc et le oui pour quelques-uns, la ceinture et le chômage pour les autres ! Et l'Algérie n'est pas un enfer ! C'est chez vous, ici ! »

Ali montre ses jambes ; cela vaut toutes les réponses. Mais « Rose de sable » ?

« Ici, c'est pas chez moi, dit-il. Je comprends pas la langue. On peut même pas sortir avec une fille dans la rue ! Je veux pouvoir m'écarter ! »

« Écarter à Villeurbanne ? », ironise Rieux.

L'argument tombe à plat.

« Pourquoi ? Tu connais ? s'émerveille Momo. Super, non ? »

Rieux croit avoir lu quelque part que les enfants d'Algériens nés après 1962 peuvent choisir la nationalité française.

« Vous n'avez qu'à opter une bonne fois ! dit-il. — Opter ? grimace Momo. Je connais pas le mot. Ça veut dire quoi ? »

Le silence est retombé. Ali s'est endormi, adossé aux céramiques de la poste. Momo descend sur la place demander du feu à un passant. Tout en se gardant de le laisser voir, Rieux commence à se sentir concerné, et consterné. Ces « saloperies », si elles se vérifient, sont commises en « son » nom. Comment les empêcher.

Saisir l'ambassade ? Il entend déjà la réponse : « Votre bon cœur vous honore, docteur, mais votre bonne foi a pu être surprise, et nous n'avons pas à juger la moralité des actes de notre gouvernement ». Joindre l'Élysée ? Ce serait possible par Anne-Sophie, qui prétend avoir joué aux portraits chinois avec le président à Courchevel. Il y a vingt ans. Mais Momo détient déjà une réponse de son chef de cabinet, M. Mosser, promettant toute son attention, il y a des mois de cela ! Si c'est pour provoquer un rapport de plus, avec remise solennelle dans deux ans devant les télévisions, à quoi bon !

Écrire aux journaux ? Rieux a publié naguère un article sur la numération globale dans le Monde : peut-être le laisserait-on s'exprimer, au vu de ses

titres, sur les aspects juridiques et moraux de la question. Il infléchirait ça « Le Maghrab et nous... ».

Il paraît que de tels textes font mieux reculer les pouvoirs publics que le Parlement au grand complet. Un scrupule, toutefois : expliquer que des petits clandestins préfèrent la prison française à la liberté en Algérie, n'est-ce pas suggérer une idée injuste du pays dont Rieux vient de voir beaucoup d'aspects positifs ?

Momo est revenu vers Rieux avec un inconnu. Il réveille Ali. Il a trouvé de quoi coucher en ville pour deux ou trois nuits. Rieux poursuit sa réflexion à voix haute :

« Et la presse gauchiste, elle vous soutient, à Paris ? — Ils disent que les « clandestins », ils en ont ras les fesses, que c'est pas leur « créneau » ! »

الغريب

Rieux a une illumination. Anne-Sophie a diné plusieurs fois, l'hiver passé, avec un « nouveau philosophe » en renom. Elle le trouvait si beau qu'elle ne jurait plus que par les « droits de l'homme » et qu'elle voulait camper au bois de Boulogne sous les fenêtres de l'ambassade soviétique.

« Les Arabes, ces mecs-là n'ont rien à en cirer, lâche Momo. — Et pourquoi ? — C'est connerie : c'est tous des ouidis ! »

Des quoi ?

« Des juifs, si tu préfères. » Rieux ne voit plus qu'une solution. Il écrit au ministre de l'Intérieur. Il a été acout avec lui. Il le tutoie. Il ira carrément. Il sort son agenda Hermès. Il note : « Écrire à Christian B. »

Ali, Momo et l'inconnu qui doit les héberger se sont éloignés, sans même prendre congé. Rieux en est déçu. Au laboratoire, son rôle social reste abstrait. Depuis tout à l'heure, il se sent utile à des êtres présents, vivants. Cela le change des souris blanches. Cela le rajeunit. Il aimerait ne pas s'arrêter en chemin. Il devient demandeur :

« On peut se revoir ? — Rose de sable », lui glisse une adresse.

« On est plusieurs, dit-il en battant des cils. Viens demain soir, si tu veux ! »

Demain :

LES JUSTES

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 28 août à 6 heures et le vendredi 29 août à 6 heures :

Une crête anticyclonique protégera la plus grande partie de la France des perturbations océaniques qui continueront à circuler à travers les îles Britanniques.

Vendredi 29 août, de la Bretagne à la Flandre, en bordure méridionale du courant perturbé océanique, des nuages temporairement abondants pourront donner que-ques faibles pluies près de la Manche et dans le Nord, dans un flux de secteur sud-ouest qui restera modéré. Sur le reste du pays, le temps sera généralement bien ensoleillé, mais il y aura, en début de journée, quelques bandes de brouillard sur l'Aquitaine et le Poitou, ainsi que dans les vallées du Nord-Est, de l'Est et du Massif Central. D'autre part, sur nos régions méditerranéennes où une lente amélioration se poursuivra, quelques ondées orageuses sont encore à envisager sur la Corse. Dans la plupart des régions, les températures maximales seront en hausse.

Le jeudi 28 août, à 6 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1019,3 millibars, soit 764,5 millimètres de mercure.

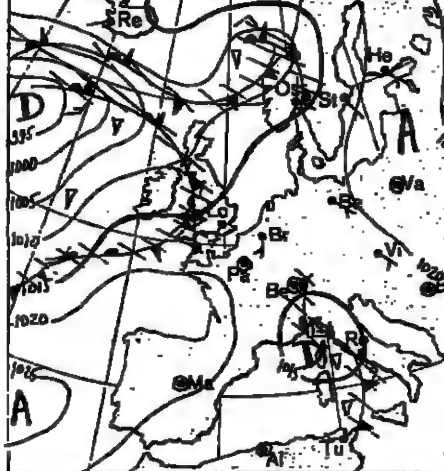
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 août ; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28) : Ajaccio, 28 et 19 degrés ; Biarritz, 23 et 17 ; Bordeaux, 25 et 14 ; Bourges, 24 et 14 ; Bruns, 22 et 16 ; Caen, 24 et 13 ; Cherbourg, 21 et 14 ; Clermont-Ferrand, 20 et 12 ; Dijon, 21 et 14 ; Grenoble, 18 et 16 ; Lille, 24 et 14 ; Lyon, 18 et 16 ; Marseille, 23 et 19 ; Nancy, 22 et 15 ; Nantes, 23 et 15 ; Nice, 21 et 15 ; Paris-Le Bourget, 23 et 12 ; Pau, 25 et 16 ; Perpignan, 27 et 20 ; Rennes, 25 et 14 ; Strasbourg, 22 et 16 ; Tours, 23 et 15 ; Toulouse, 25 et 16 ; Poitiers-Pitres, 23 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 18 degrés ; Amsterdam, 22 et 13 ; Athènes, 30 et 20 ; Berlin, 22 et 11 ; Bonn, 23 et 13 ; Bruxelles, 24 et 14 ; Le Caire, 25 et 23 ; Les Canaries, 27 et 22 ; Copenhague, 18 et 13 ; Gênes, 18 et 13 ; Lisbonne, 26 et 18 ; Londres, 21 et 16 ; Madrid, 20 et 14 ; Moscou, 13 et 4 ; Nairobi, 31 et 11 ; New-York, 33 et 25 ; Palma-de-Majorque, 20 et 18 ; Rome, 28 et 19 ; Stockholm, 18 et 11 ; Téhéran, 36 et 25.

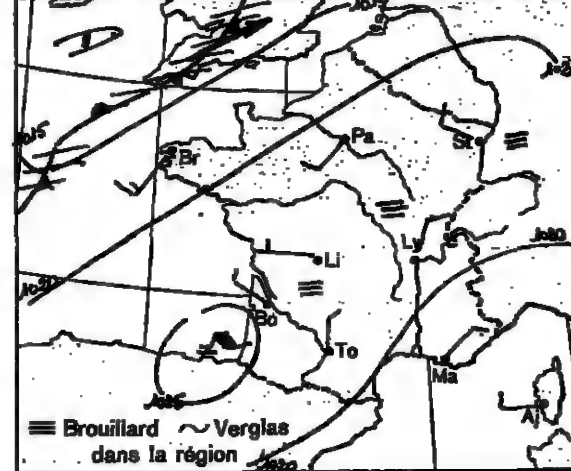
(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

LE MONDE
est chargé pour la diffusion de ses éditions hebdomadaires d'abonnement.
Vente et facturation : PARIS-17
LES BUREAUX
que vous renseignez

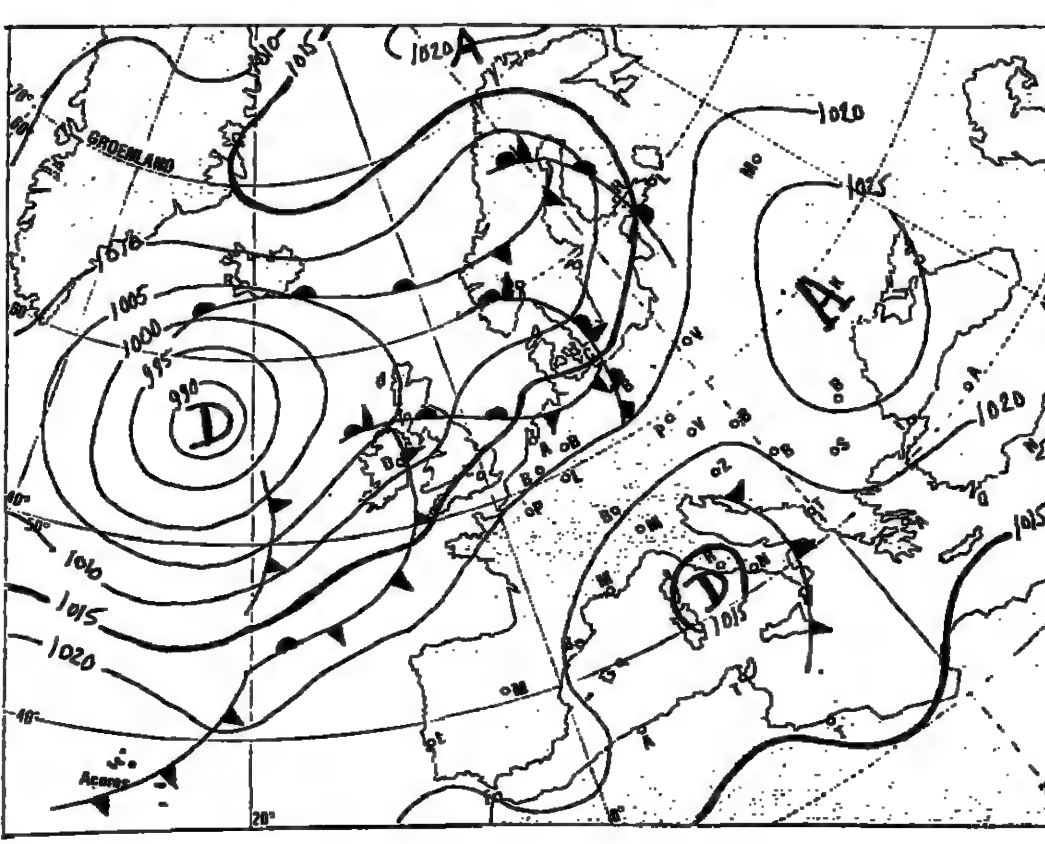
SITUATION LE 28 août. A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 29.8. DÉBUT DE MATINÉE

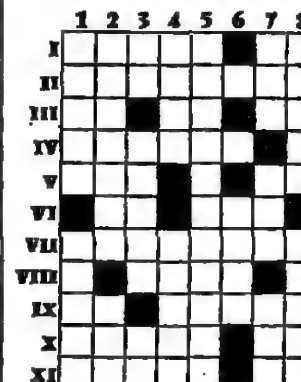


PRÉVISIONS POUR LE 29 AOUT À 6 HEURE (G.M.T.)



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2745



HORIZONTALEMENT

I. Fait généralement rougir ceux qui en meurent ; Utile quand on ne peut pas se mettre dans le bain. II. Qui a donc beaucoup souffert. III. Peut être contre ; Saint, dans la Manche. Au nom du pair. IV. Seclin à fumer. Adverbe. V. Période. A deux ailes et une arête. VI. Annonce le fort. Saison pastorale. VII. Utile pour estomper. VIII. Soufflait ou caressait. Abréviation pour un prince. IX. Sur la filie ! Il n'y a plus de reliefs quand ils sont nettoyés. X. Qui a donc reçu le cordon. Pourra devenir un bon sujet. XI. Certains doivent leur richesse au pétrole ; Mot qui indique que le service est terminé.

PARIS EN VISITES

VENREDI 29 AOUT
« Manufacture des Gobelins », 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins, Mme Rioul.
« La crypte de Notre-Dame », 15 h., entre, Mme Bachelier.
« Musée Cognac-Jay », 15 h., 25, boulevard des Capucines, Mme Garnier-Ahlberg.
« Saint-Julien et Saint-Séverin », 15 h., façade Saint-Séverin, Mme Guiller.
« Bourse de Paris », 15 h., devant la Bourse, rue Vivienne, Mme Oswald (Classe nationale des monuments historiques).
« L'île de la Cité », 15 h., métro Cité (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Le Marais », 15 h., 82, rue Saint-Antoine (Mme Fiedric).
« Le Marais », place des Vosges, 15 h., métro Saint-Paul (Réurrection du passé).
« Les Gobelins », 15 h., 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).
« Le Marais », 15 h., 2, rue de Sévigné (Le Vieux Paris).

VERTICALEMENT

1. Peut être demandée à ceux qui ont des savonnettes ; Se met parfois dans le fond. — 2. Les « Américains » : Nom pour un oncle. — 3. Abréviation qui peut s'appliquer à une « suceurale » ; C'est la classe quand il est bon ; Au bout du compte. — 4. Parfois ondules ; Donner un coup de main. — 5. Qui n'ont donc pas envie de fumer. — 6. Ne peut pas être prévu. — 7. S'endrait où l'on peut taper ; Qui n'a donc aucun mérite ; Opération postale. — 8. Ville de Savoie ; Un ambassadeur pour Henri IV. — 9. Célèbre passage ; Pronom.

Solution du problème n° 2744

Horizontalement

I. Altitude. — II. Arc ; Ion. — III. Dénivelé. — IV. Abol ; Lie. — V. Coûte. — VI. Irrespect. — VII. Ego ; Cimey. — VIII. Untel. — IX. Se ; Tabes. — X. Novis. — XI. Sincérité.

Verticalement

1. Audacieux. — 2. Ébriété. — 3. Tabouret ; NN. — 4. Irrité ; Etot. — 5. Tes ; Esclave. — 6. II ; Pl. — 7. Diligence. — 8. Eole ; Ce ; Sol. — 9. Né ; Styx. — 10. GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 28 août 1980 :

DÉS ARRÊTÉS

« Fixant les modalités d'application de l'article R. 322-7 du code du travail (allocation spéciale du fonds de l'emploi) ».

« Réglementant l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives sur le fleuve Seine dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise et des Yvelines ».

LISEZ

Le Monde des PHILATELISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATIE

« L'acrostiche cornélien »

This image shows a vertical strip of various French advertisements and logos. At the top, there is a logo for 'Compagnie Industrielle' featuring a stylized figure. Below it, a large advertisement for 'Administration' is visible, with the text 'Administration (TRIC)' and 'Service de l'Administration'. Further down, there is a logo for 'Service Francophone' and a large advertisement for 'Compagnie Comptable Générale'. Below that, there is a logo for 'Conseiller technique algérien' and a large advertisement for 'Un Comptable'. At the bottom, there is a logo for 'Compagnie Comptable Générale' and a large advertisement for 'Un Comptable'.

Le Monde

économie

LE CONFLIT DES MARINS-PÊCHEURS

• Très vives protestations après les interventions de la marine nationale • Ouverture de trois négociations à Paris

Cassé, brisé par la rogne déterminée des navires de la marine nationale envoyés sur les points chauds de blocus, le mouvement des marins-pêcheurs va entrer désormais, du moins peut-on l'espérer, dans une véritable phase de négociations.

Les plates pourtant mettront du temps à se reformer. De presque tous les horizons, l'attitude des forces de l'ordre — et on mêle pour le premier fois hommes de la Royale et gendarmes de la mobile — suscite indignation et colère. A Port-en-Bessin, les marins défilent lors des engagements dans les eaux d'Antifer.

ont publiquement brûlé leur pavillon — leur pavillon tricolore — en geste d'indignation.

Dans l'un des ports où l'autorité n'a pas ménagé ses efforts, à Fos, les patrons des chalutiers ont pris le large en se promettant de ne plus entreprendre d'actions de blocus — pour ne pas exposer la vie des pêcheurs.

Coups de matraque à Dieppe, mercredi après-midi, sur des marins qui s'employaient à enlever les câbles tendus à l'entrée du port, vive tension à Boulogne-sur-Mer, où les transporteurs routiers et mareyeurs bloquaient la

ville, occupation à Sète du quartier des affaires maritimes et renforcement du blocus du port commercial, Trouville, Ouistreham, Courseulles, Grandcamp, Saint-Vast-la-Hougue, Cherbourg, Grandville et Dieppe raffermir dans leur mouvement de grève; Lorient barré jeudi matin; voilà pour les plus récents événements.

Blocus levé à Dunkerque, trafic passagers trans-Manche redevenu normal, mais surtout amélioration très sensible de la situation entre l'île de Ré et le continent, où les rotations des bacs tendent à redevenir normales: voilà pour la détente.

Au loin, en Ecosse, à Kyle-of-Lochals très exactement d'autres marins en colère empêchaient, mercredi, le « La Pérouse », chalutier lorientais, de décharger les 33 tonnes de poissons que contenait ses cales. Les Ecosseux, qui forcent le navire à rebrousse chemin, traversent eux aussi une crise très grave qu'ils ne tiennent pas à voir s'accroître encore par une concurrence qu'ils jugent déloyale. Le « La Pérouse » mettrait le cap sur l'Allemagne, où il devrait décharger ses pêches.

A l'évidence, la crise de la pêche française est aussi une crise européenne.

Après les affrontements d'Antifer

Port-en-Bessin, ville sinistrée

De notre envoyé spécial

Port-en-Bessin. — Les marins-pêcheurs de Port-en-Bessin, qui comptent vingt-quatre chalutiers engagés dans la « bataille d'Antifer », sont tous rentrés au port et ont fait, le mercredi 27 août, le bilan des affrontements dans les eaux du terminal pétrolier.

Réunis dans la salle des fêtes de la ville, autour de M. Loretin, secrétaire de la chambre syndicale des pêcheurs artisans de Port-en-Bessin, et de M. François d'Harcourt, député (C.N.I.-U.D.F.) de Bayeux, les pêcheurs ont décrit, bateau par bateau, les dommages que leur a infligés la marine nationale: vingt-deux chalutiers ont été plus ou moins touchés, dont quarante très sérieusement.

La liste des dégâts est longue et impressionnante. Tous les bateaux restèrent à quai pour plusieurs jours et le montant des réparations est important: un minimum de 2 millions de francs, sans compter les jours de chômage des marins et leurs conséquences sur les deux cent trente familles portaises dépendantes de la pêche, qui sont considérées ici comme sinistrées.

Autant de raisons qui ne font, finalement, qu'attiser un peu plus la colère des pêcheurs. « C'est odieux, abominable, on trouve cela abject », affirme, sous un tonnerre d'applaudissements, un patron pêcheur. « Nous, nous connaissons notre métier, ceux de la Royale, en face, auraient dû venir à notre école, ils n'auraient jamais fait ça ».

Les marins-pêcheurs sont tellement amers qu'ils ont apporté, le matin même, les quarante-huit pavillons tricolores des chalutiers sur le parvis de la mairie, où ils ont été brûlés. Pourquoi? « On n'est même plus français, répètent-ils tristement. On nous a assassinés ».

La réaction de M. d'Harcourt, leur député qui appartient pourtant à la majorité, est la même: « Si on voulait assainir la profession, on ne s'y prendrait pas autrement, a-t-il déclaré. Le gouvernement porte l'entière responsabilité d'une situation qu'il a lui-même créée. La démission de M. Le Theule devrait être demandée; il aurait dû la donner lui-même. Ce conflit est la conséquence de l'insuffisance totale de l'administration maritime. Les hommes qui la coiffent sont tous des incapables. De-

puis des mois, nous faisons des propositions. Le gouvernement n'a pas tenu compte de nos observations. A chaque fois, nous avons eu la certitude qu'il refusait de comprendre. Aujourd'hui, nous devons prendre des mesures d'urgence. Nous demandons au préfet de région de déclencher le plan ORSEC, car Port-en-Bessin a été victime d'un typhon, pire, d'une calamité. Il faut ouvrir d'urgence le conseil général et le conseil régional se réunissent le plus rapidement possible afin d'envoyer l'aide immédiate que le Calvados et la Basse-Normandie peussent et doivent apporter aux marins-pêcheurs en détresse ».

Ce jeudi, les marins-pêcheurs se sont réunis à nouveau avec leurs camarades de Cherbourg et des autres ports de la Manche. Deux priorités: appeler les « terribles » à la solidarité (1), et préparer la riposte des gens de mer au coup de force militaire d'Antifer.

OLIVIER SCHMITT.

La présence de gendarmes à bord de bateaux de guerre est liée à l'ordre de réquisition lancé à la marine nationale par le préfet du département qui souhaite forcer le blocus des ports de commerce et de pêche sous sa compétence administrative.

Les gendarmes maritimes, qui ont compétence territoriale et qualité d'officier de police judiciaire, peuvent constater les délits éventuels et prévenir les contrevenances. Les gendarmes mobiles sont requis par le préfet du département pour le maintien de l'ordre sur les côtes, traditionnellement, les forces de maintien de l'ordre pour toute opération à terre, et leur statut militaire les désigne, de préférence aux civils, pour être embarqués à bord de bâtiments de guerre qui appartiennent à l'Etat.

En France, les gendarmes mobiles sont dits « forces de deuxième catégorie » qui concourent au maintien de l'ordre sur réquisition préfectorale, après les forces de première catégorie (comme la gendarmerie départementale ou la garde républicaine) qui sont en permanence chargées de cette mission, et avant la troupe (troisième catégorie) qui peut être mobilisée, en dernier ressort, pour la sécurité publique, que par une décision gouvernementale.

(1) Les dons, libellés à l'ordre du Comité de soutien aux marins-pêcheurs de Port-en-Bessin, peuvent être envoyés au Coupé-pêche, quai des Chantiers, 14200 Port-en-Bessin.

Les syndicats cherchent à renouer le dialogue avec le gouvernement

L'orage qui s'est levé fin juillet au-dessus de Boulogne revient et éclate fin août sur Boulogne quand les syndicats, artisans, fonctionnaires et armateurs retrouvent le tapis vert des négociations, tandis que les affrontements navals s'apaisent, tandis qu'on se remet à parler chiffres, conventions collectives, réajustant aux archives un vocabulaire aux envolées lyriques, le grand port du Pas-de-Calais constitue le plus dur, sinon le dernier, îlot de résistance et s'agit dans une fièvre persistante. Dans la ville paralysée, à la grève des pêcheurs a répondu la contre-grève des mareyeurs et des transporteurs.

Pourtant, en dépit de ce point chaud, en dépit de l'amertume des marins-pêcheurs depuis que la marine de guerre a « essai » de la marine de pêche — « Dresser des marins contre des marins est une ignominie », a dit un Lorientais — en dépit aussi de la maladresse élyséenne qui, à l'issue du conseil des ministres, a cru devoir rappeler le plan du 2 avril (celui qui avait mis le feu aux poudres à Boulogne), jamais, semble-t-il, la solution — l'armistice — n'a été tant en vue qu'aujourd'hui.

Impression qui s'appuie d'abord sur des éléments de fait, et d'autres plus politiques.

Lundi prochain sonnera l'heure de la vraie rentrée, et alors les problèmes de tous ordres ne manqueront ni au gouvernement ni aux Français. Pensez-vous toujours à la pêche?

Les touristes bloqués à l'île de Ré seront rentrés, les plaisanciers de Granville auront mis leur bateau à l'ancre, les Britanniques en vacances auront repassé le Channel.

Dans plusieurs régions maritimes la période de certaines pêches rémunératrices va s'ouvrir, par exemple le dragage des praires dans la baie de Saint-Brieuc.

Après un mois de conflit et de grève de solidarité, parce, ici ou là, la lassitude.

Le gouvernement, lors du conseil des ministres, a fait preuve de fermeté, mais n'a pas voulu fermer la porte à de nouvelles rencontres avec les parties concernées. Et l'on peut penser que dans les prochains jours des « explications », des « compléments d'information », des « ajustements » aux mesures annoncées récemment seraient de nature à ouvrir des perspectives d'élaboration d'un plan à long terme de sauvegarde de la pêche, ce que réclament les syndicats et les armateurs.

Du côté des syndicats, au-delà de leur scepticisme affiché et de leur indécision après les interventions policières et militaires, on note un certain réajustement, voire chez la C.F.D.T. une franche envie d'aboutir par tous les moyens. Plusieurs des mesures annoncées par M. Le Theule rejoignent, d'ailleurs, les propositions faites par la C.F.D.T. M. Edmond Maire vient de faire savoir à

M. Barre que la C.F.D.T. continuerait à se comporter avec le « sens des réalités », et quelle Boulogne ouvrirait des négociations sans délai. Elle refusait de se laisser enfermer dans le double piège de la surechère et de l'escalade, a précisé M. Michel Rolant, secrétaire confédéral.

Le ton est plus dur à la C.G.T. qui accuse M. Le Theule de mensonge quant aux comparaisons européennes sur le prix du carburant, mais qui a pour démontrer qu'on ne fait pas la négociation, a dit le secrétaire (comme la C.F.D.T.), à la commission nationale de conciliation, jeudi après-midi 28 août, à Paris, à l'issue de laquelle on devrait savoir si le conflit de Boulogne pourrait être réglé. Et M. François Lagain, secrétaire de la fédération des marins C.G.T. d'ajouter, cela doit être souligné: « Si le gouvernement fait un geste sur l'aide au carburant, ou toute autre forme d'aide conjoncturelle,

nous serons alors prêts à faire un effort pour tenter de résoudre les problèmes de la pêche industrielle ».

La balle est dans le camp du gouvernement d'autant que deux autres réunions étaient prévues vendredi, celle du comité central des pêcheurs, et celle du Fonds d'intervention et d'organisation des marchés (FIOM), deux organismes publics, désignés comme des théâtres privilégiés d'une politique contractuelle tripartite. Restant ferme mais pas obstiné, le gouvernement saisira-t-il l'occasion de dénouer le conflit? Ce ne serait pas la première fois que les pouvoirs publics accorderaient une aide conjoncturelle (fractionnée, temporaire, remboursable, supportée en partie par les conseils généraux et les conseils régionaux, pourquoi pas?) à une profession et à un secteur sinistrés.

Par comparaison, et pour rester dans le département ministériel de M. Le Theule, il faut se sou-

venir que, en février dernier, le gouvernement a accordé aux Chantiers navals de l'Atlantique (5 500 salariés) une aide de 280 millions de francs pour qu'un armateur français passe commande de quatre navires à Saint-Nazaire, et pas en Pologne ou au Japon. L'affaire était faite en catimini pour ne pas trop éveiller les soupçons des autorités de Bruxelles. Ces autorités, que M. Le Theule invoque aujourd'hui, en refusant d'accroître l'aide au carburant utilisés par les pêcheurs.

Aujourd'hui, le monde de la pêche — toute opinion confondue — réclame la moitié de cette monumentale subvention. Set-ce trop pour la collectivité nationale quand on sait que les pêcheurs sont vingt-cinq mille, soit quatre à cinq fois plus nombreux que les salariés de la ville et illustre usine de Penhoët?

FRANÇOIS GROSCHARD.

PRISES DE POSITIONS

- M. Michel Crépeau : pour un ministère de la mer
- Le R.P.R. : pour un vrai plan-pêche
- M. Georges Ségué : la bonne volonté est de notre côté

L'intervention de la marine nationale à Antifer et à Fos, la publication des mesures de M. Le Theule, la discrétion du conseil des ministres sur la pêche, ont entraîné de multiples réactions syndicales et politiques. Déceptions et critiques dominent.

Certes, tous les intervenants ne vont pas aussi loin que M. d'Harcourt, député de la majorité (C.N.I.-U.D.F.), qui demande la démission de M. Le Theule. Mais de nombreux élus souhaitent la création d'un ministère de la mer.

C'est le cas de M. Yves Lantier, député R.P.R. de Paris, et de M. Michel Crépeau, maire de La Rochelle, député et président des pêcheurs de la Gironde.

Ce dernier, qui est aussi président de la commission pêche du conseil de la mer, organisme consultatif auprès de la mission interministérielle de la mer, en fait même la première de ses propositions pour régler la crise de la pêche. La deuxième est la préparation d'un plan de cinq ans pour adapter l'outil de production, en finançant des navires moins gourmands en énergie, et pour moderniser des circuits de distribution qui qualifient d'« archaïques ».

M. Crépeau propose la suppression de la criée et la création de prix de campagne stables, c'est-à-dire « la mise en place pour la pêche d'un système voisin de celui de l'agriculture ».

En attendant, il juge indispensable « une aide provisoire au carburant », à laquelle, pense-t-il, la Commission de l'énergie, a-t-elle dit rien aux Anglais, ne devrait pas s'opposer.

M. Roger-Gérard Schwartzenberg, député à l'Assemblée européenne, vice-président du M.R.G., a d'ailleurs posé une question en ce sens à la Commission européenne.

Le R.P.R. fait la même analyse. M. Jean Mée, son secrétaire général adjoint chargé des problèmes économiques et sociaux écrit dans une déclaration publiée après le conseil des ministres: « L'adaptation et la modernisation de la pêche française nécessitent un plan quinquennal et nous nous engageons à travailler en concertation avec toutes les parties intéressées et qui fera ultérieurement l'objet d'une conférence annuelle d'adaptation ». Le R.P.R. demande que ce plan soit mis au point dans les plus brefs délais et que, en attendant, des aides provisoires adéquates soient prévues pour la profession ».

« Le mépris du gouvernement »

Même déception des quatre députés socialistes bretons. Mme Marie Jacq (Oristère), MM. Pierre Jagoulet (Côtes-du-Nord), Jean-Yves Le Drian (Morbihan) et Louis Le Penven (Finistère), dans un communiqué, estiment que « les mesures proposées, par le ministre des transports, si elles présentent quelques concessions limitées, ne dessinent en rien un véritable projet de politique des pêches qu'attendent le gouvernement non seulement toute une profession mais l'ensemble des régions côtières ». Ils ajoutent: « Le gouvernement confirme le mépris manifesté depuis toujours à l'égard de nos marins-pêcheurs ».

Quant à M. Guy Lengagne, maire socialiste de Boulogne, il accuse le gouvernement de « laisser pourrir une situation » affirmant: « J'essaie de peser de tout mon poids pour que les choses se calment, mais les esprits sont échauffés ».

Le parti communiste n'est pas plus tendre. Son bureau politique, dans un communiqué publié mercredi, écrit: « Le pouvoir gauchiste — qui ne manque pas une occasion de dénigrer sur les droits de l'homme — répond par une attitude inhumaine, par la brutalité et le mépris à cette simple exigence: le droit de travailler et de vivre décemment de son travail ». Il ajoute: « Ni le recours à l'armée ou aux C.R.S., ni les mesures annoncées par le ministre des transports ne sont

de nature à résoudre les problèmes posés ». Mme Jeannine Forté, députée communiste des Bouches-du-Rhône, parle, à propos de l'intervention de la marine à Fos d'« actes de piraterie » affirmant que cela a pour effet « de montrer l'ignominie de ce jour ». Elle ajoute: « La solidarité agissante de tous les travailleurs envers les marins-pêcheurs ».

L'Union départementale C.G.T. des Bouches-du-Rhône a d'ailleurs décidé de faire, à ce propos, de ce jeudi 28 août, une journée de protestation et d'action.

« C'est un conflit sérieux », a déclaré M. Georges Ségué lors de l'émission de France-Inter « Face au public » du mercredi 27 août. Après avoir critiqué le plan de M. Le Theule, le conseil qui lui a apporté le conseil des ministres et « la volonté d'utiliser la police, la gendarmerie et la marine nationale contre les marins-pêcheurs », le secrétaire général de la C.G.T. a estimé, à propos des incidents de Dieppe: « Si c'est ainsi que le gouvernement établit sa stratégie, son attitude dans ce conflit, cela risque de prendre une tournure grave et ce ne sont pas seulement les marins-pêcheurs qui seront fâchés ». Pour lui, « le pouvoir cherche une épave, la force qui se terminerait par la mort de notre production de pêche maritime, et nous voudrions que l'opinion publique prenne conscience de ce grave danger ».

« Nous ne trahissons pas, du côté du pouvoir, la moindre volonté de recherche de négociation, mais uniquement, strictement, l'utilisation des forces de police, de gendarmerie et de la marine nationale », a aussi déclaré M. Ségué qui a comparé cette attitude à celle de la C.G.T. qui, affirmant: « Je préconise le déblocage temporaire des ports pour permettre, pour des raisons humanitaires, aux touristes, notamment étrangers, de regagner leur pays et pour atténuer les conséquences économiques de ce blocage ».

« C'est une manifestation de bonne volonté! Quelques heures après, le gouvernement, à Dieppe, attise de rentrer au port. Alors, où est la bonne volonté? Où est l'insouciance? Où est la recherche de l'équilibre des forces? Pas de notre côté ».

RECHERCHE. — Dans notre compte rendu de la journée du 28 août sur la « bataille d'Antifer », relatée par l'article intitulé « A l'horizon de la Péninsule », sous les canons à eau de l'île de Ré, nous avons nommé par erreur un navire militaire, le Pimodan. Il s'agissait du Commandant-de-Pimodan.

BOULOGNE-SUR-MER, CŒUR DU MOUVEMENT

Pagaille sur mer et dans les rues

De notre correspondant

Lille. — La ville de Boulogne-sur-Mer était totalement bloquée par les camions des transporteurs et aussi ceux des industries annexes du poisson, le défilé prévu par la C.F.D.T. et la C.G.T. le mercredi 27 août après-midi a été écourté. Deux mille à trois mille manifestants ont parcouru les quelques centaines de mètres qui séparent la place centrale de la ville de la sous-préfecture, où une délégation a été reçue. Les prises de parole au cours d'un bref meeting ont été une dénonciation à la fois des « coups de force de la police » et des « menaces provocatrices de l'interprofession ».

Une journée extrêmement agitée, donc, qui n'a vu aucun progrès vers l'issue d'un conflit local qui oppose les syndicats des marins aux responsables des syndicats des transporteurs, mareyeurs, sauteurs, etc. Ceux-ci avaient d'ailleurs assigné, le matin, en référé les responsables C.F.D.T. et C.G.T. devant le tribunal de grande instance de Boulogne-sur-Mer, réclamant une forte astreinte pour opposition à la libre circulation.

Les requérants faisaient eux-mêmes bloquer la ville avec leurs camions, le tribunal a estimé qu'il n'était pas dans de bonnes conditions pour juger. L'affaire a donc été renvoyée au 4 septembre. Un photographe du journal communiste « Libération », Emmanuel Douay, a été molesté et blessé au bras alors qu'il tentait de fran-

chir un barrage. Son appareil a été détruit. Le syndicat C.G.T. des journalistes, qui attribue la responsabilité de cet incident à des « transporteurs excités », a élevé une vive protestation.

Le maire de Boulogne-sur-Mer, M. Guy Lengagne, poursuit son action inlassable pour tenter d'aboutir à une négociation. Il affirme que l'Etat a les moyens d'obliger les armateurs à appliquer la convention des marins, ce qui, « en cinq minutes, réglerait le conflit ». Il affirme aussi qu'une telle situation à Boulogne n'est pas tenable.

La négociation qui a commencé mercredi soir entre les dirigeants de l'interprofession et les syndicats des marins à la préfecture, sous la présidence de M. Albert Perrot, sous-préfet, s'est prolongée tard dans la soirée sans pourtant aboutir. Les pêcheurs avaient admis le principe de lever des barrages portuaires, jeudi 6 à 18 heures, moyennant quoi l'interprofession retirait son assignation et levait ses propres barrages, ce qui semblait acquis, mais la base de l'interprofession, consultée, a refusé ces conditions.

Une nouvelle journée d'insécurité a donc commencé ce jeudi à Boulogne-sur-Mer, où le port et la ville restent bloqués. A Calais, le port est aussi bloqué, mais la base d'aéronefs fonctionne normalement dans la journée de mercredi.

GEORGES SUEUR.

L'axe Pologne-Boulogne

Et si la solution de la crise polonoise empruntait la route de Boulogne-sur-Mer via Lorient? Et vice-versa, ce qui se passe à Gdynia ne peut-il contribuer à faire revenir le calme dans les ports et chez les pêcheurs français?

Bien sûr, on ne peut demander à M. Le Theule de troquer son poste avec celui de M. Jagielski, le vice-premier ministre qui dirige la commission gouvernementale chargée de négocier avec le comité inter-entreprises de Gdynia. Mais on envisage de plus près la situation des armateurs français à la pêche, que ne découvrait-on pas? Sur cent quatre-vingt-seize chalutiers de la flotte industrielle, actuellement immobilisés le long des quais, trente-huit, pas moins, ont été fabriqués à Gdynia et à Gdynia en 1972 et 1973.

Révois : une « table ronde ». MM. Georges Ségué et Edmond Maire; le maire, M. Le Theule qui réunirait, d'une part et Jagielski. Les trois premiers « expliqueraient au quatrième comment mettre en place des syndicats puissants, responsables, structurés et, si possible, indépendants. Le ministre français demanderait à son collègue polonois comment les chalutiers et les cargos deux fois moins chers que dans les pays d'Europe occidentale.

La scène se passerait du côté des îles Karguelen ou sur un stoli du Pacifique — des zones de pêche et d'aquaculture prometteuses pour l'avenir — au-delà des limites nationales des 200 milles, loin de Maitland, de Varsovie et de Moscou, là où la mer est à tout le monde. — F.G.R.

هكذا من الأصل

CHIEURS
de la marine nationale

AGRICULTURE

Les éleveurs de porcs obtiennent pratiquement satisfaction

Un accord global est intervenu, le mercredi 27 août, entre l'interprofession porcine (CINEP) et le ministre de l'Agriculture, M. Méhaignerie, sur la base des propositions adoptées le même jour en conseil des ministres pour tenter de dénouer la crise du porc. L'accord porte sur une série de mesures immédiates :

● **LES CAISSES DE COMPENSATION** vont être remises en route. Elles avancent aux éleveurs en période de chute des cours des porcs visent à combler l'écart entre ceux-ci et le cours de référence. Les modalités de remboursement des sommes dues par les éleveurs au titre de la crise de 1978-1979, et qui doivent être remboursées avant la versement de nouvelles avances, feront l'objet de négociations ultérieures. On s'achemine vers une prise en charge par des organismes spécialisés (Unigrain), ce qui permettrait la mise en route immédiate de ces caisses.

● **MESURES D'ASSAINISSEMENT DU MARCHÉ** par le maintien du stockage privé. Le gouvernement s'engage, d'autre part, à demander la semaine prochaine au comité de

gestion de la C.E.E. une protection accrue face aux importations des pays tiers (par une augmentation des montants supplémentaires prélevés aux frontières ainsi qu'une augmentation des restitutions).

● **L'AIDE AUX NOUVEAUX ELEVEURS**, les premiers touchés par la crise, se traduit par une prise en charge des remboursements des annuités d'emprunts à taux bonifiés à concurrence de 8 000 F. En outre, une aide spécifique aux jeunes agriculteurs pour le remboursement des charges d'emprunts (4 000 F), sera accordée.

D'autres mesures ont été arrêtées qui portent sur des engagements à plus long terme.

● Le gouvernement va demander au conseil des ministres de la C.E.E. le MISE EN PLACE DE CERTIFICATS D'IMPORTATION pour mieux connaître les importations des pays tiers.

● M. Méhaignerie est enfin prêt à FACILITER LA VENTE DIRECTE des céréales des producteurs aux éleveurs de porcs sans passer par les organismes de stockage spécialisés afin d'abaisser les coûts de production.

De notre envoyée spéciale

Équilibrer nos comptes, le cours est tombé à 220 F, puis à 200 F durant l'été, affirme un éleveur. Cela s'est traduit immédiatement dans nos bilans financiers : je vendais mes porcs à 250 F il y a quelques mois, je traite aujourd'hui à 190 F.

Les producteurs qui ont depuis longtemps amorti leurs emprunts voient l'avenir avec moins d'inquiétude que les « jeunes », touchés durement par la chute des cours au moment où les annuités sont les plus lourdes. Les dettes à court terme s'accroissent : ils jonglent avec de nouveaux prêts et des découvertes bancaires pour essayer de gagner du temps.

Tandis que les bœrgers rôtissent succédant à l'occupation de l'aéroport de Brest, les producteurs du Finistère multiplient les explications de la crise. La P.D.S.E. (la Fédération départementale des syndicats des exploitants agricoles) met principalement en cause « l'ouverture du marché européen et français aux porcs étrangers ». « Les importations ont augmenté de 12 % entre 1979 et 1980, affirme M. Louis Le Guen, vice-président de la fédération. Les producteurs de production communautaire ne jouent plus et les cours se sont effondrés ».

« On n'a pas prévu les effets à long terme des montants compensatoires », affirme pour sa part M. Hervé Kéguener, président du groupement des producteurs du département. Les Belges, les Allemands, les Hollandais ont bénéficié de primes durant des années. Ils ont aujourd'hui réinvesti et ont supporté la crise.

« Les éleveurs bretons, le réalisme a succédé à l'euphorie de la période des grands investissements. Ils savent désormais que la crise du porc est plus que passagère dans les départements de l'Ouest. En s'engageant dans une production porcine, ils ont dû faire face à une situation très délicate, explique un éleveur. Ils dépendent d'un marché mondial, ce qui, dans une situation d'inflation à deux chiffres, est catastrophique. Par exemple, si le prix de revient du kilo de porc est de 3,50 francs, la nourriture entre pour 6,15 francs dans cette somme. D'autre part, l'agriculture, actuellement, ne peut pas faire face à la déflation : la déflation ne l'autorise pas à répercuter les hausses qu'elle subit afin de maintenir l'augmentation des prix. Comment donc nous, producteurs, pouvons-nous faire face à la déflation ? »

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

ÉTRANGER

Le président Carter cherche à hâter la reprise américaine

(Suite de la première page.)

Le proche avenir dépend, en grande partie, souligne l'O.C.D.E., de l'évolution de la demande privée qui, financée par une nouvelle augmentation de la dette des consommateurs et accompagnée d'une nouvelle diminution du taux d'épargne, avait été, ces derniers temps, le principal moteur de la croissance. Ainsi, entre le milieu de 1978 et celui de 1979, ce taux a été en moyenne de l'ordre de 5 % l'an contre environ 7,5 % au cours des six premières années de la décennie et 6 % dans les années 60. Selon les experts, ce taux pourrait, du fait des changements de politiques et institutionnels, rester au alentours du niveau de 5 %, la défense du niveau de vie primant la crainte du chômage qui conduit à l'accroissement des dépenses de précaution.

Toutefois, compte tenu de l'orientation de la politique budgétaire, de la prudence des autorités monétaires de la poursuite de l'absorption des hausses de prix pétroliers, et l'activité économique demeurera peu soutenue tout au long de 1980 et de 1981, souligne l'O.C.D.E. Le produit national brut diminuait ainsi de 1,3 % cette année et augmenterait de 0,8 % l'an prochain, le freinage exercé sur l'activité par la situation pétrolière et les finances publiques étant estimé au total à 5 % du P.N.B.

Pendant un certain temps, les experts ont pensé que la récession américaine serait de longue durée, mais relativement peu

accusée. En fait, le déclenchement de la récession, en 1979, a été retardé du fait d'une sorte de fuite en avant des consommateurs ; mais la « réaction qui s'est finalement produite a été d'une ampleur spectaculaire ». Le produit national brut a ainsi diminué de 9,1 % en taux annuel durant le deuxième trimestre 1980. En revanche, à la suite d'ajustements comme la baisse rapide des taux d'intérêt, la durée de la récession devrait être raccourcie.

L'arme de la fiscalité

« La faiblesse de l'économie est concentrée sur l'année 1980, souligne l'étude. Une certaine reprise de la demande est probable en 1981, à laquelle contribueront les stabilisateurs budgétaires automatiques, l'accroissement des dépenses de défense, la faible niveau des taux d'intérêt et la stabilisation du taux d'épargne, ainsi que l'accélération des hausses des rémunérations. En outre, du fait d'un fléchissement des importations et d'une amélioration des termes de l'échange, le déficit extérieur courant serait éliminé dès cette année ; un excédent de l'ordre de 10 milliards de dollars en chiffres annuels pourrait même apparaître lors du premier semestre de 1981.

Reserve d'usage : ces prévisions sont entachées d'incertitudes « considérables », écrivent les experts, dans la mesure où un comportement plus prudent des entreprises et des ménages pourrait donner un caractère cumulatif au ralentissement de l'activité. Mais « la balance des risques penche plutôt du côté de l'inflation », que le relèvement des prix alimentaires et énergétiques a eu pour effet de « faire monter d'un cran ».

Aus la politique économique doit-elle donner la « priorité absolue » à la réduction de cette inflation, profonde et tenace, qui sévit aux États-Unis depuis le début de la guerre du Vietnam. « Lorsque des progrès notables auront été faits dans cette voie, on pourrait envisager, tout

en menant une politique budgétaire restrictive, la mise en œuvre d'une politique de relèvement des dépenses publiques » (de la fiscalité) tendant à réduire l'imposition des sociétés plutôt que celles des ménages, de façon à limiter le déclin des investissements productifs et à favoriser un retour à un accroissement plus satisfaisant de la productivité. De façon générale, la mise en œuvre d'une politique des revenus fondée sur la fiscalité semble aux experts de l'O.C.D.E. particulièrement adaptée à la situation des États-Unis.

De son côté, le service d'études de la Banque française de la Société générale souligne, dans un document récent, que, comme l'économie américaine est « devenue structurellement inflationniste », la récession, dont l'ampleur et la durée « dépendent largement » de l'attitude de l'administration à l'approche des élections présidentielles, et qui a été amplifiée par le plan mis en place à la mi-mars — un ou deux ans trop tard — contribuera à réduire les risques, « mais son influence pourrait être limitée et surtout temporaire ».

Pour les experts, la récession actuelle est en tout cas très différente des autres. Traditionnellement, il s'agit d'une crise de stocks ; cette fois l'« amorce » a été une contraction des achats des consommateurs, ce qui pourrait entraîner un fléchissement plus sévère que prévu et une reprise — « qui devrait intervenir durant le premier semestre 1981 » — moins soutenue.

Face à cette menace, l'augmentation des crédits militaires n'aurait qu'un « impact direct limité ». Selon les calculs de la firme Data Resources Inc., un accroissement de 10 milliards de dollars des dépenses du Pentagone entraînerait une augmentation du P.N.B. de seulement 0,5 % la première année, de 0,8 % la deuxième et de 0,8 % la troisième. A plus long terme, toutefois, l'effort militaire, « s'il était soutenu, comme cela est probable », pourrait contribuer à la sortie d'une récession.

M. B.

LOGEMENT

LES SUITES DES « ACCORDS DELMON »

Des règles du jeu entre propriétaires et locataires sont fixées par un projet de loi

Le projet de loi approuvé par le conseil des ministres le mercredi 27 août et présenté à la presse par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du cadre de vie, concerne les quatre millions deux cent mille appartements locatifs dits « à loyer libre ». Ce texte est directement inspiré des « accords Delmon »

signés entre représentants des principales organisations de propriétaires, de gestionnaires et de locataires après les travaux menés depuis mai 1974 par la Commission permanente pour l'étude des charges locatives et des rapports entre propriétaires, gestionnaires et usagers que préside M. Delmon.

Les dispositions s'articulent essentiellement autour de quatre grands axes :

● **Le dépôt de garantie** ne pourra être supérieur à deux mois de loyer net de charges. Cette somme appartient au locataire, elle ne produira aucun intérêt (comme certaines organisations de défense des locataires le réclamaient) car la gestion en serait lourde et compliquée, mais en revanche le montant de ce dépôt de garantie ne pourra faire l'objet d'aucune révision durant l'exécution du contrat de location. La revalorisation du dépôt de garantie en même temps que la révision du montant du loyer était en effet devenue une pratique courante.

● **Les charges locatives** dites « récupérables » (chauffage, eau chaude, entretien courant, des parties communes, etc.) pourront donner lieu au versement de provisions mensuelles (justifiées par la communication des résultats antérieurs ou d'un budget prévisionnel) et faire l'objet de régularisations annuelles. Quinze jours avant l'échéance de la régularisation annuelle, le propriétaire communiquera le décompte des charges par nature et le mode de leur répartition entre les locataires à tous les intéressés. Les pièces justificatives de ce décompte

seront tenues un mois durant à la disposition des locataires. Un décret fixera la liste de ces charges.

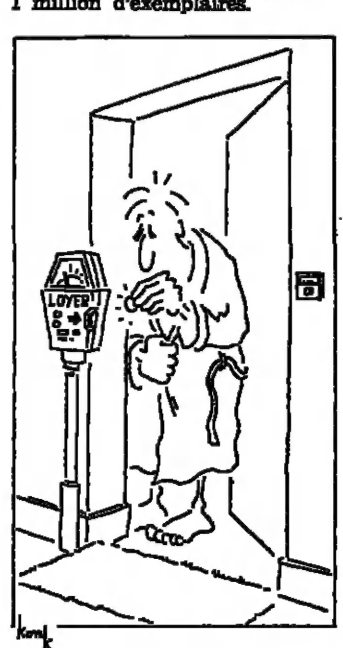
● **Les réparations locatives** (entretien courant du logement, menues réparations) qui sont à la charge du locataire feront l'objet d'une liste fixée par un décret. Il s'agit là de préciser la frontière toujours trop floue entre les grosses réparations, qui sont à la charge du propriétaire, et l'entretien courant, qui est à la charge du locataire.

● **Les charges locatives** dites « récupérables » (chauffage, eau chaude, entretien courant, des parties communes, etc.) pourront donner lieu au versement de provisions mensuelles (justifiées par la communication des résultats antérieurs ou d'un budget prévisionnel) et faire l'objet de régularisations annuelles. Quinze jours avant l'échéance de la régularisation annuelle, le propriétaire communiquera le décompte des charges par nature et le mode de leur répartition entre les locataires à tous les intéressés. Les pièces justificatives de ce décompte

Application volontaire immédiate

Applicable six mois après son adoption par le Parlement, son projet de loi sera déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale avant même le début de la session d'automne, mais M. d'Ornano ne se fait guère d'illusion quant à la date de son inscription à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée : ce texte viendra vraisemblablement en discussion après le débat budgétaire. Cependant, le ministre, qui s'engage à ce que les deux décrets d'application prévus soient prêts dans un délai très court, demandera aux adhérents des organisations signataires des « accords Delmon » de commencer dès à présent l'application.

Simultanément le livret du locataire, qui contient les « accords Delmon », sera réédité à 1 million d'exemplaires.



(Dessin de KONK.)

Trois petites lignes... deux articles du code civil

Les textes de loi sont généralement émaillés de références stylistiques à des alinéas obscurs d'articles de précédents décrets ou lois. Les juristes de la situation, et qui ne comprennent rien à la compréhension législative, le texte de l'article 1721 du code de procédure civile, qui est souvent l'objet de révisions, mais peut être aussi, par exemple, l'alinéa 2 de l'article 1743 du code civil et le mode de leur répartition entre les locataires à tous les intéressés. Les pièces justificatives de ce décompte

drassé en présence des deux parties ou par l'un d'elles et se termine par cette phrase : « En cas d'insuffisance de cette somme, la présomption établie à l'article 1721 du code civil ne peut être invoquée. » Que dit cet article ? « Si l'a pas été fait d'état des lieux, le preneur est présumé avoir reçu en bon état de réparation locative et doit les rendre tels, sans la preuve contraire. » Rares sont les locataires de biens qui, sans s'être fait établir un état des lieux, ont été échaudés, qui songent à exiger la rédaction d'un état des lieux. Cela permet à certains propriétaires insoucieux de réclamer, au moment du départ du locataire, tout ou partie du dépôt de garantie pour remettre en état ce qui avait été fort dégradé bien avant l'entrée du locataire dans l'appartement. Le locataire n'a aucun moyen de résister à de telles exigences puisque le code civil l'oblige à fournir la preuve de dégradations antérieures.

Si, dans l'avenir, la présomption de bon état « ne peut être invoquée », le propriétaire aura toujours intérêt à faire établir un état des lieux à moins de courir le risque d'avoir à restituer de toute façon l'intégralité du dépôt de garantie, même si un locataire indigne a escamoté les murs ou fait des trous dans la moquette.

MONNAIES

NOUVEAU TASSEMENT DU DOLLAR

Malgré la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, le dollar a poursuivi son tassement jeudi matin sur toutes les places financières internationales. Son cours est revenu à 4,1750 F (contre 4,1850 F mercredi 27 août) à Paris, à 1,7950 DM (contre 1,8011 DM) à Francfort et à 1,6350 F.S. (contre 1,6610 F.S.) à Zurich. Dans la City, le dollar a perdu 2,2502 dollars au lieu de 2,25 dollars pour obtenir une livre, qui d'autre part a valu 10 F pour la première fois depuis avril 1978. Les dévaluations de position en dollars en fin de mois expliquaient, selon les caméristes, la nouvelle baisse du billet vert.

● **PRECISION.** — A la suite de notre article sur le projet de budget pour 1981 (le Monde du 24-25 août) annonçant notamment que la réforme de la fiscalité pétrolière consisterait à faire payer aux sociétés exerçant en France « un simulé impôt sur les bénéfices », Esso-SAP nous demande de préciser qu'en ce qui la concerne, elle a versé à l'État — ainsi que en 1978 — 501 millions de francs d'impôts sur les bénéfices en 1979 (80 en 1978, 105 en 1977, 136 en 1976, 87 en 1975). Nous avions signalé cette anecdote concernant Esso dans le Monde du 2 avril.

● **Les constructeurs japonais d'automobiles ont augmenté leur part du marché allemand.** En juillet, celle-ci est passée à 13,3 % des ventes totales, contre 10,4 % en juin. Ils précèdent ainsi les constructeurs français, dont la part de marché est tombée à 8,6 %. Au cours des sept premiers mois de l'année, les constructeurs nippons ont porté leur part des ventes en R.F.A. à 9,5 %, contre 5,1 % au cours de la même période de 1979. La percée des firmes japonaises a gonflé la part des firmes étrangères sur le marché ouest-allemand, qui est passée de 24 % au cours des sept premiers mois de 1979 à 27 % depuis le début de 1980. — (A.F.P.)

● **M. Jean Dommedieu de Vabres**, conseiller d'État, est placé en position de détachement pour exercer les fonctions de président de la commission de la concurrence (le Monde du 19 juillet 1980).

● **M. Bernard Tricot**, conseiller d'État, est placé en position de détachement pour exercer les fonctions de président de la Commission des opérations de Bourse (le Monde du 31 juillet 1980).

● **M. Barre souligne la nécessité d'une coopération internationale dans le domaine énergétique.** — Ouvrant la Conférence internationale des grands réseaux électriques (C.I.G.R.E.), qui se tient du 26 août au 3 septembre à Paris, M. Barre s'est félicité de la coopération qui s'est instaurée dans ce secteur.

(Publité)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE COTE D'IVOIRE

B.E.T.P.A.

(Bureau d'études techniques des projets agricoles)

Objet : Unité de stockage de 20 000 tonnes de cacao à Yamoussoukro.

La date limite de la remise des offres est reportée au mardi 16 septembre 1980 à 17 h 30.

AFFAIRES

LE SORT DE MANUFRANCE

Faute de recevoir l'aide publique de 150 millions de francs avant le 8 septembre, la société déposera son bilan

C'est un ultimatum qu'a lancé le 27 août, aux pouvoirs publics, le conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.) à l'issue de sa réunion à Paris. Il menace en effet de déposer le bilan de la société si l'aide de 150 millions de francs que l'Etat envisage de lui accorder — sous certaines conditions — n'est pas mise à sa disposition avant le 8 septembre.

Cela fait, le conseil d'administration, qui n'entend pas revenir sur le plan de redressement, a tenu le 27 août, à Paris, sa dernière réunion. Les membres du conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.) sont, depuis le 27 août, en vacances. Celle du 27 août n'a pas échappé à la règle, puisque, commencée à 16 heures, elle s'est terminée à 18 heures et demi du matin.

L'ordre du jour, il est vrai, était assez chargé. Le conseil devait en premier lieu régler un problème juridique d'importance. La décision de la MACIF de ne plus y être représentée avait entraîné le retrait de trois administrateurs avec voix délibérative sur six. De surcroît, M. Garboline, qui représentait à titre personnel la société Eutrolis, qui détient, comme la MACIF, 30 % du capital de la S.N.M., devait également se retirer. Il était donc nécessaire, pour respecter la loi qui fixe à trois le nombre minimum d'administrateurs, d'en coopter un avant d'accepter la démission de M. Garboline. Comme il était prévu, M. Collet, gérant de la société Fabis — qui détient 10 % du capital de la S.N.M. — a accepté de remplacer M. Garboline, tout en précisant bien, dans un communiqué, qu'il n'assiegeait ainsi que pour éviter un vide juridique, et qu'il n'hésiterait pas à démissionner avant la date du 8 septembre s'il apparaissait que les conditions de survie de la société n'étaient pas réunies.

Une fuite en avant

Ce problème réglé, il restait au conseil d'administration à entendre le compte rendu de la mission d'information confiée à M. Lucien Peltier, puis à arrêter sa position concernant l'avenir de la S.N.M. Bien des rumeurs avaient couru avant la réunion, faisant état d'une possible nomination d'un administrateur provisoire et même d'un éventuel dépôt de bilan. En fait, le conseil d'administration a tenu un conseil qui a réuni les membres du conseil d'administration et les pouvoirs publics de déposer le bilan de la société si l'aide de 150 millions de francs que l'Etat envisage de lui accorder ne lui était pas apportée avant le 8 septembre.

La démarche est habile, qui consiste à mettre au pied du mur les pouvoirs publics, mais elle a des raisons éminemment politiques.

PRESSE

En Grande-Bretagne

Accord en vue au «Times»

De notre correspondant

Londres. — A moins d'un revirement d'attitude inattendu de la direction, la grève des journalistes du Times devrait prendre fin.

La journée d'action du Livre parisien C.G.T.

UNE DOUZAINE DE RASSEMBLEMENTS

Plusieurs milliers de travailleurs du Livre C.G.T. ont participé, mercredi 27 août, à la journée d'action organisée par le comité interyndical du Livre parisien. A l'issue d'une douzaine de rassemblements à l'imprimerie de Montsouris, chez Akker, chez Dreyer, à l'imprimerie nationale, chez Chais, à Audouin-pour-Bois, chez Georges Lang, à Barnot, à Epinay, à l'imprimerie Paul Dupont, a-t-il été entrepris de toucher par la crise de l'emploi ou les départs de bilan — les manifestants se sont rassemblés pour un meeting-pique-nique devant la Sirio, imprimerie du Figaro.

Les dirigeants syndicaux ont souligné les menaces pesant sur mille emplois dans six imprimeries en région parisienne, dont celle de Montsouris (qui licencierait quatre cents ouvriers sur huit cents), ils ont réclamé le rapatriement des travaux confectionnés à l'étranger, en particulier dans le secteur de la carte postale et des livres scolaires.

Une nouvelle journée d'action, cette fois à l'échelle nationale, sera organisée le 9 septembre à l'initiative de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T.

ment présenté au Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles (C.I.A.S.I.) le 22 août dernier, engagé avec les pouvoirs publics une épreuve de force dont nul ne peut prévoir l'issue.

A Saint-Etienne, les travailleurs, ayant appris la décision du conseil d'administration, ont décidé de lever l'occupation des locaux vers 1 h. 30. Mardi, M. Joseph Sanguedolce avait annoncé qu'il avait demandé une audience au président de la République.

de rester au conseil d'administration de la S.N.M. On ne pouvait être plus aimable pour M. de Saint-Just, qui, lui, activement participé à la marche de la société depuis trois mois et demi. C'est un euphémisme dans ces conditions de dire que l'aide de l'Etat n'est pas acquise. A la vérité, le conseil d'administration fait un pari : il estime, dans le meilleur des cas, que les pouvoirs publics n'ont pas le temps de leur engagement, même si les conditions qu'il a posées ne sont pas réunies. Au pire, il teste de savoir si l'Etat est prêt à faire porter à l'Etat la responsabilité d'un éventuel dépôt de bilan. Ce pari, c'est aussi celui de la C.G.T. et du P.C.F. Il pourrait s'avérer dangereux pour l'entreprise, donc l'avenir de ses salariés.

Ph. L.

LE COMMUNIQUÉ DU CONSEIL

Le conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance a pris acte de la décision de la MACIF et de la société Eutrolis de leur fonction d'administrateurs. Il a procédé à l'examen complet de la situation de la société et pris la décision de la MACIF de ne plus y être représentée. Le conseil d'administration a décidé de déposer le bilan de la société si l'aide de 150 millions de francs que l'Etat envisage de lui accorder ne lui était pas apportée avant le 8 septembre. A défaut de quoi la société se verrait contrainte de déposer le bilan.

Devant la gravité de la situation, le conseil d'administration a décidé de déposer le bilan de la société si l'aide de 150 millions de francs que l'Etat envisage de lui accorder ne lui était pas apportée avant le 8 septembre.

Les difficultés de Verger-Delporte (installations électriques)

«L'ÉTAT DOIT PAYER SES DETTES», déclare la C.G.T.

Au fond d'une impasse à Clichy (Haut-de-Seine), l'entreprise Verger-Delporte cache ses bureaux et ses ateliers derrière un vaste massif de roches blanches. Depuis le 20 août, cette entreprise spécialisée dans l'installation électrique et téléphonique, employant deux mille quatre cents salariés (dont mille huit cents à Clichy), est en règlement judiciaire avec poursuite de l'activité pendant trois mois.

Tout a débuté le 21 avril : la direction de l'entreprise, incapable de faire face à ses échéances financières — par manque de fonds propres liés au caractère familial de l'affaire — et de trouver auprès des banques des crédits nécessaires, avait alors demandé, pour un simple problème de trésorerie, et obtenu du tribunal de commerce la suspension provisoire des poursuites. Le 20 août, le plan de redressement, présenté conjointement par le curateur et la direction, prévoyant le licenciement de six cents dix-sept employés et une réorganisation de l'entreprise, était rejeté par le tribunal, faute d'avoir trouvé un nouveau partenaire industriel prêt à cautionner les engagements auprès des banques.

Pourant, le carnet de commandes est largement fourni ; vers de nombreux mois de travail. Mais la lourdeur des frais financiers (4 % du chiffre d'affaires) et le niveau élevé des dettes (230 millions) ont conduit, pour l'instant, à l'éventuelle paralysie.

« Nous nous opposons à tout licenciement et à la liquidation de l'entreprise », a déclaré, au cours d'une conférence de presse réunie le 26 août, le délégué C.G.T. (syndicat des salariés) du comité central d'entreprise. « Nous exigeons que l'Etat paie ses dettes », a-t-il ajouté. Il est vrai que 40 % environ de l'activité de Verger-Delporte se font avec l'Etat : Boulogne, le Forum des Halles ou encore l'aménagement du château de Versailles, par exemple. Et beaucoup de factures n'ont pas encore été payées. — J. D.

MONNAIES

Nouvel internationalisme et monnaie

(Suite de la première page.)

Puis le temps béni des colonies et de l'administration directe, ou même tout simplement — avec la montée en puissance militaire de l'U.R.S.S. — de la vieille politique de la canonnade (dans certaines régions du monde tout au moins) il faut, pour ne pas contraindre les pays du tiers-monde au désespoir et les garder dans la mouvance occidentale, leur ouvrir une voie raisonnable de développement. Et il y a urgence pour beaucoup de ces pays, libéralement en état de cessation de paiements !

3) Enfin, l'inquiétude s'accroît sur les perspectives du système monétaire international : un gigantesque marché de eurodollar s'est constitué à la mesure des déficits renouvelés de la balance des paiements des Etats-Unis. Un véritable système monétaire privé s'est ainsi créé, hors de tout contrôle des banques centrales, qui supplante les monnaies officielles d'une manière déconcertante (notamment l'actuel F.M.I.).

Le recyclage des surplus pétroliers s'effectue au bénéfice des plus riches (et d'abord des Etats-Unis), tandis que l'endettement des pays dont les besoins sont les plus criants a atteint un seuil dramatique. La spéculation se donne libre cours. L'or flambe.

Les fluctuations de changes, l'instabilité des marchés monétaires, financiers ou de matières premières font planer la menace d'un krach général qui, pour avoir été longtemps retardé, n'en revêtirait qu'une plus grande ampleur.

Dans ces conditions, une réforme de système monétaire international comportant le retour à des disciplines plus strictes peut apparaître comme moins utopique que par le passé.

Le blocage politique

La vérité est cependant que cette réforme ne s'imposera pas sans une lutte politique de grande ampleur mené à l'échelle mondiale par l'ensemble des forces progressistes du tiers-monde et des pays développés.

La question monétaire internationale est, en effet, au cœur de ce fameux et nouvel ordre économique mondial à dont on parle tant : le privilège de battre monnaie ne fut-il pas de tout temps l'appanage du prince, le signe distinctif du véritable pouvoir ?

Il est évidemment très commode de faire dériver les maux sur des problèmes certes importants, mais dont la solution requiert de très longs délais (alimentation, commerce, transferts de technologie, énergie). L'écotisme enveloppe tout ce qui touche aux problèmes monétaires internationaux : c'est la science ? des experts s'en donne à cœur joie. L'abstraction est soignée comme une plante délicate : les décisions peuvent ainsi se prendre en dehors de tout contrôle démocratique et, naturellement, en toute impunité. Et pourtant, le système monétaire international est une réalité bien concrète pour les Portugais — sous les fourches caudines du F.M.I. — ou pour les pays du tiers-monde dans la main des grandes banques internationales. Aussi bien le désordre actuel — on s'en doute, — s'il ne fait pas l'affaire de tout le monde, fait bien l'affaire de quelques-uns : au premier rang des Etats-Unis, qui ont renoncé à toute discipline, mais à aucun de leurs privilèges, et qui gèrent, en toute indépendance, une monnaie qui représente 60 % des réserves en devises des banques centrales et avec laquelle continuent à s'effectuer 70 % du commerce mondial. Le cours du dollar — tantôt fort pour freiner l'inflation, tantôt faible pour payer moins cher le pétrole ou favoriser l'exportation, est une variable de la politique intérieure américaine. Les euro-marchés assurent sans heurt le financement des entreprises américaines à l'étranger.

Le recyclage des surplus pétroliers s'effectue dans les banques américaines au détriment des pays en développement frappés de plein fouet par l'inflation, privés de ressources, enchevêtrés du pouvoir de décision (le F.M.I. leur accorde moins de 25 % des droits de vote) et chaque jour plus lourdement endettés ; mais n'est-il pas vrai que la tutelle des grandes banques sur le tiers-monde, à travers des euro-marchés, est bien commode et n'a pas les relents colonialistes d'une intervention étatique trop voyante ?

Le désordre du système monétaire international est en fait un désordre organisé qui fait l'affaire des puissants et sert avant tout

les intérêts de « l'empire américain ». On ne soulignera jamais assez le rôle de Valéry Giscard d'Estaing dans l'acceptation de ce désordre lorsqu'il acceptait, en rupture avec les positions antérieures de la France, à Malindi (1973), l'implication malade, les taux de change flottants, puis, à la Jamaïque (1976), la démontation de l'or, entraînant ainsi toutes les positions américaines. La responsabilité grave prise ainsi par l'actuel président de la République doit être soulignée devant l'opinion publique, car elle ne le qualifie pas pour rejeter sur des « facteurs extérieurs » la responsabilité de la crise qui sévit en France, et moins encore pour faire, comme il en a émis l'intention, des nouvelles propositions de réformes du système monétaire international.

En vérité cette réforme est difficile parce qu'elle heurte directement les intérêts des Etats-Unis. L'échec récent des négociations sur le « compte de substitution » montre qu'aucune réforme n'est possible, dans l'état actuel du rapport des forces, dès lors qu'elle remet en cause les privilèges du dollar : pour que les banques centrales détentrices de dollars puissent convertir leurs réserves en D.T.S. auprès du F.M.I., il est fallu que les Etats-Unis garantissent la valeur de ces avoirs : ils s'y sont refusés.

Il n'est pas jusqu'au système monétaire européen qui ne soit ressenti par Washington comme une menace pour la souveraineté du dollar et, par conséquent, pour la politique américaine.

La réforme du système monétaire est en fait indissociable d'un nouveau rapport de forces et d'une nouvelle organisation de la société internationale. L'adoption sans partage des Etats-Unis, même s'ils restent, et de loin, la principale puissance mondiale, a fait son temps.

Il ne suffit pas davantage de renouer la direction politique de l'Occident — ce qui a déjà été tenté de la Commission tricontinentale, il s'agit à la fois d'organiser une véritable multipolarité et de faire de l'objectif du développement la résultante des nouveaux rapports de forces monétaires. Les grands pays du tiers-monde doivent pouvoir peser dans la définition des nouvelles règles du jeu.

Ainsi le combat pour une réforme du système monétaire international ne peut être qu'une partie d'un combat plus vaste pour un monde plus juste et plus solidaire.

Une France socialiste a, dans la réforme du système monétaire

international, une grande tâche à accomplir, un grand rôle à tenir.

Non seulement c'est son intérêt mais c'est sa vocation. C'est son intérêt : la France ne maîtrise en effet aucune des variables « extérieures » de ce qu'on appelle « la crise » : ni le cours du dollar, ni la création de la monnaie internationale, ni les mouvements de capitaux, ni le prix du pétrole, ni les décisions d'investissement des sociétés multinationales. Pour réformer ses structures, sortir de la crise et fonder sur des bases saines l'avenir de son peuple, notre pays ne peut rester à la merci d'un système monétaire international aussi profondément biaisé. Encore faut-il rappeler que c'est seulement en développant une industrie puissante et diversifiée, en contenant la pression des importations, en s'attaquant aux causes profondes de l'inflation et en bâtissant son indépendance énergétique, que la France échappera aux protecteurs trop encombrants et aux conseillers trop pressants. Le projet socialiste souligne à juste titre qu'une économie forte est la condition de la santé monétaire et de l'indépendance nationale.

Mais ce n'est pas seulement l'intérêt de la France, c'est sa vocation que de confondre son ambition avec celle de la grande cause humaine. Sa voix ne retentit jamais que de celle des savoirs. Jeter les bases d'une nouvelle organisation de la société internationale, réellement multipolaire, est, à coup sûr, une tâche tant que la France et, au-delà, l'Europe en raison de leurs histoires, en raison de leurs traditions plus anciennes, de complémentarités plus accentuées avec le tiers-monde et l'U.R.S.S., et surtout d'une politique étrangère indépendante mieux affirmée, pourraient y jouer un rôle de premier plan ? Par les temps qui courent, une double illusion guette notre pays : attendre des autres qu'ils parlent à notre place ou ne parler que pour nous-mêmes. Pour être entendue à nouveau, la France doit rompre avec l'atlantisme financier en démontant avec vigueur les iniquités du système actuel et en définissant les grandes lignes d'un projet ambitieux et réaliste qui finira par s'imposer comme la seule issue à un désordre devenu insupportable.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT.

Prochain article :

ROMPRE AVEC L'ATLANTISME FINANCIER

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	Rep. + ou Moins	Rep. + ou Moins	Rep. + ou Moins	Rep. + ou Moins
\$ E.-U.	4,150	4,180	4,150	4,150
\$ Can.	2,620	2,620	2,620	2,620
Yen (100)	3,050	3,050	3,050	3,050
DM	2,250	2,250	2,250	2,250
Franc	1,310	1,310	1,310	1,310
F.S. (100)	14,020	14,020	14,020	14,020
F.S.	2,510	2,510	2,510	2,510
£ (1 000)	4,350	4,350	4,350	4,350
Fr. franc.	10,810	10,810	10,810	10,810

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 M.	6 M.	9 M.	12 M.	18 M.	24 M.	36 M.	48 M.	60 M.
\$ E.-U.	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
Franc	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
F.S. (100)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
F.S.	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2
£ (1 000)	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2	22 1/2
Fr. franc.	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

Nous donnons ci-dessous les taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises mais qu'ils soient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ROBECO PLUS 19% SUR BASE ANNUELLE

Le dernier rapport semestriel donne un résultat positif de 9,6% (plus-value + dividende) pour la première moitié de 1980, et ceci grâce aux placements dans des pays (Australie, Canada) et secteurs (énergie) favorables.

LE RAPPORT SEMESTRIEL

peut être obtenu auprès de Robeco, Dép. 734, Boîte Postale 973, 3000 AZ Rotterdam, Pays-Bas.



LE GROUPE ROBECO: 50 ANS DE CONFIANCE

4701101520

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
27: AOUT

Nouvelle avance

Pour la quatrième séance consécutive, le cours est monté mercredi à la Bourse. Le mouvement s'est fait de façon un peu désordonnée, le dernier final n'en est pas moins bloqué. L'indicateur le plus continu enregistré, à la clôture, une hausse de 0,7 % environ, après un gain de 0,81 %, ramené à 0,11 %.

Des points de fermeté sont apparus dans tous les compartiments en presqu'un à la construction. Parmi les valeurs cotées, s'est distingué, tandis qu'un bâtiment, la vedette était tenue par Airfrance (+ 4,4 %), suivi de Ford (+ 3,2 %), Peugeot (+ 2,9 %) et Citroën (+ 3,2 %). S'est détaché aussi automobiles, et Club Méditerranée et Hôtellerie.

Seuls perdants de la journée les valeurs pétrolières, toutes en repli dans la perspective d'un allègement de la charge fiscale à supporter.

Les indications officielles données dans le projet de budget pour 1981.

Le poids de la corbelie régnait sur les joyeux brouhaha. Stridait dans les tranchées circulait une rumeur selon laquelle Payot-Lafollet Khomeini serait débauché. Cette rumeur, qui n'est pas démentie, a peut-être nouvelle brise de hausses ? Difficile de répondre à la question.

Un fait, il semble bien que comme les jours précédents, les achats effectués par les grands investisseurs, dans un marché toujours hésitant, ont été nombreux, ont poussé la Bourse à monter.

Comment expliquer le mouvement autrement ? Wall Street se trahit, et les investisseurs ont encouragé les opérateurs, brillent par leur absence.

Sur le marché de l'or, les indications venues de l'étranger ont provoqué une hausse. Le métal a gagné 500 F à 55 800 F et le napoléon 2,50 F à 778 F.

Le rassurément ne s'est pas accompagné d'un accroissement du volume de transactions toujours très maigre : 6,98 millions de francs contre 6,32 millions.

LONDRES

	VALEURS	CLÔTURE	COURS
	12/5	12/4	24/5
Banque	155	154	
British	345	344	
Comptoir	84	84	
Crédit			
De Paris	9 7/16	9 7/16	
General	350	350	
Industriel	470	470	
Ro Tine	360	360	
Shell	414	412	
Stato	130	130	
Union	31	31	
Western Petroleum	91	91	
Western	91	91	
Western	91	91	
Western	91	91	

NEW-YORK

Nouveau repli

La hausse des TAUX d'intérêt n'est évidemment pas du goût de Wall Street. Les investisseurs ont constaté l'abaissement du « prime rate » à 11 1/2 %, le marché a fléchi mercredi pour la première fois depuis mardi. Les cours de nouvelles valeurs bénéficiaires. Le bilan de la séance n'a pas été très brillant. Les valeurs de la section des métaux ont reculé de 10,35 points à 243,05, tandis que sur 1 011 valeurs traitées l'indice a perdu 10 points et se situe à 430 haussiers seulement.

Une assez forte activité a continué à se faire dans les millions de titres ont changé de mains contre 41,7 millions la veille.

Les investisseurs se sont tournés vers le renchérissement du loyer de l'argent. L'Etat finalement emporté sur ce terrain, les investisseurs ont constaté que le vrai gain, en dehors de la contre-évaluation des stocks, commence à être le fait, les nouvelles traduisent une dégradation continue de la situation économique. Les investisseurs ont perdu confiance. Ajoutons, enfin, que les opérateurs n'attendent pas grand-chose de la conférence de presse de la balance du président, dont ce dernier doit donner les détails ce jeudi.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

[illegible]

VALEURS	COURS 26/8	COURS 27/8
---------	---------------	---------------

Alcan	89 1/2	88 1/2
A.T.T.	53 1/8	52 7/8
Chrysler	38 5/8	37 3/4
Chubb	38 5/8	38 1/4
De Pont de Nemours	46 1/2	47 1/2
Eastman Kodak	42 1/2	41 5/8
Exxon	71 7/8	71 3/8
Ford	27 3/4	27 1/8
General Electric	32 1/2	32 1/8
General Motors	54 3/4	54 1/8
Grain Processing	18 1/8	18 1/8
I.T.T.	38 7/8	38 7/8
Kimberly-Clark	26 1/2	26 1/4
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2
Pfizer	42 1/2	41 1/2
Schlumberger	134 5/8	134 1/4
Union Carbide	31 1/8	30 3/4
U.S. Steel	21 1/8	20 5/8
Valero	47 3/8	47 1/4
Westinghouse	36	36
Xerox	58 5/8	58 3/4

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1979)
28 août 77 août

Valeurs françaises ..	110,5	110,6
Valeurs étrangères ..	114,9	114,9
Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)		
Indice général	110,5	110,6

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yens)....	220 30	219 30
------------------------	--------	--------

BOURSE DE PARIS - 27 AOUT - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Competition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours	Competition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours	Competition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours	Competition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Deuxième cours	Compt. premier cours
2578	4,5 % 1974	2555	28'0	26 2	2559	1188	EN-Agaurane	1168	1130	1132	113	163	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2579	A.L.S. 3	2556	414	417	415	235	(L. Merfina)	236	230	230	218	43	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2580	Adrienne	414	417	415	416	235	E.L. Lefebvre	236	230	230	218	43	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2581	Air Liquide	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2582	Air. Part. Ind.	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2583	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2584	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2585	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2586	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2587	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2588	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2589	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2590	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2591	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2592	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2593	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2594	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2595	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2596	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2597	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2598	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2599	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2600	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2601	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2602	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2603	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2604	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2605	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2606	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2607	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2608	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2609	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2610	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2611	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2612	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2613	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2614	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2615	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2616	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2617	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2618	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2619	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2620	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2621	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2622	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2623	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2624	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2625	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2626	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2627	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2628	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2629	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2630	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2631	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2632	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2633	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2634	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2635	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2636	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2637	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2638	Alcatel	487	50	470	465	48	S.S. S.A. S.A.	134	134	134	134	134	Hong. Mann	176	168	168	168	158	158	158	158	158	158
2639																							

NOTE DES CHANGES	COURS des BILLET AUX GUINETS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
-------------------------	---	-----------------------------

MONNAIES OFFICIELLES	COURS par gramme	COURS 27 8	Achete	Vendu	MONNAIES ET OFFEVES	COURS par gramme	COURS 27 8
5-Dong (5 1)	4 194	4 182	4 880	4 280			
100-Dong (100 000)	223 429	223 139	228	234	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500
100-Fr (100 F)	1 612	14 491	13 880	13 680	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500
100-Fr (100 F)	219	219	219	219	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500
100-Fr (100 F)	75 255	10 780	72	77	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500
100-Fr (100 F)	36 329	8 887	82	87	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500
100-Fr (100 F)	5 138	5 138	5 138	5 138	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500
100-Fr (100 F)	4 886	4 886	4 886	4 886	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500
100-Fr (100 F)	252 650	251 528	244	254	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500
100-Fr (100 F)	1731 077	1731 077	1731 077	1731 077	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500
100-Fr (100 F)	32 368	32 368	31 800	32 400	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500
100-Fr (100 F)	5 769	5 769	5 650	5 880	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500
100-Fr (100 F)	4 910	4 910	4 910	4 910	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500
100-Fr (100 F)	3 820	3 820	3 820	3 820	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500
100-Fr (100 F)	1 811	1 888	1 708	1 888	Dr. du (Cote en -dette)	62290	55500

MES

Internationalisme et mondialisme

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ROBECO

MINI-MANÈGE ANNUEL

LE RAPPORT ANNUEL

RECHERCHES ÉCONOMIQUES

